

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2002/27712]

**18 JUILLET 2002. — Circulaire relative au budget pour 2003
des communes de la Région wallonne**

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins,
Pour information :
A Messieurs les Gouverneurs,
A Mesdames et Messieurs les Députés permanents,
A Mesdames et Messieurs les Secrétaires et Receveurs communaux,
A Mesdames et Messieurs les Greffiers provinciaux,
Mesdames,
Messieurs,

I. Introduction**I.1. Avant-propos**

Vous trouverez ci-après mes recommandations pour l'élaboration des budgets communaux à partir de l'exercice 2003. La présente circulaire constitue une mise à jour de la circulaire du 19 juillet 2001 relative aux budgets communaux pour 2002, en n'abordant que les points modifiés ou neufs et les rappels qui s'imposent.

Les points concernés sont les suivants : II.1. Calendrier légal; II.2.a. Règle de fond; II.2.b. Règle de forme; II.3.b. Tableau de synthèse; II.3.c. Annexes; II.4. Crédits provisoires; II.5. Modifications budgétaires; II.5.b. Additionnels au précompte immobilier : crédit sur exercice antérieur; II.6.1. Article 02; II.6.4. Date limite des engagements; II.7. Perception des recettes; II.8. Réévaluation annuelle des biens du patrimoine immobilier; II.10. Introduction de l'euro dans les administrations locales; II.11. Informatique; II.12. Décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne; II.14. Zones de police; III.1.a.1. Financement général des communes; III.1.a.2. Plan Tonus communal axe 1; III.1.b. Fiscalité; III.1.c. Compensation pour la non-perception des centimes additionnels au précompte immobilier; III.1.f. Libéralisation du secteur énergétique; III.2.b. Dépenses facultatives; III.2.c. Dépenses de personnel; III.2.d. Dépenses de fonctionnement; III.2.e. Dépenses de transfert; III.2.f. Dépenses de dette; III.2.f.1. Stabilisation de la charge de la dette; III.2.f.6. Charge des nouveaux emprunts; IV.1. Généralités; V.1. Communes sous plan de d'assainissement, de gestion ou sous contrat d'accompagnement; V.2. Plan Tonus communal axe 2; V.3. Règle du tiers boni.

Je rappelle que dans un souci de parfaite transparence, il sera indispensable de remettre à chaque conseiller un exemplaire de la présente circulaire.

Dans le cadre du partenariat entre les autorités locales et de tutelle, mon administration, la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne (rue Van Opré 95, à 5100 Jambes - tél. 081-32 37 11 - fax 081-30 90 93. - E-mail : dgpl@mrw.wallonie.be), peut vous apporter toute sa compétence pour les questions que vous souhaierez lui poser, notamment au sujet de la présente ou des nouvelles compétences transférées à la Région wallonne (fabriques d'Eglise...).

II. Directives générales**II.1. Calendrier légal**

On veillera au respect du calendrier légal tant pour ce qui concerne le règlement du compte de l'exercice précédent que pour le processus d'élaboration du budget. Pour mémoire, le budget doit être voté par le conseil communal le premier lundi du mois d'octobre (article 241 de la nouvelle loi communale) et le compte de l'exercice précédent au cours du premier trimestre de l'exercice suivant (article 238 de la nouvelle loi communale). Dans un souci de bonne maîtrise de la gestion de votre commune, je vous recommande également de ne voter en fin d'exercice que les modifications budgétaires indispensables et endéans des délais qui ne perturbent en rien l'exercice normal de la tutelle (tutelle d'approbation et droit d'évocation). Je vous invite à vous référer au point II.5. ci-après sur cette question.

II.2. Règles budgétaires essentielles**II.2.a. Règle de fond**

L'équilibre budgétaire global, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, constitue le premier principe essentiel de la gestion financière. Il s'agit d'une prescription légale contenue dans les articles 252 et 253 de la nouvelle loi communale.

Par ailleurs, l'approbation d'un crédit budgétaire ne dégage pas les autorités communales de l'application des diverses législations et réglementations applicables à l'opération recouverte par ce crédit.

II.2.b. Règle de forme

La rigueur dans la forme impose notamment la stricte conformité aux classifications fonctionnelle et économique normalisées et à la classification normalisée des comptes généraux et particuliers (arrêtés ministériels des 30 octobre 1990, 25 mars 1994, 29 avril 1996 et 9 juin 1997).

Les modèles de documents comptables tels que définis par les arrêtés ministériels des 23 septembre 1991 et 10 janvier 1996 sont de stricte application.

J'attire votre attention sur la nécessité de se conformer impérativement à ces principes, dans la perspective prochaine de la transmission sur support informatique des documents budgétaires et comptables.

En vertu de l'article 12 du R.G.C.C., une commission comprenant au moins un membre du collège, le secrétaire et le receveur, doit donner son avis sur la légalité et les implications financières prévisibles du projet de budget. Le rapport écrit de cette commission doit faire apparaître clairement l'avis de chacun de ses membres, tel qu'émis au cours de la réunion, même si l'avis doit être présenté d'une manière unique. Ce rapport doit être joint au projet de budget présenté au conseil communal et au budget soumis à l'approbation de la tutelle. Pour rappel, cette procédure doit également être appliquée à toutes les modifications budgétaires ultérieures. Je tiens à préciser que l'avis de chacun des membres de cette commission doit être clairement repris dans le compte-rendu de la commission si des opinions divergentes apparaissent et qu'il est interdit de "censurer" quelque propos que ce soit.

Je rappelle que l'avis de cette commission constitue une formalité essentielle, ledit rapport constituant quant à lui une annexe légale et formellement obligatoire. L'absence de l'avis de cette commission ne peut que conduire à la non-approbation du budget (ou de la modification budgétaire) concerné(e).

Conformément à l'article 96 de la NLC, le projet de budget sera également accompagné d'un rapport synthétisant le projet de budget et définissant la politique générale et financière de la commune.

Enfin, j'insiste encore pour que le maniement du budget, sa lecture et sa compréhension soient aisés, tant pour les mandataires locaux que pour les organes de tutelle.

II.3. Présentation

II.3.b. Tableau de synthèse

Il ne s'agit pas d'une simple annexe au budget, mais d'un élément fondamental et indissociable de celui-ci. Les articles budgétaires relatifs à la reprise des résultats présumés (000/951-01, 000/951-51...) doivent obligatoirement figurer de manière distincte dans le corps du budget, aux exercices antérieurs.

II.3.c. Annexes

Les annexes suivantes seront obligatoirement jointes au projet de budget présenté au conseil communal et au budget soumis ultérieurement à la tutelle :

- les budgets des régies communales (avec le dernier compte d'exercice approuvé par la tutelle), et une copie de la page du budget du C.P.A.S. contenant la prévision de dotation communale ou à défaut une copie du procès-verbal de la réunion du comité de concertation tel que prévu aux articles 26 et suivants de la loi organique des C.P.A.S. du 8 juillet 1976;

- le tableau figurant (normalement) en tête du budget et portant des renseignements généraux sur la commune;

- la liste nominative des locataires et fermiers;

- le tableau des emprunts communaux, présenté par emprunt, avec récapitulation;

- le tableau d'évolution de la dette communale (couvrant six exercices, deux avant et trois après l'exercice courant) intégrant toutes les prévisions d'emprunts futurs et leur remboursement. Il convient également de mentionner les remboursements anticipés qui auraient été effectués au cours de la période considérée (notamment avec le produit de la mise en bourse Dexia 3);

- le tableau du personnel communal assorti d'une note reprenant le plan d'embauche et de promotion de l'année budgétaire (ce qui permet une gestion prévisionnelle affinée et une parfaite information des conseillers);

- le tableau d'évolution des charges de dettes échues depuis cinq ans;

- la liste des garanties de bonne fin accordées par la commune à des tiers (toute personne physique ou morale, etc.);

Le budget initial de l'exercice devra être accompagné d'une liste des A.S.B.L. et autres associations subventionnées par la commune qui précisera tout type de participation et les montants leur attribués s'ils sont équivalents ou supérieurs à € 1.250.

Lorsque la subvention communale dépassera € 25.000, le bilan et le dernier compte de l'A.S.B.L. (ou, au minimum, copie de la page de ce compte relative à la subvention accompagnée de l'attestation communale que le contrôle prévu par la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions a bien été réalisé) devront être joints au budget qui m'est présenté.

- le tableau de la situation et des mouvements des réserves et provisions présentant clairement leur évolution en fonction des dotations et utilisations prévues au budget (avec remise à jour lors de chaque modification budgétaire s'il échet);

- le programme d'investissements et des voies et moyens de financement reprenant le programme détaillé par article budgétaire des dépenses d'investissements pour l'exercice et les moyens de financement y afférents.

- la délibération in extenso (cfr. II, 12).

On notera que :

- le programme triennal des travaux sera inclus de façon détaillée et identifié par la mention PTR en marge des libellés;

- le tableau doit reprendre tous les investissements prévus et non seulement les travaux (il s'agit donc de reprendre également des investissements significatifs en matériel de bureau ou en matériel roulant par exemple);

- figurent dans le tableau des investissements les travaux internes effectués à charge du service ordinaire.

En ce qui concerne la transmission de ces documents aux conseillers communaux, ceux-ci seront clairement informés de leur droit à recevoir toutes les annexes. Les modalités de communication de ces annexes seront également précisées aux conseillers antérieurement ou au plus tard au moment de l'envoi du budget.

Ces annexes seront par contre impérativement communiquées à l'autorité de tutelle.

Par ailleurs, l'absence d'une (ou de plusieurs) de ces annexes constitue un facteur susceptible d'entraîner des mesures de tutelle liées au défaut de justification de certains crédits (prorogation de délai, réformation ou non-approbation). Je vous engage donc vivement à transmettre un dossier parfaitement complet à l'autorité de tutelle.

II.4. Crédits provisoires

Dans le cas où le budget n'a pas encore été adopté, le conseil communal doit expressément statuer et prendre une délibération particulière concernant le recours aux crédits provisoires. Une telle décision doit être explicitement motivée par référence aux dites circonstances particulières; le simple constat que le budget n'est pas voté ne constitue pas une motivation suffisante. Il convient de ne voter qu'un seul douzième à la fois.

On rappellera que les dépenses à engager dans le cadre d'actions spécifiques subsidiées ne sont pas considérées comme facultatives pour l'application de l'article 14, § 3 du R.G.C.C. lorsque la commune a reçu la notification de son droit à la subvention. Dans cette hypothèse spécifique, il est également permis d'utiliser les crédits provisoires pour engager des dépenses nouvelles prévues au budget de l'exercice et pour lesquelles aucun crédit budgétaire ne figurait au budget de l'exercice précédent.

Par souci de précision, je signale qu'il est bien entendu que les chèques-repas octroyés par les communes ne sont pas considérés comme des dépenses facultatives pour l'application des crédits provisoires.

II.5. Modifications budgétaires

Il convient de limiter au maximum les modifications qui ne seraient pas justifiées par des événements particuliers (par exemple, l'injection des résultats du compte précédent) avant le 1^{er} mai de l'exercice.

De même, pour des raisons évidentes d'intérêt communal, il convient de voter exclusivement les dernières modifications budgétaires en fin d'exercice si l'évaluation de l'exécution du budget de l'exercice en cours l'exige ou si de nouveaux engagements de dépenses doivent être réalisés.

J'attire votre attention sur le fait qu'il découle clairement de la nouvelle loi communale que la transmission tardive de celles-ci à l'autorité de tutelle peut conduire à une absence de décision avant le 31 décembre de l'exercice, qui rendrait donc inéxecutoires lesdites modifications et empêcherait tout engagement de crédits y prévus. De même, des modifications budgétaires soumises à l'autorité de tutelle après le 31 décembre de l'exercice ne peuvent que faire l'objet d'une décision formelle de non-approbation.

Aussi, je ne peux que vous recommander de ne voter et de ne transmettre à l'autorité de tutelle après le 15 novembre de l'exercice que les modifications budgétaires strictement indispensables au bon fonctionnement de la commune et dont il n'a pas été possible de tenir compte dans le budget avant cette date. J'en appelle à toute la rigueur des gestionnaires communaux.

II.6. Additionnels au précompte immobilier : crédit sur exercice antérieur

Afin de pallier, dans la mesure du possible, les retards de perception, l'autorité de tutelle tolérera l'inscription dans la modification budgétaire prévue à l'article 9 du R.G.C.C. d'un crédit budgétaire (fictif) de recette sur exercice antérieur reprenant une estimation des additionnels au précompte immobilier restant à percevoir. Ce crédit ne pourra être utilisé et s'annulera automatiquement au 31 décembre de l'exercice.

Le montant de ce crédit budgétaire ne pourra excéder 95 % des droits restant à percevoir du dernier exercice d'imposition, c'est-à-dire de l'exercice précédant celui du budget.

Pour établir cette prévision, la commune doit tenir compte de tout élément exceptionnel (exemple : fermeture d'entreprise) qui justifierait un dégrèvement ou un irrécouvrable important.

L'inscription de ce crédit est strictement concomitante à l'injection du résultat du compte précédent (article 9 du RGCC).

II.7. Engagements des dépenses

II.7.1. Article 02

Les modifications budgétaires évitent le recours abusif à l'article 02. Ne peuvent dès lors apparaître à l'article 02 que des sommes représentant des dépassements de crédits approuvés sur base du budget précédent et non pas des crédits nouveaux.

De la même manière, il est formellement interdit de faire figurer des dépenses facultatives à l'article 02, dans la mesure où l'engagement de tels crédits ne peut s'effectuer qu'après leur inscription formelle au budget de l'exercice et leur approbation par l'autorité de tutelle.

II.7.2. Date limite des engagements.

Je rappelle qu'en vertu des articles 238 et 247 de la nouvelle loi communale, en particulier, il est tout à fait illégal et donc formellement interdit d'engager des crédits avant leur approbation formelle (ou implicite de par l'effet de l'expiration du délai imparti à la tutelle pour se prononcer), et que si un crédit n'a pas été approuvé avant le 31 décembre de l'exercice, il est inexécutoire. Toute transgression de ces règles impliquera dorénavant la stricte rigueur des sanctions pesant sur les responsables de l'infraction (dont éventuellement des conséquences pécuniaires...).

II.8. Perception des recettes

Par ailleurs, je vous rappelle également qu'en vertu, notamment, de l'article 4 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, les droits établis dans les rôles sont comptabilisés aux recettes de l'exercice au cours duquel lesdits rôles sont rendus exécutoires. J'insiste sur l'intérêt de rendre les rôles de taxes exécutoires dans le courant de l'exercice auquel ils se rattachent. En effet, cette manière de procéder assure à la commune une prise en compte équilibrée d'année en année de l'ensemble de ses recettes fiscales qui influencent le calcul des coefficients et quotients fiscaux utilisés pour la détermination de la quote-part dans le Fonds des communes.

Par ailleurs, lorsqu'une commune souhaite reprendre dans le budget de l'exercice en cours des recettes liées à des rôles de taxes de l'exercice précédent rendus exécutoires entre le 1^{er} janvier et le 30 juin de l'exercice en cours, cette opération ne peut se faire d'abord qu'au moment de l'injection du résultat du compte, afin d'éviter toute double inscription en recettes, et ensuite que par une inscription de recettes qui doit figurer aux exercices antérieurs (ceci n'est pas d'application si la commune a seulement inscrit à son budget précédent la part de recettes relative aux rôles de taxes rendus exécutoires au cours de cet exercice).

II.9. Réévaluation annuelle des biens du patrimoine immobilier

Pour l'application de l'article 21 du Règlement général de la Comptabilité communale (R.G.C.C.), l'indice ABEX de référence pour le compte 2002 est de 540.

II.10. Introduction de l'euro dans les administrations locales

A toutes fins utiles, je rappelle que la seule bonne présentation des montants en euro figurant dans le budget ou les modifications budgétaires consiste dans des montants à 2 décimales (ni plus, ni moins). Il n'est pas interdit d'arrondir les montants à l'euro (à condition qu'il ne s'agisse pas d'un montant communiqué par une autorité supérieure ou d'une notification de dépense à effectuer, qui doit être repris tel quel : par exemple, le fonds des communes), mais même dans ce cas, il faut maintenir deux zéros derrière la virgule.

II.11. Informatique

Les communes veilleront à adapter progressivement leurs systèmes informatiques de manière à faciliter la transmission bilatérale d'informations avec la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne. Ces adaptations permettront le respect des standards de communication définis par le protocole de transfert communiqué aux sociétés informatiques.

II.12. Décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne

Dans le cadre du décret organisant la tutelle, il conviendra de transmettre les budgets et modifications budgétaires accompagnés de toutes leurs pièces justificatives (permettant leur analyse complète préalable à leur approbation) et en particulier la délibération in extenso du conseil communal.

II.13. Dotation aux zones de police.

La loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (*Moniteur belge* du 5 janvier 1999) implique une nouvelle organisation fondamentale de ce secteur.

En vertu de l'article 34 de cette loi, le budget de la zone doit être établi dans le courant du mois d'octobre, en tenant compte, notamment, des dotations prévues et votées par chacune des communes de la zone et inscrites dans leur budget communal.

L'attention des autorités locales est également attirée sur les articles 33, 38 à 41, 71 à 84, 88 et 208 de la loi précitée du 7 décembre 1998 et qui concernent les questions budgétaires et comptables.

Une circulaire ministérielle du Ministère de l'Intérieur traitant les directives pour l'établissement du budget de police 2003 à l'usage des zones devrait être prise dans le courant du second semestre 2002. Cette circulaire permettra aux communes de déterminer au mieux leur dotation communale, au regard des budgets 2002 des zones de polices et de la prise en charge par le Fédéral des surcoûts admissibles.

Il convient de spécifier que la dotation communale et les actes des zones de police sont soumis à la tutelle spécifique décrite par la loi du 7 décembre 1998 (circulaires PLP 12 et 13^{ter} du Ministère de l'Intérieur).

Des instructions complémentaires émanant de la Région Wallonne seront transmises ultérieurement aux communes par circulaire, notamment afin d'optimiser la corrélation entre la dotation communale prévue au budget communal et celle prévue au budget de la zone de police.

III. Budget ordinaire

III.1. Recettes

III.1.a.1. Financement général des communes

Les communes de première catégorie inscriront à l'article 021/466/01 (dotation principale) la prévision du montant qu'elles recevront en 2003 par référence au crédit inscrit au budget régional.

Les communes de deuxième et troisième catégories inscriront à l'article 021/466/01 (dotation principale) une prévision égale au montant qu'elles ont reçu comme quote-part définitive en 2002 et à l'article 024/466/01 (dotation spécifique) une prévision égale à 90 % de la quote-part définitive reçue en 2001. Ces prévisions seront affectées d'un coefficient d'indexation de 1,01.

J'attire spécialement l'attention sur le fait que les montants reçus au titre des mesures correctives ou compensatoires ou à titre ponctuel ne peuvent en aucun cas servir au calcul susvisé. Il en est de même pour d'éventuelles rectifications de dotations antérieures, reçues au cours de l'exercice 2002, qui ne peuvent pas non plus être intégrées dans le calcul.

Pour autant que de besoin, je rappelle que le fonds spécial de l'aide sociale est inscrit au budget du C.P.A.S. de la commune.

III.1.a.2. Plan Tonus communal - Axe 1.

Concrètement, les tranches suivantes sont concernées :

— revenu moyen par habitant : la répartition sera revue chaque année sur la base des chiffres de population, mais compte tenu de la progression normale de la population, j'autorise l'inscription de 80 % (par mesure de prudence) de la quote-part reçue en 2002 (pour 258 communes à l'exclusion des 4 plus grandes villes de la Région wallonne)

— intervention forfaitaire de € 74.368,06 (3 MF en 2001 et 2002) par commune : il s'agit d'une mesure récurrente, donc l'inscription de ce montant est admise en 2003 comme en 2001 et en 2002 (pour 258 communes à l'exclusion des 4 plus grandes villes de la Région wallonne)

— compensation de la perte dans la dotation principale : pas d'inscription admise vu son caractère imprévisible

— compensation paix fiscale : 60 % de la "perte" étaient couverts en 2001 et 40 % en 2002. 20 % le seront en 2003. J'admets donc pour 2003 l'inscription d'un montant égal à 50 % du montant reçu en 2002.

— compensation chefs-lieux (Wavre et Eupen) : il s'agit d'une mesure récurrente, et donc j'admets en 2003 une inscription identique à celle de 2002 pour les deux communes concernées.

Le total des montants ainsi admis sera inscrit sur un article 02910/466-48, comme en 2001 et 2002.

III.1.b. Fiscalité

L'autonomie fiscale dévolue aux communes doit se concilier avec la tâche impartie au Gouvernement wallon de veiller à la préservation de l'intérêt général qui implique de veiller à ce que la politique fiscale de la commune s'intègre dans le cadre plus global de l'ensemble des fiscalités qui pèsent sur les entreprises et les citoyens wallons.

Il convient dès lors que les communes, comme les autres niveaux de pouvoirs, veillent à pratiquer des politiques cohérentes et raisonnables et que l'effort financier demandé aux contribuables conserve un caractère de juste participation à la vie de la Région.

Je souhaite que les conseils communaux poursuivent leur collaboration à la paix fiscale lors de l'exercice 2003. Dans ce contexte, il me paraît que, sous réserve de situations particulières, les limitations actuelles rencontrent l'intérêt général.

J'incite également les conseils communaux à limiter les champs de leur fiscalité aux taxes reprises à la nomenclature figurant en annexe 1^{re}. La pratique a démontré que le choix de ces taxes, communément appliquées aux taux recommandés, garantit une plus grande sécurité juridique et ne risque pas de blesser l'intérêt général. En outre, les communes qui possédaient au 1^{er} janvier 1998 des taux supérieurs à ceux figurant dans la nomenclature ci - annexée peuvent sans obstacle les maintenir.

Afin de préserver le principe d'autonomie communale garanti par la Constitution, il appartient à l'autorité de tutelle d'effectuer un examen concret et individualisé des circonstances de l'espèce, lorsqu'elle est amenée à apprécier les motifs justifiant l'adoption d'un nouveau règlement-taxe aux yeux d'un conseil communal. Dès lors, les communes sont invitées, lors de la communication de tout règlement-taxe qui ne rencontrerait pas ces recommandations, à exposer, de manière tout à fait circonstanciée, les raisons pour lesquelles il y aurait lieu de considérer, selon elles, que le règlement-taxe en question est nécessaire, tout en ne violant pas l'intérêt général ou l'intérêt régional.

Dans son rapport traitant de la fiscalité, l'Observatoire des Finances communales préconise la possibilité pour les communes de pouvoir relever leur taux de la taxe additionnelle à l'IPP afin de neutraliser les implications qui résultent pour elles de la réforme fiscale mise en œuvre par l'Etat fédéral.

Vu l'impact de la réforme fiscale sur les revenus 2002 (c'est-à-dire sur l'exercice d'imposition 2003), la perte de produit fiscal attendue pour les communes permet de justifier, le cas échéant, une majoration du taux maximum recommandé de 8 % à 8,5 % pour les années 2003 et 2004.

Je rappelle également que les frais administratifs retenus par le Ministère des Finances pour l'enrôlement des taxes additionnelles passent de 2 % à 1 % des recettes IPP en 2003.

Enfin, je rappelle que les règlements relatifs aux impositions communales sont soumis à tutelle d'approbation.

III.1.b.2. Recommandations particulières

J'attire plus spécialement l'attention des mandataires communaux sur l'interdiction de lever :

— une taxe sur la remise à domicile de plis à caractère judiciaire destinés à des particuliers (interdite par l'article 37, § 3 du Code judiciaire);

— une taxe sur les jeux et paris autres que les courses de chevaux (interdite par l'article 74 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus);

— une taxe sur les captages d'eau (arrêt n° 33.727 du 7 janvier 1990 du Conseil d'Etat selon lequel cette taxe ne respecte pas la règle de territorialité de l'impôt et arrêts n° 26.210 du 10 avril 1986 et 87.161 du 10 mai 2000 du Conseil d'Etat admettant les griefs d'inopportunité de cette taxe avancés par l'autorité de tutelle);

— une taxe sur les bois exploités (arrêt n° 13.835 du 11 décembre 1969 du Conseil d'Etat admettant les griefs d'inopportunité de cette taxe avancés par l'autorité de tutelle);

— une taxe sur la distribution des annuaires téléphoniques officiels (interdiction de taxer un bien considéré par le législateur fédéral comme faisant partie du service presté au titre de service universel des télécommunications - article 84, § 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques);

— une taxe sur les antennes paraboliques (avis motivé de la Commission des Communautés européennes du 26 mai 1999). Les recettes non encore recouvrées, quelque soit leur exercice d'origine, doivent être portées en irrécouvrables vu que, connaissant le caractère illégal de la taxe au regard de l'article 49 du traité CE, plus aucun acte de poursuite ne peut être posé visant à obtenir paiement de cette taxe, et ce nonobstant le fait qu'il n'existe aucune obligation de rembourser les contribuables qui se sont acquittés de l'impôt en temps voulu et qui n'ont introduit aucune réclamation à son encontre ou qui ont été déboutés dans le cadre de leur recours fiscal.

une taxe indirecte sur les mines, minières et carrières (arrêt n° 85.563 du 23 février 2000 du Conseil d'Etat analysant cette taxe comme un octroi prohibé en vertu de la loi du 18 juillet 1860 portant abolition des octrois communaux).

Une taxe sur l'absence d'emplacement de parcage (cette taxe est illégale car dépourvue de base admissible.)

Je rappelle aussi quelques recommandations utiles :

1. Le principe d'égalité des citoyens devant la loi, visé aux articles 10 et 172 de la Constitution, exige que tous ceux qui se trouvent dans la même situation soient atteints de la même manière par l'impôt. Les critères qui sont invoqués pour justifier une distinction doivent être objectifs et en rapport avec le but et la nature de l'impôt. Toute autre façon de procéder entraînerait l'illégalité de la taxe concernée et donc sa non-approbation.

Les communes seront donc attentives au respect de l'égalité des situations de fait et/ou des personnes. Appliquer un traitement différencié entre les contribuables domiciliés dans la commune (personnes physiques) ou y ayant leur principal établissement (personnes morales) et les autres contribuables ne peut être admis sauf dans des hypothèses bien définies, pertinentes et objectivement déterminées.

Le Conseil d'Etat a déjà annulé de nombreux règlements-taxes pour motif d'inégalité de traitement entre contribuables.

2. L'établissement d'une taxe doit non seulement tenir compte de son rendement net réel, du coût du recensement, de l'enrôlement et de la perception, mais aussi de ses répercussions économiques, sociales et environnementales. Cela n'exclut évidemment pas le rôle d'outil politique de la fiscalité.

3. Je recommande aux communes de bien veiller à voter et à transmettre suffisamment tôt à l'autorité de tutelle les règlements relatifs aux taxes additionnelles. Ceci, afin de permettre aux services de la DGPL de notifier les taux approuvés de ces taxes à l'Administration centrale des contributions directes, Service de mécanographie (KARDEX), Direction VI/1, Tour des Finances, boulevard du Jardin Botanique 50/52, à 1010 Bruxelles, au plus tard :

— le 31 mars de l'exercice d'imposition pour les centimes additionnels au précompte immobilier;

— le 31 mai de l'exercice d'imposition pour la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques.

Tout manquement à ces règles retarde la perception de ces recettes fiscales et met en péril l'équilibre de trésorerie non seulement pour cet exercice mais aussi pour l'exercice suivant.

En outre, pour éviter les confusions et les rôles supplétifs, je recommande, sauf circonstances exceptionnelles, de ne pas modifier les taux des taxes additionnelles en cours d'exercice.

4. Les recommandations faites dans la circulaire du 9 août 1985 d'un de mes prédécesseurs intitulée "Impositions provinciales et communales - Exonération en faveur des industries nouvelles et des investissements" restent d'actualité.

Hormis l'exonération visée à l'article 16 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique tel que remplacé par le décret du Conseil régional wallon du 25 juin 1992, entraînant automatiquement l'exonération des centimes additionnels aux précomptes immobiliers provinciaux et communaux afférents aux immeubles concernés, les conseils communaux peuvent, moyennant certaines conditions, exonérer temporairement de certaines taxes les industries nouvelles et les investissements sur leur territoire en précisant que l'exonération peut porter notamment sur :

— les taxes sur la force motrice;

— les taxes sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes;

— les taxes sur les constructions;

— la taxe sur les enseignes et publicités assimilées;

— la taxe industrielle compensatoire;

— les diverses taxes sur le patrimoine industriel.

5. Les communes ne peuvent établir des taxes dissuasives qui auraient pour seul objectif d'empêcher l'exercice d'une activité par ailleurs licite.

Une taxe ne peut non plus être appliquée à des situations illégales dans le but d'y mettre fin. En l'occurrence, ce sont les voies pénales qui doivent être utilisées (ou la possibilité nouvelle offerte par la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes qui permet d'établir une amende administrative). Je renvoie à ce sujet à l'article 119bis de la nouvelle loi communale pour les modalités de mise en œuvre soit d'une peine soit d'une sanction administrative en cas d'infraction à un règlement ou à une ordonnance communale.

6. Taxes communales additionnelles aux taxes provinciales.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, l'autorité chargée de rendre exécutoires les rôles de taxe diffère selon qu'il s'agit d'une taxe communale ou d'une taxe provinciale. En outre, le recouvrement des impôts provinciaux n'est désormais plus assuré par les receveurs de l'Etat mais par le receveur provincial (article 113octies de la loi provinciale), lequel ne dispose d'aucun pouvoir en matière de perception ou de recouvrement de taxes levées par d'autres autorités administratives que la province.

Suite à cette double réforme émanant du pouvoir fédéral, il n'y a plus de base légale suffisante pour percevoir ou recouvrer un additionnel communal à une taxe provinciale.

Il s'impose donc que les communes concernées par ce type de taxes additionnelles revoient leurs dispositions en la matière.

7. La notion de redevance peut se caractériser par deux éléments essentiels :

— le paiement est dû suite à un service rendu par la commune à une entreprise, un ménage ou un particulier et presté à son bénéficiaire personnel (notion de service rendu), que ce service soit demandé librement par l'entreprise, le ménage ou le particulier ou lui soit imposé par une réglementation quelconque;

— le coût doit être répercuté sur le bénéficiaire du service. Il doit donc y avoir une adéquation, une correspondance entre le coût du service et la redevance demandée, ce qui n'exclut pas l'établissement de forfaits pour la récupération de montants peu élevés.

8. Les différentes taxes communales doivent être reprises au budget de la commune sous les numéros de code adéquat définis par les classifications fonctionnelles et économiques normalisées (arrêtés ministériels des 30 octobre 1990, 25 mars 1994, 29 avril 1996 et 9 juin 1997). Les taxes non reprises dans ces classifications seront portées au budget sous le numéro de code figurant dans la liste annexée.

9. Sanctions en matière de règlements-taxes.

L'article 12 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales dispose que le titre VII, chapitre 10 du Code des impôts sur les revenus 1992 s'applique aux impositions locales.

Cela signifie que les sanctions pénales prévues à la section 2 du chapitre précité s'appliquent aux infractions relatives aux impositions locales et donc que le conseil communal ne peut fixer lui-même des sanctions pénales en la matière.

Il en est de même pour les amendes administratives prévues à la section 1^{re} du dit chapitre (article 445).

Quant aux accroissements d'impôts en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, l'article 6, alinéa 5, de la loi du 24 décembre 1996 permet au conseil communal de prévoir, en cas d'enrôlement d'office de la taxe, des accroissements qui ne peuvent dépasser le double du montant dû. Par conséquent, l'article 444 du C.I.R. 1992 ne s'applique pas à ce cas d'espèce.

10. A plusieurs reprises lors des exercices écoulés, des problèmes de lisibilité des règlements fiscaux communaux sont apparus suite aux fréquentes modifications y apportées. Afin d'éviter aux communes de désagréables problèmes au stade du contentieux, il s'indique fortement, dans un souci de transparence, de revoter le règlement en entier lorsqu'on souhaite le modifier. Il n'est, en tout état de cause, pas normal que l'on doive se reporter à un règlement (datant parfois de plus de dix ans) et à une dizaine de modifications subséquentes pour pouvoir appréhender la situation fiscale d'un redevable.

Plus généralement, dans le souci de permettre aux nouveaux conseils d'appréhender la politique fiscale communale dans sa globalité, je suggère de revoter l'ensemble des règlements fiscaux communaux en limitant dans tous les cas leur durée de validité à celle de la législation communale.

11. Respect des articles 112 et 114 de la nouvelle loi communale. A l'occasion de l'examen de plusieurs dossiers récents, j'ai pu constater que de nombreuses communes ne respectaient pas la procédure prévue à l'article 112 de la nouvelle loi communale quant à la publication de leurs règlements.

Je vous rappelle donc, qu'en vertu de cet article, les règlements et ordonnances du conseil communal, du collège des bourgmestre et échevins et du bourgmestre sont publiés par ce dernier par la voie d'une affiche indiquant l'objet du règlement ou de l'ordonnance, la date de la décision par laquelle il a été adopté et, le cas échéant, la décision de l'autorité de tutelle. L'affiche mentionne également le ou les lieux où le texte du règlement ou de l'ordonnance peut être consulté par le public.

La commune doit également tenir un registre de publication des règlements et ordonnances des autorités communales respectant les prescriptions figurant dans l'arrêté royal du 14 octobre 1991 relatif à cet objet et publié au *Moniteur belge* du 29 octobre 1991. En cas de litige entre la commune et un de ses concitoyens affirmant ne pas être soumis au règlement, seule la production d'un extrait de ce registre peut apporter la preuve irréfutable que le règlement concerné a bien été publié et est donc en vigueur.

L'affichage doit au moins durer 24 heures. Ce délai de 24 heures est tiré de l'interprétation combinée de l'article 114 de la nouvelle loi communale (qui se préoccupe du jour de la publication) et d'un arrêt de la Cour de cassation selon lequel l'affichage doit s'entendre comme un mode permanent de publication qui permet aux intéressés de prendre connaissance à toute heure des mesures prescrites par les règlements et ordonnances (en conséquence, une publication uniquement pendant les heures de bureaux à l'intérieur des locaux de l'administration communale ne répond pas au prescrit légal).

A ce sujet, je remarque également que des communes se méprennent sur les effets de la règle posée à l'article 114 de la nouvelle loi communale selon laquelle les règlements et ordonnances visés à l'article 112 de la nouvelle loi communale deviennent obligatoires le cinquième jour qui suit leur publication par la voie de l'affichage, sauf s'ils en disposent autrement. Lue en perspective avec l'article 190 de la Constitution, cette règle signifie, comme en témoigne la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêt numéro 72.843 du 30 mars 1998), qu'un règlement peut au plus tôt devenir obligatoire le jour de sa publication (ou le jour de la publication de la décision de l'autorité de tutelle le concernant s'il s'agit d'un règlement soumis à tutelle spéciale d'approbation).

Il n'appartient donc pas à une commune de prévoir qu'un règlement sera applicable à une date (par exemple le 1^{er} janvier de l'exercice) antérieure à sa publication effectuée conformément à l'article 112 de la nouvelle loi communale puisqu'une telle décision reviendrait à vouloir faire application d'un règlement qui, à cette date, n'avait pas de caractère obligatoire, c'est-à-dire un règlement dont le contenu ne s'imposait pas encore à ses destinataires.

En outre, il convient encore de faire une distinction entre les taxes directes et les taxes indirectes dans la mesure où, seule une taxe directe peut rétroagir au 1^{er} janvier de l'exercice concerné.

Pour rappel, une taxe directe est une taxe qui frappe une situation durable dans le temps (ex : taxe sur les terrains non bâtis). A l'inverse, la taxe indirecte frappe des faits isolés, dont le contribuable est l'auteur déclaré ou, à défaut de celui-ci, l'auteur présumé.

Compte tenu de ce qui précède, je vous recommande de renouveler vos règlements de taxe et de redevance suffisamment tôt de telle sorte qu'ils puissent avoir reçu l'approbation requise avant le 1^{er} janvier de l'exercice concerné afin de pouvoir frapper les faits qui se produiront à partir du 1^{er} janvier.

En pratique, le rappel de ces règles ne devrait soulever aucune difficulté dans la mesure où l'article 241 de la nouvelle loi communale prévoit que le conseil communal se réunit chaque année le premier lundi du mois d'octobre pour délibérer sur le budget des dépenses et des recettes de la commune pour l'exercice suivant. Les communes normalement prévoyantes veilleront donc à renouveler à cette occasion leurs règlements fiscaux venant à expiration à la fin de l'exercice en cours.

Par ailleurs, je souhaite que la publication des règlements fiscaux soit également assurée en les intégrant sur le site internet de la commune lorsque celui-ci existe.

12. Je vous rappelle également que la consignation du montant de la taxe à un moment où celle-ci n'est pas encore exigible est interdite. En effet, l'article 3 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales n'habilite pas les communes à obliger le contribuable à déboursier le montant de la taxe à un moment où celle-ci n'est pas encore exigible au sens de la loi du 24 décembre 1996 précitée et aucune autre disposition de droit positif ne prévoit la possibilité de faire consigner un impôt communal avant que celui-ci ne soit dû par le redevable. Ainsi, par exemple, dans le cas d'une taxe au comptant sur la délivrance de documents administratifs, la taxe n'est exigible au sens de la loi du 24 décembre 1996 qu'au moment de l'accomplissement du fait taxable (à savoir, dans cette hypothèse, la délivrance du document) ou au moment de l'enrôlement de la taxe s'il s'avère que la perception ne peut être effectuée au comptant. Dès lors, si une commune prévoit dans l'exemple ci-dessus une consignation du montant de la taxe au moment de l'introduction de la demande, lorsque ce document ne peut être délivré immédiatement, elle transgresse le principe de légalité en vertu duquel aucune autorité ne peut agir et prendre des décisions que si cette action ou cette décision peuvent s'inscrire dans le cadre de lois existantes ou de normes de droit inférieur existantes et régulièrement arrêtées.

13. En ce qui concerne l'obligation de procéder à l'enquête commodo et incommodo, je vous rappelle que cette formalité n'est pas une formalité obligatoire préalable à l'adoption d'un règlement-taxe. Par ailleurs, pour les communes qui décident néanmoins de procéder à ce type d'enquête, il convient de noter que la tenue de cette enquête ne dispense pas la commune des formalités de publication de son règlement au sens des articles 112 et 114 de la nouvelle loi communale.

III.1.c. Compensation pour la non-perception des centimes additionnels au précompte immobilier sur certains immeubles

Article 025/466/09 - Les communes inscriront le dernier montant connu.

III.1.d. Service « incendie » - intervention provinciale

Dans le cadre des décisions prises par le Gouvernement wallon le 13 juin 2002, j'ai recommandé aux autorités provinciales de prévoir l'inscription d'un crédit concernant les actions provinciales additionnelles, à savoir des actions allégeant directement les charges des communes notamment par la participation provinciale au financement et à la gestion des services d'incendie.

Pour 2003, il est prévu que ces actions atteignent 3 % de la dotation du Fonds des provinces.

De plus amples précisions sur les modalités de comptabilisation de cette nouvelle recette dès 2003 et sur les montants à prévoir seront communiquées par le biais d'une circulaire ministérielle.

III.1.e. Libéralisation du secteur énergétique

Pour ce qui concerne l'exercice 2003, les communes continueront à percevoir les dividendes pour la distribution de l'énergie à leurs clients captifs (c'est-à-dire ceux dont la consommation est inférieure à 10 GWH au 31/12/2002). Il n'y aura donc normalement pas de changements fondamentaux pour l'exercice 2003.

Dès lors, à défaut de notification de prévisions en provenance des intercommunales, les communes inscriront au budget 2003 les mêmes montants qu'en 2002.

III.2. Dépenses

III.2.b. Dépenses facultatives

Dans le contexte actuel des finances publiques, plus que jamais le contrôle de ce type de dépenses ne doit pas échapper au pouvoir communal qui en est le dispensateur (la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions est de stricte application). Le Collège des bourgmestre et échevins veillera donc à fournir à tous les conseillers les moyens utiles et efficaces visant à leur permettre d'exercer toutes leurs prérogatives en la matière (transmission de pièces, informations...).

Par ailleurs, compte tenu du caractère fondamentalement social de la culture et du sport et de leur rôle positif avéré en tant que vecteurs de lutte contre certains fléaux, je rappelle que je ne suis pas opposé à ce que les communes ne considèrent plus comme facultatives les dépenses à caractère culturel et sportif, tout en maintenant la rigueur budgétaire.

III.2.c. Dépenses de personnel

L'évaluation des crédits doit tenir compte de l'effectif prévisible pour l'année budgétaire, des évolutions de carrières et des mouvements naturels du personnel (mises à la retraite, démissions, engagements ainsi que des conséquences de la mise en œuvre de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi).

Par ailleurs, j'insiste pour que, sur la base d'un plan de formation, vous prévoyiez les crédits nécessaires destinés à assurer la carrière et la mise à niveau du personnel.

Une indexation de 2 % doit être prévue par rapport aux rémunérations de juillet 2002.

Les communes bénéficiant des services d'un receveur régional provisionneront les dépenses y relatives.

Enfin, il convient de tenir compte du taux de cotisation communiqué par l'O.N.S.S.A.P.L. pour les agents soumis au régime commun des pensions des pouvoirs locaux.

En plus du tableau du personnel, une note reprendra le plan d'embauche et de promotion de l'année en cours. Ceci permettra une gestion prévisionnelle affinée et une parfaite information des conseillers. En outre, un tableau dont modèle communiqué en 2001 mettra en exergue le personnel affecté aux cabinets (nombre de personnes, grades et dépenses y affectées). Les mêmes renseignements porteront sur le personnel mis à disposition des services extérieurs aux communes, notamment les A.S.B.L. et les intercommunales.

III.2.d. Dépenses de fonctionnement

Bien que les dépenses de fonctionnement reflètent l'évolution du coût de la vie, j'incite à la stabilisation de leur part relative dans le total des dépenses ordinaires.

III.2.e. Dépenses de transfert

Dans la situation actuelle des finances publiques, il va de soi que les institutions qui tirent leurs ressources des communes, doivent, elles aussi, veiller à mener une politique de stricte économie. Je vise notamment ici les C.P.A.S., en ce compris les établissements de soins, les fabriques d'église, les intercommunales, les A.S.B.L. qui assument des tâches à caractère communal et les zones de police.

Dans le strict respect de l'autonomie locale, il convient que les mandataires communaux veillent à exercer toutes leurs responsabilités en ce qui concerne les compétences de contrôle leur dévolues à l'égard de ces institutions et organismes para-locaux.

Beaucoup d'intercommunales du secteur médico-social (hôpitaux, MRS et maisons de repos) doivent faire face à de graves difficultés financières pour des motifs divers (restructuration, frais de personnel, contraintes législatives diverses...).

Afin de prévenir au mieux toutes les situations susceptibles de connaître des dégradations, il conviendra dorénavant d'inscrire au budget communal une prévision de couverture du déficit de l'institution sur la base du dernier compte de résultats arrêté par ladite institution (soit le compte 2001 pour l'exercice 2003, ou à défaut sur base de tous les éléments connus, avérés et manifestement prévisibles), afin d'anticiper tout effet "boule de neige" du déficit. Cette prévision portera sur la constitution d'une provision ou d'un fonds de réserve ad hoc, qui sera complété(e) chaque année. Cette réserve/provision permettra à la commune de planifier son intervention et d'éviter toute surprise désagréable où moment de l'arrêt définitif des comptes et du déficit à supporter.

Les associés communaux sont invités à libérer leur quote-part au déficit en temps opportun.

Par ailleurs, je rappelle l'insécurité juridique qui caractérise les relations avec une association de fait ainsi que le fait qu'il n'y a pas de droit subjectif à recevoir des subventions.

Lorsqu'une commune accorde une subvention, il convient qu'elle :

— motive clairement sa décision et précise l'objet de la subvention;

— veille à organiser un contrôle strict et réel des recettes et des dépenses (la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions est de stricte application). Les dépenses effectuées sur base de la subvention doivent en tous cas être conformes à l'objet fixé par le conseil communal.

III.2.f. Dépenses de dette

J'insiste pour que le tableau annexé au budget et relatif à l'évolution de la dette communale soit le plus fiable et le plus complet possible. Dans ce but, il convient d'y intégrer les données - les plus récentes possibles par rapport à la date de vote du budget - en provenance de tous les organismes financiers auprès desquels la commune a contracté des emprunts. Il convient également de ne pas oublier d'y faire figurer tous les emprunts à contracter découlant des programmes antérieurs.

III.2.f.1. Stabilisation de la charge de la dette

Je précise qu'il n'y a stabilisation de la charge de la dette que pour autant que les charges complètes d'intérêts et d'amortissement (estimation prévisionnelle puisqu'il n'y a pas d'amortissement l'année où l'emprunt est contracté) des emprunts contractés en 2003 n'excèdent pas la moyenne arithmétique des charges complètes d'intérêts et d'amortissement des emprunts venus à échéance au cours des cinq années précédant l'exercice 2003 (soit de 1998 inclus à 2002 inclus - afin d'éviter la référence à un seul exercice qui pourrait s'avérer exceptionnellement faible ou important). Il est indispensable d'inclure dans ces calculs les charges relatives aux opérations de leasing.

Afin d'éviter de juger de la stabilité de la charge de la dette au travers de cette seule règle mathématique, il conviendra de tenir à jour un tableau reprenant, par exercice, les montants qui ont servi à l'autofinancement du service extraordinaire ainsi que les montants affectés à des remboursements anticipés d'emprunts (soit sur boni extraordinaire, soit par transfert direct de service, soit par prélèvement via un fonds de réserve).

Je précise clairement qu'il conviendra de bien distinguer les autofinancements et remboursements anticipés pratiqués hors dividendes exceptionnels des opérations DEXIA de ceux pratiqués au moyen de ces dividendes exceptionnels des opérations DEXIA.

Par ailleurs, j'attire tout particulièrement l'attention sur le danger de comprendre le principe de stabilisation de la charge de la dette de façon trop restrictive. Une comparaison qui se ferait strictement au niveau des charges nominales pourrait, à terme, aboutir à une augmentation importante de la dette réelle de la commune qui pourrait avoir des conséquences néfastes en cas de hausses de taux.

Toutes les communes, et en particulier celles qui présentent un déficit à l'exercice proprement dit, doivent s'inspirer du principe de la stabilisation de la charge de la dette afin d'éviter une éventuelle dégradation de leur situation financière.

III.2.f.6. Charge des nouveaux emprunts

Les communes inscriront au budget une prévision correcte en fonction de l'évolution des taux de charges d'intérêts (il n'y a pas d'amortissement à prévoir la 1^{re} année) équivalente :

— à six mois pour les nouveaux emprunts à contracter au cours de l'exercice pour des investissements non subsidiés;

— à trois mois pour les nouveaux emprunts à contracter au cours de l'exercice pour les investissements subsidiés.

IV. Budget extraordinaire

IV.1. Généralités

La recherche et la demande de toutes les subventions possibles est une nécessité impérieuse qu'il convient de mettre en œuvre dans toutes les hypothèses.

Je rappelle que, par référence à l'article 5 du Règlement général de la comptabilité communale, il est illégal de ne voter qu'une modification budgétaire extraordinaire isolée (c'est-à-dire sans voter simultanément une modification budgétaire ordinaire), sauf si cette modification budgétaire extraordinaire n'a aucun impact sur le service ordinaire.

Les communes sont appelées à mieux tenir compte des dépenses connexes (frais de fonctionnement, entretien, personnel,...) aux investissements projetés.

V. Maîtrise du déficit budgétaire

V.1. Communes sous plan de d'assainissement, de gestion ou sous contrat d'accompagnement

Je rappelle à l'attention des communes concernées les termes des circulaires du 31 octobre 1996 de mon prédécesseur relatives, d'une part, aux prêts d'aide extraordinaire à long terme et, d'autre part, aux prêts, dits de soudure, octroyés dans le cadre du compte "CRAC" ainsi que de la circulaire du 10 mai 1999 de mon prédécesseur relative aux dépenses de personnel des communes émergeant au compte précité.

En cas d'accès à ce compte, le Centre régional d'aide aux Communes (allée du Stade 1, à 5100 Namur - tél. 081-32 71 11 - fax 081-32 71 91 - e-mail : crac@skynet.be) doit obligatoirement être associé aux travaux d'élaboration des documents budgétaires et qu'il convient de lui communiquer tous les documents susceptibles de lui être utiles dans l'exercice de ses missions.

De même, le plan de gestion ou d'assainissement doit être réactualisé chaque fois qu'il échet et ce dans le cadre des travaux budgétaires et, bien entendu, également en collaboration avec le centre précité.

Par ailleurs, toute commune peut me solliciter pour demander une étude du Centre précité, soit sur un point particulier de gestion financière, soit sur l'étude budgétaire globale.

Je signale par ailleurs que la procédure recommandée pour la comptabilisation d'un prêt d'aide contracté auprès du CRAC est la suivante :

- inscription de l'emprunt en recettes extraordinaires sur l'article 000/961-51;
- transfert de l'emprunt vers le service ordinaire (dépenses extraordinaires) par l'article 000/956-51;
- inscription du transfert en recettes ordinaires sur l'article 000/996-01.

Pour ce qui concerne plus particulièrement les dépenses de personnel, toutes les décisions d'engagement, de promotion et/ou de remplacement qui seront prises, tant dans le cadre des prévisions budgétaires qu'en cours d'exercice, devront être soumises au Centre précité en vue de pouvoir obtenir mon aval. Cependant, pour les remplacements en cours d'exercice, non programmés par la prévision budgétaire, mon aval ne sera requis que si le crédit initialement prévu s'avère insuffisant.

Enfin, dans un souci de cohérence par rapport aux actions menées en cette matière par mes collègues, les engagements qui seront réalisés dans le cadre d'un programme de résorption du chômage et de mise au travail des jeunes ne seront pas soumis à une autorisation de ma part. Cependant, les crédits de dépenses suffisants devront être exécutoires préalablement à tout engagement; si les crédits inscrits s'avèrent être insuffisants, il conviendra de les adapter antérieurement à toute entrée en service. Les communes tiendront compte, dans leurs décisions, des projections qu'effectuera le Centre en matière de répercussion des charges de personnel le cas échéant sur les exercices ultérieurs.

Une attention particulière sera portée aux crédits de transfert, d'une part afin que l'évolution de la dotation au C.P.A.S. ainsi que les subventions aux organismes para-communales soit maîtrisée et, d'autre part, en vue d'obtenir de chacun de ceux-ci une participation maximale à l'effort de maîtrise entrepris par la commune.

En matière de recettes, dans le cadre particulier des communes en difficultés financières, j'insiste pour que le nécessaire soit fait afin de rendre exécutoires les rôles des taxes au plus tôt, soit dans l'exercice budgétaire concerné sauf le cas de taxes particulières qui nécessitent la collecte de données en fin d'exercice.

Les tarifs des redevances administratives seront établis en référence aux notions de coût et de service rendu. J'attire également l'attention des communes sur la problématique spécifique du service des immondices qui est appelé à tendre vers l'équilibre, de sorte qu'il ne constitue plus une charge pour la commune.

V.2. Plan Tonus communal axe 2

En ce qui concerne les montants (emprunts) octroyés aux communes bénéficiaires du Plan Tonus communal axe 2, ceux-ci doivent être inscrits selon la procédure d'inscription budgétaire des emprunts CRAC, telle que déjà rappelée dans ma circulaire du 19 juillet 2001 relative aux budgets communaux pour 2002.

Pour mémoire, la comptabilisation est la suivante :

- inscription de l'emprunt en recettes extraordinaires sur l'article 000/961-51,
- transfert de l'emprunt vers le service ordinaire (dépenses extraordinaire) par l'article 000/956-51,
- inscription du transfert en recettes ordinaires sur l'article 000/996-01.

Soulignons que les charges se rapportant au montant de l'aide octroyée dans le cadre du Plan Tonus communal - axe 2 doivent bien évidemment être inscrites au service ordinaire du budget dès qu'elles vous auront été communiquées.

L'aide régionale accordée chaque année sera allouée à la commune sous la forme d'une avance faisant l'objet d'une régularisation lors de la clôture du compte. Le montant annuel de l'aide, déterminé par l'avance, peut être inscrit intégralement au budget. Toutefois, il n'est liquidé qu'à concurrence de 80 %, les 20 % restants devant être éventuellement révisés à la hausse comme à la baisse au moment de la clôture du compte et de la régularisation du montant provisionnel. Il conviendra donc de veiller plus que jamais à voter les comptes annuels, dès l'exercice 2001, dans le strict respect des délais légaux.

Chaque commune concernée sera invitée à conclure une convention particulière relative à l'octroi du prêt d'aide extraordinaire, qui devra être approuvée par le Conseil communal. Des informations complémentaires vous seront ultérieurement communiquées par le Centre régional d'aide aux communes concernant la mise à disposition effective du prêt.

L'octroi de l'aide régionale dans le cadre du Plan Tonus communal axe 2 implique le vote par la commune d'un plan de gestion, soumis au contrôle du CRAC et des réviseurs désignés dans la commune, suivant les lignes de la note de méthodologie communiquée à chaque commune bénéficiaire.

Le non-respect du plan de gestion peut entraîner une révision à la hausse de l'intervention communale dans les charges des emprunts, la suppression de l'aide régionale et la récupération des interventions antérieures. Il constitue également un élément d'appréciation pour les autorités de tutelle.

V.3. Règle du tiers boni

La règle du tiers boni est un signal d'alerte devant une situation budgétaire et financière en voie de dégradation.

Respecte la règle du tiers boni la commune dont le budget de l'exercice x présente à son exercice proprement dit un mali qui est strictement inférieur au tiers du montant constitué du boni présumé au 31 décembre x-1 majoré du fonds de réserve ordinaire sans affectation spéciale existant au 31 décembre x-1.

Exemple : boni présumé = € 30.000

fonds de réserve ordinaire sans affectation = € 6.000

tiers boni = € 12.000

Si le mali de l'exercice proprement dit est de € 11.999 au maximum, la commune respecte la règle du tiers boni.

Lorsque le déficit présenté à l'exercice proprement dit du budget ne respecte pas cette règle du tiers boni, il importe que le conseil communal mène une réflexion en profondeur sur les causes du déficit constaté, son caractère éventuellement structurel et les moyens d'y remédier dans le futur, afin d'assurer la pérennité financière de l'institution dont le conseil communal a la charge.

Si un conseil communal prend la responsabilité de soumettre à la Députation permanente un budget qui outrepassa cette règle, il appartient à cette autorité de tutelle de m'avertir et de m'adresser un rapport faisant état de l'évolution de la situation budgétaire et comptable de cette commune au cours des cinq derniers exercices. J'attire particulièrement votre attention sur l'article 2 du décret du Conseil régional wallon du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes et des provinces à finances obérées qui prévoit de soumettre la commune concernée à un plan de gestion.

Je vous remercie de l'attention que vous réserverez à la présente.

La présente circulaire sera publiée au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 juillet 2002.

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Annexe

Nomenclature des taxes communales

Prestations administratives

040/361-01 : Conservation des véhicules saisis par la police ou déplacés par mesure de police

Taux maxima recommandés :

1. Enlèvement du véhicule : 110 euros;

2. Garde :

— camion : 10 euros/jour;

— voiture : 5 euros/jour;

— motocyclette : 2.5 euros/jour;

— cyclomoteur : 2.5 euros/jour.

040/361-02 : Redevance sur la demande d'autorisation d'activités en application du décret du 11/03/1999 relatif au permis d'environnement (établissements classés)

Lorsque la commune prévoit une redevance pour couvrir les frais administratifs liés au traitement des demandes de permis d'environnement, le taux de celle-ci doit être établi sur base d'un décompte des frais administratifs additionnels réellement engagés (et ayant trait à l'affichage, la publication et l'envoi).

Lorsque la commune instaure un taux forfaitaire, le taux maximum recommandé sera de :

— € 20 pour les permis de classe 2;

— € 350 pour les permis de classe 1;

— néant pour les permis de classe 3°.

040/361-03 : Délivrance d'un permis de lotir (redevance)

Taux maximum recommandé : 120 euros par parcelle.

040/361-04 : Délivrance de documents administratifs (taxe ou redevance)

Pour la délivrance de pièces administratives, le taux maximum recommandé est fixé à 10 euros.

Toutefois, pour les documents sans caractère répétitif (cartes d'identité, passeports, carnets de mariage, permis de conduire, naturalisation, permis de location, etc.), le taux peut être majoré jusqu'à 20 euros.

Remarques :

1) La gratuité est hautement souhaitable pour les pièces relatives à :

— la recherche d'un emploi;

— la présentation d'un examen;

— la candidature à un logement dans une société agréée par la S.R.W.L.;

— l'allocation déménagement, installation et loyer (A.D.I.L.).

2) La légalisation d'un acte est taxée à 2 euros maximum.

3) La redevance pour des travaux administratifs spéciaux sera établie en fonction des frais réels (temps, coût salarial, autres charges). Une redevance pourra être prévue pour récupérer les frais engagés par la commune lors de l'établissement de dossiers sortant du cadre habituel des services rendus (délivrance de permis présentant un caractère exceptionnel, frais d'enquêtes publiques, etc.). 4) Lorsque la commune prévoit une redevance pour couvrir les frais administratifs liés au traitement des demandes de permis d'urbanisme, le taux de celle-ci doit être établi sur base d'un décompte des frais réels engagés. Lorsque la commune instaure un taux forfaitaire, le taux maximum recommandé est de 100 euros.

4) Les autorisations d'inhumation ou d'incinération sont délivrées gratuitement (article 77 du Code civil).

5) Les règlements intégreront les dispositions combinées des articles 272 à 274 et 288 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

6) Lorsqu'une commune délivre une copie d'un document administratif visé par la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, tel que, par exemple, un règlement fiscal, la rétribution demandée ne peut excéder le prix coûtant de la copie.

7) Aucun impôt ou redevance ne peut être levé sur les informations fournies aux notaires quand ils interpellent les communes conformément aux articles 433 et 434 du C.I.R. 1992 (renseignements de nature fiscale).

8) Lorsqu'une commune prélève une taxe sur la délivrance de passeports, il est recommandé de prévoir une taxation plus lourde pour les passeports délivrés selon la procédure d'urgence, sans pour autant dépasser le maximum recommandé fixé à 20 euros.

9) Les enfants de moins de 12 ans doivent désormais avoir leur propre passeport. L'autorité fédérale a exonéré ces derniers de taxe. J'invite les communes à faire de même.

10) L'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif aux prescriptions particulières aux logements collectifs et aux petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale (*Moniteur belge* du 9 avril 1999) tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2001 (*Moniteur belge* du 16 janvier 2002) dispose, en son article 5, qu'une commune ne peut exiger, pour une enquête menée dans le cadre de l'octroi d'un permis de location, une rémunération qui excède :

— 125 euros en cas de logement individuel;

— 125 euros, à majorer de 25 euros par pièce d'habitation à usage individuel, en cas de logement collectif.

12) Les communes doivent respecter les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel lorsqu'elles sont amenées à répondre à des demandes de communication d'informations figurant dans des fichiers détenus par la commune.

040/361-48 : Prestations communales techniques en général

Il s'impose de tenir compte des coûts réellement engagés (redevance).

Taxes de remboursement

040/362-01 : Acquisition d'assiettes de voirie

Le taux de la taxe doit être fixé en fonction des dépenses réellement exposées par la commune (déduction faite d'éventuelles subventions), auxquelles peuvent être ajoutés les intérêts de l'emprunt contracté pour la réalisation des travaux.

La durée du remboursement est normalement équivalente à celle de l'emprunt.

Dans un souci d'équité entre contribuables riverains d'une voirie subsidiée et contribuables riverains d'une voirie non subsidiée, il est loisible de procéder à une globalisation par exercice des subsides reçus et de faire rejaillir ceux-ci sur le taux de récupération mis à charge des contribuables concernés par l'application de la taxe lors d'un exercice donné.

La commune peut aussi ne réclamer par le biais de la taxe de remboursement que la partie non subsidiable des travaux pour lesquels l'aide régionale n'a pas été demandée ou obtenue.

040/362-02 : Pavage des rues

040/362-03 : Construction des trottoirs

040/362-04 : Constructions d'égouts

040/362-05 : Travaux de raccordement d'immeubles au réseau d'égouts

Comme pour 040/362-01

040/362-07 : Taxe d'urbanisation

Cette taxe s'élève à 20 euros maximum le mètre courant pour autant qu'il existe un équipement de voirie, des égouts et trottoirs corrects. Le minimum d'imposition par propriété imposable est de 25 euros.

L'introduction de cette taxe entraîne automatiquement la non-application des taxes correspondant aux codes 040/362-02 à 040/362-05.

Il importe à cet égard de rappeler que l'instauration d'une taxe d'urbanisation répond à un but précis : procurer une rentrée financière pour une commune qui a équipé une rue sans réclamer de taxe de remboursement au moment de la construction. La taxe d'urbanisation ne peut donc viser des propriétés riveraines de rues non équipées ni des propriétés riveraines qui, au moment de l'équipement de la rue, ont été soumises à une taxe de remboursement.

En fonction de la nature de cet impôt et de son caractère non limité dans le temps, il convient que les communes fassent preuve de modération dans les taux applicables et veillent à ne pas dépasser le maximum recommandé par mètre courant.

040/362-08 : Inflexion dans les trottoirs

040/362-09 : Aménagement spécial des rues piétonnières commerçantes

Comme pour 040/362-01.

Taxes ou redevances sur les prestations d'hygiène publique

040/363-02 : Travaux de raccordement d'immeubles au réseau de distribution d'eau

Redevance

040/363-03 : Enlèvement des immondices - Traitement des immondices

Le taux doit être calculé pour tendre vers la couverture du coût du service.

Afin d'éviter des conséquences financières néfastes aux redevables qui quittent une commune dans le courant de l'exercice d'imposition, il serait souhaitable de prendre uniquement en considération la date du 1^{er} janvier de l'exercice pour le recensement des situations imposables.

Cette taxe n'est plus considérée comme rémunératoire d'un service particulier parce que l'enlèvement des immondices entre dans le cadre de la mission de veiller à la salubrité publique qui est confiée aux conseils communaux et parce que les dépenses y relatives sont rendues obligatoires par l'article 255, 11° de la nouvelle loi communale.

Des exonérations ou des taux différenciés justifiés par des raisons sociales peuvent être prévus. Compte tenu de leur autonomie, les conseils communaux fixeront, s'ils l'estiment souhaitable, les critères d'exonération ou de réduction d'impôt selon des normes ressortissant à la législation sociale, en fonction de leur sensibilité et des spécificités locales.

Néanmoins, ces avantages sociaux ne doivent pas empêcher la couverture du coût du service.

Les communes qui pratiquent un système de mise en vente de sacs poubelles payants enregistrent la recette de vente des sacs à l'article budgétaire 040/363-16, la dépense d'achat des sacs étant enregistrée à l'article de dépenses 876/124-04. Les communes qui ont confié la vente de sacs poubelles à une intercommunale chargée de l'enlèvement des immondices comptabilisent également ce produit à l'article 040/363-16. Il n'est pas admis d'opérer la compensation avec les dépenses facturées par l'intercommunale qui sont portées à l'article 876/435-01.

040/363-04 : Vidange des fosses d'aisance

Redevance.

040/363-05 : Enlèvement d'objets encombrants

Redevance.

040/363-07 : Enlèvement des versages sauvages

Le dépôt de déchets dans des endroits non autorisés constitue une infraction au regard de l'article 7 du décret du Conseil régional wallon du 27 juin 1996 relatif aux déchets et sa répression est assurée par la mise en œuvre des sanctions pénales prévues au dit décret.

Lorsque les services communaux sont amenés à intervenir pour enlever un dépôt sauvage de déchets ménagers, un prélèvement couvrant les frais réellement engagés par la commune peut être demandé.

Si la commune souhaite établir un forfait au lieu de s'en tenir à la récupération des frais réels encourus, elle ne doit pas perdre de vue qu'il existe une différence importante entre l'enlèvement d'un dépôt mineur (cendrier, un seul sac,...) et l'enlèvement d'un dépôt important. Dès lors, en cas de forfait unique, le taux ne pourra dépasser 80 euros, taux qui semble raisonnable pour les petits déchets. Lorsque le règlement prévoira différents taux forfaitaires par type de dépôts, les taux s'échelonnent de 80 euros pour les petits déchets à 400 euros pour les déchets volumineux. En outre, le règlement devra toujours prévoir que l'enlèvement des dépôts qui entraîne une dépense supérieure au taux forfaitaire prévu pour la catégorie de déchets concernés sera facturé sur base d'un décompte des frais réels. A défaut de prévoir une disposition en ce sens, la commune serait dans l'impossibilité de se rémunérer correctement lorsque plusieurs tonnes de déchets doivent être enlevés par les services communaux.

040/363-08 : Immeubles reliés ou reliables au réseau d'égouts

1. Taxe sur les logements ou immeubles non affectés au logement raccordés à l'égout : taxe due par le propriétaire ou par l'occupant du logement.

2. Taxe sur les logements ou immeubles non affectés au logement susceptibles d'être raccordés à l'égout : taxe due par le propriétaire du logement.

3. Règlement ayant trait à la fois aux deux taxes envisagées sub 1 et 2 : taux maximum de 50 euros par logement ou immeuble.

Ne peut faire double emploi avec 040/363-09.

040/363-09 : Entretien des égouts

Taux maximum recommandé : 50 euros par logement.

Taxe due par l'occupant des lieux. Ne peut faire double emploi avec 040/363-08.

040/363-10 : Inhumations, dispersions des cendres et mises en columbarium

Taux maximum recommandé : 300 euros.

Remarques :

1) La taxe sur les inhumations et dispersion ou conservation des cendres après crémation englobant déjà les prestations effectuées par le personnel communal, il ne peut y être ajouté une redevance pour couvrir ces frais.

2) La loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, telle que modifiée par la loi du 20 septembre 1998 (*Moniteur belge* du 28 octobre 1998), prévoit deux modes de sépulture qui sont l'inhumation et la dispersion ou conservation des cendres après crémation. Ces deux modes de sépulture doivent être taxés de manière identique.

3) La circulaire du 27 janvier 2000 relative à l'application de la loi du 20 juillet 1971 précitée a été publiée au *Moniteur belge* du 10 février 2000. Cette circulaire abroge les circulaires antérieures relatives à cette matière.

4) Même si le prix d'une concession rétribue un avantage, celui de disposer d'une parcelle individualisée dans un cimetière, qui est indépendant de la question de l'inhumation, laquelle doit avoir lieu selon les mêmes modalités et ce qu'elle s'opère dans une parcelle concédée ou dans la fosse visée à l'article 19 de la loi précitée du 20 juillet 1971, je ne m'opposerai pas à ce que les communes, si elles le souhaitent, exonèrent de la taxe les inhumations en parcelles concédées.

Par ailleurs, selon l'article 8 de la loi précitée du 20 juillet 1971, le tarif des concessions constitue une redevance. A cet égard, lorsqu'il s'avère que le coût de construction d'un columbarium le justifie, le prix demandé pour une concession dans un columbarium pourra être plus élevé que celui prévu pour une concession en pleine terre.

Enfin, il est à noter qu'il ne peut être levé aucune taxe ou rétribution sur les sépultures non concédées et provisoirement conservées à l'issue du délai de cinq ans prévu par l'article 19, alinéa 1^{er} de la loi du 20 juillet 1971.

040/363-11 : Exhumation

Redevance.

Si la commune ne prévoit pas une facturation selon les frais réels (ce qui est pourtant la situation idéale), elle peut opter pour un système forfaitaire dont les taux maxima recommandés sont de 250 euros pour les exhumations simples (caveau) et de 1.250 euros pour les exhumations complexes (de pleine terre).

Si la commune opte pour un taux forfaitaire unique, je l'invite à ne pas dépasser 250 euros par exhumation (simple ou complexe).

040/363-12 : Transports funèbres

La taxe pour la classe la moins chère ou pour la classe unique de corbillard ne peut dépasser 300 euros. Des suppléments ne peuvent être réclamés pour les transports funèbres assurés le samedi. Toutefois, les communes peuvent percevoir une taxe spéciale de 175 euros maximum lorsque leur personnel fournit des prestations lors de funérailles effectuées avec le corbillard d'une entreprise privée.

040/363-13 : Location de caveaux d'attente

Redevance.

040/363-14 : Séjour à la morgue ou au dépôt mortuaire

Redevance

Taxes sur les entreprises industrielles, commerciales et agricoles

040/364-02 : Personnel de bar

Taux maximum recommandé : 15.000 euros par établissement.

Le personnel de bar visé ici est toute personne, en ce compris le tenancier ou la tenancière, occupée dans un bar, qui favorise directement ou indirectement le commerce de l'exploitant, soit en consommant habituellement avec les clients, soit en provoquant la consommation de toute autre manière que par le service normal des clients ou par le seul exercice du chant ou de la danse.

A l'occasion de l'examen des rapports sur la traite des êtres humains, la Commission spéciale de la Chambre des Représentants a recommandé une suppression de cette taxe communale. Il appartient donc aux conseils communaux d'apprécier l'opportunité d'une telle suppression en tenant compte des enjeux éthique, financier et sécuritaire de ce règlement.

040/364-03 : Force motrice

Les communes sont invitées à réduire le taux de leur taxe ou du moins à ne pas le majorer par rapport à l'exercice précédent.

Dans les établissements utilisant plusieurs moteurs, il est fait application d'un coefficient de réduction allant de 0,99 à partir du deuxième moteur à 0,71 pour 30 moteurs utilisés. A partir du 31ème moteur, le coefficient de réduction pour la force motrice totale reste limité à 0,70.

Pour appliquer ce coefficient, il convient d'additionner les puissances recensées et de multiplier cette somme par le coefficient qui y correspond.

Les autorités communales veilleront à opérer un contrôle strict et approfondi des moteurs et puissances concernés par l'application de cette taxe. Le contrôle est effectué par la commune elle-même ou par un organisme extérieur qu'elle charge de cette mission.

Une perception équitable permet de limiter le taux de la taxe tout en obtenant le même rendement.

Je recommande également aux communes de ne plus prévoir dans leurs règlements - taxes sur la force motrice une exonération pour les moteurs utilisés dans les stations de compression de gaz naturel pour actionner les compresseurs créant le régime de pression dans les conduites d'alimentation.

J'attire spécialement l'attention des communes sur le fait que la taxe sur la force motrice ne peut pas être appliquée aux véhicules soumis à la taxe de circulation prévue par l'arrêté royal du 23 novembre 1965 portant codification des dispositions légales relatives aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus (articles 3 et 42, § 1^{er}, de l'arrêté royal).

040/364-09 : Mines, minières, carrières et terrils

Le Conseil d'Etat, dans l'arrêt n° 85.563 du 23 février 2000, a jugé qu'une taxe indirecte sur les mines, minières et carrières, carrières à ciel ouvert et terrils établis sur le territoire communal, qui est due solidairement par l'exploitant et le propriétaire, qui est calculée « par tonne de produits exploités (c'est-à-dire de produits destinés directement ou indirectement à la commercialisation), en ce compris les déchets commercialisés (à savoir les substances minérales exploitées en vue de la fabrication de la chaux, des ciments, des dolomies, et des fondations de voirie) », qui est perçue sur la base d'un relevé récapitulatif faisant apparaître les tonnages exploités quelle que soit la destination de ceux-ci, ne pouvait s'analyser que comme un octroi (prohibé par la loi du 18 juillet 1860 portant abolition des octrois communaux). Il se dégage donc de cette jurisprudence que toute taxe indirecte sur les mines, minières et carrières est illégale. Je vous invite dès lors à supprimer cette taxe indirecte.

Par contre, il n'y a pas d'objection au vote d'une taxe directe sur les carrières.

Cela étant, j'invite les communes à ne pas profiter du passage à une taxe directe pour augmenter inconsidérément la charge imposée aux entreprises de ce secteur.

040/364-12 : Débits de boissons

Taux maximum recommandé : 175 euros/établissement.

Taux à moduler, au choix de la commune, selon le chiffre d'affaires, le caractère accessoire ou non de l'activité exercée ou encore la superficie des locaux exploités, auquel cas il convient de tenir compte des terrasses établies sur le domaine privé.

J'invite les communes à ne pas appliquer cette taxe aux grands magasins. Ceux-ci ne doivent pas être considérés comme des débits de boissons au sens de l'article 17 de l'arrêté royal du 3 avril 1953 coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées puisqu'ils ne vendent pas des boissons à consommer sur place.

040/364-13 : Débits de tabac

Taux maximum recommandé : 175 euros/établissement.

Taux à moduler, au choix de la commune, selon le chiffre d'affaires ou le caractère accessoire ou non de l'activité exercée.

Les distributeurs automatiques de cigarettes ne peuvent plus être repris dans la base d'imposition de la présente taxe.

040/364-16 : Agences de paris sur les courses de chevaux

Le taux maximum est fixé par l'article 74 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

Ce taux est actuellement fixé à 62 euros par mois ou fraction de mois d'exploitation.

Cette taxe ne peut être établie que sur les agences de paris aux courses de chevaux autorisées dans le cadre de l'article 66 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

040/364-18 : Clubs privés

Taux maximum recommandé : 7.500 euros.

Sont visés les établissements où est offerte la possibilité de consommer des boissons et dont l'accès est réservé à certaines personnes ou subordonné à l'accomplissement de certaines formalités.

La commune veillera cependant à exonérer les cercles qui poursuivent un but philosophique, culturel, social ou sportif.

Lorsque le club privé occupe du personnel visé au 040/364-02, il convient d'appliquer à l'exploitant la taxe sur le personnel de bar, à l'exclusion de la présente imposition.

040/364-22 : Enseignes et publicités assimilées

Une publicité est assimilée à une enseigne lorsque, placée à proximité immédiate d'un établissement, elle promeut cet établissement ou les activités qui s'y déroulent et les produits et services qui y sont fournis.

Les taux maxima recommandés sont de :

— 0.2 euro le dm² pour les enseignes et/ou publicités assimilées;

— 0.4 euro le dm² pour les enseignes et/ou publicités assimilées lumineuses.

Seules les enseignes et publicités assimilées visibles de la voie publique peuvent être taxées, à l'exclusion des enseignes rendues obligatoires par une disposition réglementaire (pharmacien, etc.).

Cette taxe n'exclut pas l'application de la taxe sur les panneaux publicitaires fixes étant entendu qu'un même panneau ne peut être taxé à la fois comme publicité assimilée et comme panneau publicitaire.

040/364-23 : Panneaux publicitaires fixes

Taux maximum recommandé : 0.6 euro le dm².

Ce taux pourra être majoré jusqu'au double lorsque le panneau est équipé d'un système de défilement électronique ou mécanique des messages publicitaires ou lorsque le panneau est lumineux ou éclairé.

Il n'existe aucune objection à ce que les communes étendent la base taxable de ce règlement aux affiches en métal léger ou en PVC ne nécessitant aucun support. Cette adaptation du règlement, rendue indispensable par l'utilisation de nouveaux matériaux, ne constitue ni une nouvelle taxe dans son principe ni une violation du pacte fiscal conclu entre les autorités régionales et les pouvoirs locaux. Elle ne vise en effet qu'à maintenir intact le rendement escompté de cette imposition.

04001/364-24 : Distribution gratuite d'écrits publicitaires « toutes boîtes »

Taux maximum recommandé : 0.0744 euro par exemplaire.

Je recommande aux communes de moduler le taux en fonction du nombre de pages, de la superficie des écrits publicitaires ou de leur poids. Il est par ailleurs opportun de distinguer les prospectus publicitaires (mis sur le marché par des commerçants et des sociétés de distribution) d'une part, et d'autre part, la presse régionale gratuite.

Pour rappel, lorsque le taux maximum admissible est passé de 0,5 franc à 3 francs par exemplaire distribué, l'intention était de réserver le taux de 3 francs aux écrits publicitaires volumineux (gros catalogues, etc.). La pratique de ces trois derniers exercices démontre toutefois que beaucoup de communes n'ont pas respecté cette intention et ont relevé leur taux sans aucune mesure (quadruplement, etc.). Il en résulte un accroissement fort important des rendements budgétisés (1,73 milliard en 2001 pour 627 millions en 1997).

Cette charge fiscale excessive entraîne également une multiplication des contentieux et une réaction des redevables qui tentent légitimement de choisir une voie moins imposée (par exemple en prenant des pages de publicité dans des toutes boîtes exonérées ou en insérant du texte rédactionnel dans leur écrit).

Comme rappelé encore récemment par l'avis du Conseil central de l'économie, ce phénomène illustre la nécessité pour les communes de mesurer avec soin les incidences d'une décision d'augmentation des taux. En l'espèce, on peut penser qu'une diminution des taux actuellement pratiqués serait susceptible, à terme, d'assurer le maintien d'un rendement appréciable tout en favorisant la création d'un environnement économique moins paralysant pour les commerçants.

Si les communes n'y prennent garde, l'alourdissement démesuré de la fiscalité sur les écrits publicitaires risque d'entraîner la disparition de ces écrits et donc la perte pure et simple d'une recette appréciable.

Ceci précisé, le Conseil d'Etat a admis, par son arrêt n° 50241 du 16 novembre 1994, que les écrits publicitaires qui comportent un certain volume de textes rédactionnels non publicitaires soient exonérés de la taxe. Dans le cas soumis à la censure du Conseil d'Etat, le pourcentage de textes rédactionnels était de 30 %. Il paraît dès lors sage de s'en tenir à ce pourcentage et d'exonérer de la taxe les journaux, ainsi que les écrits publicitaires comportant au moins 30 % de textes rédactionnels non publicitaires.

Par texte rédactionnel, on entend :

- soit les textes qui, au niveau de la population locale (par « locale » il faut entendre la ou les communes comprises dans la zone de distribution), apportent une information sur les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins-infirmières-pharmaciens-vétérinaires) installés dans la (ou les communes);
- soit les nouvelles politiques, sportives, culturelles, artistiques, littéraires et scientifiques;
- soit les informations sur les cultes et la laïcité, les annonces d'activités locales (« locales » comme défini ci-dessus) telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités des maisons de jeunes et des centres culturels, manifestations sportives, concerts, expositions et permanences politiques;
- soit les annonces électorales.

Sont ainsi définis comme du texte publicitaire :

- les réclames ou annonces commerciales qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, des produits ou services et dont l'objectif est la vente des divers produits de la nature ou de l'industrie ou l'offre de services rémunérés;
- les publicités relatives à des spectacles organisés par toute personne physique ou morale ou par toute association poursuivant un but de lucre.

Sont considérés comme imprimés commerciaux, notamment les catalogues, échantillons, prospectus et prix courants.

J'invite les communes à ne plus exiger que le texte rédactionnel fasse partie intégrante de l'écrit publicitaire. En effet, la qualité de texte rédactionnel doit continuer à s'apprécier en fonction de son contenu.

04002/364 24 : Diffusion publicitaire sur la voie publique (diffuseurs sonores ou panneaux mobiles)

Diffuseurs sonores

Taux maximum recommandé : 60 euros/jour.

Diffusion par panneaux mobiles, ou supports ou distribution de tracts ou gadgets sur la voie publique

Taux maximum recommandé : 15 euros/jour.

Les commerçants ambulants (glacier,...) ne sont pas visés par la présente taxe dans la mesure où l'utilisation d'un matériel de sonorisation fait partie intégrante de la nature de l'activité exercée et ne revêt dès lors pas un caractère purement publicitaire.

Par ailleurs, la publicité par rayons lasers peut être taxée.

040/364-26 : Taxe de séjour

Le taux maximum recommandé est fixé à 0.9 euro par personne et par nuitée ou forfaitairement à 100 euros/an/lit ou chambre.

L'application de cette taxe implique automatiquement que l'exploitant des lieux loués et les locataires de ceux-ci ne soient pas soumis à la taxe sur les secondes résidences (code budgétaire 040/367-13).

040/364-27 : Terrains de camping

La réglementation relative à l'exploitation des terrains de camping-caravaning est définie par :

- le décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991;
- l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991,
- la circulaire du 16 février 1995 du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 février 1995 fixant les conditions et les modalités d'octroi de primes en matière de camping-caravaning.

Ce dispositif réglementaire distingue quatre types d'emplacements en fonction des abris qu'ils accueillent et fixe des superficies minimales pour chaque catégorie.

La taxe sera modulée en fonction du nombre d'emplacements de chaque type.

Superficie de l'emplacement	Type d'abris	Taux maximum recommandé
Type 1 - de 50 à 79 m ²	Tentes	50 euros
Type 2 - 80 à 99 m ²	Caravanes motorhomes (2,5m/8m)	70 euros
Type 3 - de 100 à 119 m ²	Caravanes résidentielles et chalets,... (art. 1; 2°, alinéa. 2 du décret) - (superficie au sol jusque 30 m ²)	85 euros
Type 4 - 120 m ² et plus	Idem 3 ci-avant (superficie au sol de plus de 30 m ²)	100 euros

La taxe sera réduite de moitié pour les emplacements des types 1 et 2 (pour les tentes, caravanes et motorhomes) réservés aux touristes de passage. Sauf dans les cas d'exception prévus à l'article 2, alinéa 3, du décret, à l'article 43, alinéa 3, de l'arrêté, et commentés au point 1 des mesures techniques d'aménagement de la circulaire ministérielle, les communes sont autorisées à taxer les personnes qui exploitent un terrain de camping-caravaning sans le permis légal.

Dans cette hypothèse, il est admis qu'en l'absence des règles normatives la taxation s'opère au taux le plus élevé selon les abris dénombrés par les agents habilités à constater les infractions aux règlements-taxes communaux.

La perception de la taxe communale n'exonère pas le contrevenant aux dispositions légales des sanctions pénales ou autres prévues par les lois et règlements.

Le camping à la ferme (réglementé par le décret du 20 juillet 1976 du Conseil culturel de la Communauté française, l'arrêté royal et l'arrêté ministériel du 22 avril 1977), ne peut être considéré comme un camping exploité sans permis au sens du décret du 4 mars 1991, et fait l'objet de l'autorisation délivrée par le collège des bourgmestre et échevins.

Les emplacements réservés au camping résidentiel pourront être taxés comme secondes résidences.

040/364-29 : Dépôts de mitrailles et de véhicules usagés

Taux maxima recommandés :

1) 7.5 euros/m² et 3800 euros/an par installation.

2) véhicules isolés abandonnés : 600 euros.

040/364-32 : Taxe sur les agences bancaires (entreprises dont l'activité consiste à recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables et à octroyer des crédits pour leur propre compte ou pour le compte d'un organisme avec lequel elles ont conclu un contrat d'agence ou de représentation).

Taux maximum recommandé : 200 euros par poste de réception. Par poste de réception, il faut entendre tout endroit (local, bureau, guichet,...) où un préposé de l'agence peut accomplir n'importe quelle opération bancaire au profit d'un client.

L'agence bancaire ne pourra être taxée par référence au nombre des distributeurs automatiques de billets et autres guichets automatisés dont ses clients peuvent faire usage.

040/364.33 : Centres d'enfouissement technique

La mise en centre d'enfouissement technique des déchets, à l'exception des matières enlevées du lit et des berges des voies hydrauliques régionales du fait de dragage et de curage, peut être taxée selon les taux maxima recommandés suivants :

Centre d'enfouissement technique de classe 1 : de 2.4789 euros à 3.7184 euros la tonne;

Centre d'enfouissement technique de classe 2 : de 1.2394 à 2.4789 euros la tonne;

Centre d'enfouissement technique de classe 3 : de 0.4957 à 1.2394 euro la tonne.

Les centres d'enfouissement technique de classe 5 ne peuvent faire l'objet d'une taxation vu qu'ils sont uniquement destinés à l'usage exclusif d'un producteur de déchets.

040/364-34 : Taxe sur les logements ou locaux loués meublés

Taux maximum recommandé : 150 euros.

Lorsque la taxation vise les logements pour étudiants (kots), la taxe est réduite de moitié.

04001/364 48 : Taxe industrielle compensatoire

Seules les communes qui ont instauré cette taxe pour l'exercice 1992 pourront la maintenir avec une éventuelle augmentation maximale donnée par la formule :

(X/Y) - x Z où X représente le nombre d'additionnels au précompte immobilier voté pour l'exercice, Y le nombre d'additionnels au précompte immobilier pour 1992 et Z le taux de la taxe industrielle compensatoire pour 1992,

L'application de cette taxe suppose le strict respect des instructions et modalités prévues par la circulaire du 23 avril 1980.

La taxe industrielle compensatoire doit permettre de récupérer, en tout ou en partie, le montant correspondant aux revenus industriels dégrévés lors de la dernière péréquation générale des revenus cadastraux.

04002/364 48 : Commerce de frites (hot-dogs, beignets, etc.) à emporter

Taux maximum recommandé est fixé à : 800 euros/an.

Il n'est pas conforme au principe d'égalité devant l'impôt de soumettre les commerces installés sur le domaine public à un taux de taxation différent de celui frappant ceux établis sur le domaine privé.

Par contre, une redevance d'occupation peut être perçue en plus de la taxe lorsque le commerce est installé sur le domaine public communal.

Taxe sur les spectacles et les divertissements

040/365-01 : Spectacles et divertissements

La nature des divertissements influence fortement les maxima appliqués : ceux-ci s'échelonnent de 10 % à 31 % sur les recettes diverses et de 8,5 à 33,75 % sur le produit des billets d'entrée.

D'autre part, les dispositions de la circulaire ministérielle relative aux taxes communales sur les spectacles cinématographiques restent d'application (circulaire du 5 mai 1980).

040/365-02 : Dancings

Taux maximum recommandé : 750 euros/mois, à moduler selon le chiffre d'affaires de l'activité dancing et le caractère accessoire ou non de celle-ci.

040/365-08 : Taxe sur la mise à l'eau d'embarcations dans un but commercial

Taux maxima recommandés :

— 90 euros/an par embarcation;

— 3 euros/jour par embarcation.

Ce montant doit cependant être modulé en fonction du site ou de l'importance de l'exploitation.

Taxes ou redevances pour l'occupation du domaine public

040/366-01 : Droits d'emplacement sur les marchés

En vertu de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics et de son arrêté d'exécution du 3 avril 1995 tel que modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1996 et du 10 janvier 1999 (*Moniteur belge* du 6 mars 1999), le droit perçu par la commune pour l'occupation d'un emplacement sur un marché public constitue une redevance.

Les communes veilleront donc à ne plus voter ce droit sous forme de taxe.

Par ailleurs, il résulte de l'arrêté royal du 3 avril 1995 que le nombre d'emplacements pouvant faire l'objet d'un abonnement ne peut dépasser 95 % du nombre total d'emplacements.

Afin de ne pas aggraver la situation financière des intéressés, le choix de la formule d'abonnement doit être garanti au redevable sans être rendu obligatoire.

En cas de fourniture de services tels que mise à disposition d'eau ou d'électricité, la redevance demandée peut être majorée par rapport à la simple mise à disposition d'un emplacement.

040/366-03 : Loges foraines et loges mobiles

Une taxe d'un taux maximum recommandé de 3 euros le m² peut être établie sur les installations foraines, à laquelle peut s'ajouter une redevance d'occupation pour les loges foraines et loges mobiles établies sur le domaine public communal.

040/366-05 : Droit de quai

Redevance.

040/366-06 : Placement de terrasses, de tables et de chaises

Redevance.

040/366-07 : Parking

Les redevances sur l'occupation d'emplacement de parking sont admissibles en vertu de l'article unique de la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur.

Aucune disposition légale ne s'oppose à ce qu'une commune utilise un double tarif laissant le choix à l'utilisateur entre le stationnement limité et le stationnement de longue durée (généralement une demi-journée) pour lequel sont réputés opter les utilisateurs qui n'alimentent pas l'horodateur.

En raison du contentieux que suscite l'application de ce type de règlement, les autorités communales tiendront compte des éléments suivants :

1) La nature d'un règlement-redevance sur le stationnement est celle d'une disposition édictant les conditions, notamment financières, selon lesquelles s'organise, sur le territoire concerné, le service de stationnement payant fourni par la ville. Les relations qui se nouent entre l'autorité dispensatrice du service et les personnes qui recourent à celui-ci sont régies par le droit civil. Le règlement-redevance constitue, dans chaque cas d'espèce où il trouve application vis-à-vis d'un redevable, un ensemble de dispositions contractuelles auxquelles le particulier a marqué son accord par le fait de recourir au service. Le contentieux lié à l'application du règlement redevance relève donc des tribunaux ordinaires.

2) Etant donné la nature civile du règlement, le non respect par le redevable de son obligation de s'acquitter de la somme due sur invitation à payer lorsqu'il a omis d'alimenter l'horodateur, peut être assorti d'une clause pénale (au sens donné à ce terme par l'article 1226 du Code civil) mais il n'est pas admissible que le montant de celle-ci s'éloigne d'une évaluation correcte du dommage subi par la commune suite au non paiement par le particulier. Les dispositions prévoyant une indemnité forfaitaire de plusieurs centaines d'euros en cas de non paiement de la somme due après envoi de l'invitation à payer sont donc illégales car elles constituent de véritables peines privées interdites par l'article 6 du Code civil.

3) Il n'est pas admissible qu'une redevance soit prélevée sur toute contravention dressée par la police communale afin de couvrir les frais administratifs exposés pour la rédaction du procès-verbal de constat car le service rendu par les agents de la police communale n'est pas presté dans l'intérêt direct et immédiat du redevable mais dans l'intérêt de la collectivité, seule bénéficiaire d'une application correcte des lois. Dès lors qu'un tel prélèvement ne peut s'analyser comme une redevance, il revêt une nature pénale et échappe aux compétences de la commune.

4) Le règlement communal sur le stationnement ne peut aboutir à restreindre le droit d'obtenir une carte de riverain au sens de l'arrêté ministériel du 18 décembre 1991 désignant les personnes qui peuvent obtenir la carte de riverain ainsi que l'autorité habilitée à délivrer cette carte, et en déterminant le modèle ainsi que les modalités de délivrance et d'utilisation.

040/366-08 : Stationnement de taxis et voitures de louage

La taxe maximum pour l'obtention d'une licence d'exploitation s'élève à 136,34 euros dans les communes de moins de 10.000 habitants et à 272,68 euros dans les autres. Pour les taxis qui ont un emplacement fixe sur la voie publique, une taxe supplémentaire de 409,02 euros maximum peut être perçue. Le prix de la licence peut être majoré de 25 ou 50 euros (montants n'étant pas prescrits par la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis peuvent être arrondis) pour les taxis qui accueillent de la publicité. Une surtaxe ne dépassant pas 68,17 euros par an et par véhicule peut également être perçue à charge des exploitants de services de taxis ne stationnant pas sur la voie publique mais dont les véhicules sont équipés de la radiotéléphonie. Il est renvoyé pour plus de précision à la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis et à l'arrêté royal du 6 mai 1975 relatif à la perception de taxes et surtaxes en matière d'exploitation de services de taxis.

040/366-09 : Commerces de frites (hot-dogs, beignets, etc.). kiosques à journaux sur la voie publique

Redevance.

Taxes sur le patrimoine

040/367-09 : Terrains non bâtis

Cette taxe s'applique aux parcelles non bâties comprises dans un lotissement non périmé et sur les terrains non bâtis situés dans une zone d'habitation prévue par un plan d'aménagement approuvé ou arrêté par le Gouvernement et en bordure d'une voie publique suffisamment équipée, compte tenu de la situation des lieux.

Je recommande un taux de 20 euros maximum par mètre courant de longueur de parcelle à front de voirie et limité à 350 euros par parcelle non bâtie.

Lorsque la parcelle est située dans les limites d'une zone protégée, en vertu des articles 393 à 405 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les montants des maxima cités ci-dessus sont portés à 60 euros et 1.500 euros.

Lorsqu'une parcelle jouxte la voirie de deux côtés, seul le plus grand côté est pris en considération pour le calcul de l'imposition.

La taxe est due dans le chef du propriétaire lotisseur à partir du 1^{er} janvier de la deuxième année qui suit celle de la délivrance du permis de lotir et elle frappe les parcelles non bâties qui n'ont pas encore trouvé acquéreur à cette date. La taxe est due dans le chef de l'acquéreur des parcelles à partir du 1^{er} janvier de la deuxième année qui suit celle de leur acquisition à la condition que les parcelles acquises soient toujours non bâties à cette date.

Les communes sont priées de se référer à l'article 160 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine pour plus de précisions sur les conditions légales dans lesquelles cette imposition peut être levée.

L'arrêt de la Cour de cassation du 29 mars 2001 déclarant illégale une taxe communale établie à un taux forfaitaire unique m'incite à préconiser à prévoir une modulation du taux de la taxe en fonction du nombre de mètre courant de façade à front de voirie.

04002/367-10 : Taxe sur les pylônes de diffusion pour GSM

Taux maximum recommandé : 2.500 euros par pylône

Le principe de liberté de commerce et d'industrie s'oppose à ce que les communes taxent les antennes de diffusion ou unités d'émission du réseau GSM car leur nombre important rendrait difficilement rentable l'exploitation de ces réseaux. En outre, une taxation par antenne ou unité d'émission tendrait à décourager l'installation de ces antennes sur des supports existants, ce qui constitue pourtant le but poursuivi par la réglementation applicable en la matière.

Par contre, il n'y pas d'objection à taxer les pylônes de diffusion ou mats d'une certaine importance qui sont des structures en site propre destinées à supporter les divers types d'antennes nécessaires au bon fonctionnement du réseau de télécommunication mobile n'ayant pu prendre place sur un site existant (toit, église,...)

Je recommande toutefois de ne pas dépasser un maximum de 2.500 euros par pylône de diffusion afin que la généralisation de cette taxe n'entraîne pas une augmentation sensible du prix d'utilisation facturé au consommateur. Par ailleurs, le strict respect de ce maximum est de nature à ne pas voir cette taxe être assimilée à une entrave aux libertés garanties par le Traité C.E.

040/367-11 : Absence d'emplacement de parcage

Cette taxe est illégale parce que dépourvue de base taxable. Vu que toute taxe doit reposer sur une ressource du contribuable, il n'est en effet pas admissible d'établir une imposition sur un fait négatif.

040/367-13 : Secondes résidences

Les biens taxés comme seconde résidence ne peuvent donner lieu à l'application d'une taxe pour le séjour des personnes qui les occupent.

La taxe peut varier selon l'importance des secondes résidences.

Je recommande un taux de 450 euros au maximum.

Cependant, les taux maxima recommandés sont de 175 euros lorsque la taxe vise les secondes résidences établies dans un camping agréé, et de 87,5 euros lorsque la taxe vise les secondes résidences établies dans des logements pour étudiants (kots).

La taxe sur les secondes résidences ne peut s'appliquer aux gîtes ruraux, gîtes à la ferme, meublés de tourisme et chambres d'hôte visés par le décret du Conseil de la Communauté française du 16 juin 1981, lesquels peuvent cependant faire l'objet d'une taxe de séjour (code 040/364-26).

Par ailleurs, dans son arrêt n° 66545 du 4 juin 1997, le Conseil d'Etat estime qu'il n'existe pas de justification raisonnable et adéquate de la différence de traitement entre, d'une part, les personnes domiciliées sur le territoire d'une commune et, d'autre part, les personnes qui ne sont pas inscrites dans les registres de la population de cette commune, les premières citées n'étant pas redevables de la taxe communale sur les secondes résidences à l'inverse des secondes citées. En conséquence, les communes ne peuvent donc pas exonérer une seconde résidence pour le motif que la personne qui peut en disposer serait déjà domiciliée à une autre adresse dans la commune.

J'invite les communes à ne pas appliquer la taxe à un bien qui se trouve dans les conditions pour être soumis à la taxe régionale sur les logements abandonnés (décret du 19 novembre 1998).

En effet, le but premier de la taxe sur les secondes résidences étant de taxer un objet de luxe, il faut que cette taxe s'applique à un bien qui, dans l'état actuel auquel il se trouve au moment du recensement, est capable de procurer une jouissance paisible et raisonnable à son occupant. En outre, il serait incompréhensible pour un citoyen qu'un même bien soit considéré comme un objet de luxe par la commune et comme un objet délabré par la Région.

Néanmoins, les critères (prévus en vertu du décret précité du 19 novembre 1998) de la consommation d'eau et d'électricité pendant la période de référence et de l'inscription au registre de la population pendant la période de 12 mois consécutifs ne suffisent pas à exclure un bien du champ d'application de la taxe sur la seconde résidence.

040/367-18 : Taxe sur les piscines privées

Taux maximum recommandé :

— 250 euros/an pour les piscines de moins de 100 m²;

— 500 euros/an pour les piscines de 100 m² et plus.

Les règlements qui ne prévoient pas une exonération pour les piscines en kit ou présentant un caractère non permanent ne seront dorénavant plus approuvés.

040/367-19 et 040/367-20 : Locaux affectés à l'exercice d'un commerce, d'une profession libérale ou à usage de bureau

Taux maximum recommandé : 6 euros le m² par an.

Les communes sont rendues attentives à deux principes fiscaux qui peuvent trouver une application spécifique en l'occurrence :

— le principe d'égalité des citoyens devant l'impôt;

— le principe qui interdit toute double taxation ("non bis in idem") ce qui reviendrait, en pratique, à frapper de deux ou de plusieurs taxes, distinctes en la forme, une même situation juridique ou de fait.

Sont exonérées de l'impôt, les surfaces :

a) occupées par des personnes de droit public, à l'exception toutefois des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales;

b) servant aux cultes et à la laïcité, aux établissements d'enseignement, aux hôpitaux, aux cliniques, aux dispensaires ou œuvres de bienfaisance ainsi qu'aux associations sans but lucratif et autres groupements et associations qui ne poursuivent aucun but lucratif, mentionnés à l'article 181 du C.I.R.

Peuvent être déductibles de la base imposable les surfaces strictement et effectivement réservées au logement dans le même immeuble.

Taxes diverses

040/368-02 : Taxe sur les chevaux d'agrément et les poneys

Les taux maxima recommandés de 75 euros par cheval et 20 euros par poney peuvent être uniformisés à un taux identique pour les chevaux et les poneys.

Dans cette éventualité, le taux uniforme est de 55 euros.

Pour les exploitants de manèges et les forains, les maxima précités sont réduits de moitié.

040/368-05 : Taxe en matière d'armes

L'arrêté royal du 16 septembre 1997 (*Moniteur belge* du 8 octobre 1997) détermine le montant des droits et redevances perçus en application de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions. Une somme de 25 euros (arrêté royal du 20 juillet 2000 paru au *Moniteur belge* du 30 août 2000) est versée auprès de l'administration communale du requérant lors de la délivrance d'une autorisation de détention d'une arme de défense.

L'attention des communes est attirée sur la circulaire du 16 septembre 1997 (*Moniteur belge* du 8 octobre 1997) du Ministre de la Justice selon laquelle la levée de centimes additionnels aux droits et redevances prévus dans l'arrêté royal précité n'est pas possible, ni la levée d'autres formes de droits ou de redevances sur l'acquisition ou la possession d'armes.

040/368-06 : Taxe sur les appareils de capture d'oiseaux

Taux maximum recommandé : 15 euros par appareil de capture.

040/368-12 : Taxe sur les terrains de tennis privés

Taux maximum recommandé : - 500 euros/an.

040/368-15 : Golfs

Taux maximum recommandé : 7.500 euros par an et par terrain de golf. Ce taux peut être modulé selon le nombre de trous, la superficie consacrée à la pratique de ce sport et le droit d'entrée.

Centimes additionnels, décime additionnel et impôts complémentaires

040/371-01 : Précompte immobilier - Centimes additionnels

Taux maximum recommandé : 2600

Les communes souhaitent à juste titre favoriser l'insertion de logements privés dans le secteur locatif social.

Il y a lieu d'attirer l'attention des communes sur le fait que, pour réaliser cet objectif, il convient d'adopter un mécanisme de subvention au bénéfice des propriétaires prouvant le paiement d'additionnels communaux pour ces logements.

Par contre, les communes ne peuvent décider localement - cette compétence étant régionale d'exonérer d'additionnels au précompte immobilier des logements qui sont la propriété de personnes de droit privé insérés dans un circuit locatif social.

Le modèle de calcul à employer pour les centimes additionnels au précompte immobilier est le suivant :

Revenu cadastral imposé pour l'exercice 2001 (non indexé) (à fournir par l'Administration du cadastre) :	(A)	.....
	(B)	.....
Taux des additionnels de 2001 :	(C)	.....
Montant des enrôlements pour l'exercice 2001 (à fournir par l'Administration des contributions directes) :	(D)	.....
Revenu cadastral imposé pour l'exercice 2000 (non indexé) :	(E)	.....
Prévision des enrôlements de 2003 pour un centime additionnel	(E)	.....
$\frac{A \times C}{B \times D}$:	(C)	.....
Taux des additionnels de 2003 :		.....
Prévision de la recette précompte immobilier (taux 2003-base 2001)	(G)	.....
E x F :		.....

L'article 518 du CIR prévoit l'indexation des revenus cadastraux avant application du précompte immobilier. La majoration de recette peut être estimée à 4,4 % pour l'exercice 2003 par rapport à l'exercice 2001 (sur base des montants de référence à l'indice 2001).

La prévision à porter au budget 2003 équivaut donc à $G \times 1,044$ (Prévision)

Si une commune dispose déjà, au moment de la confection de son budget 2003, des renseignements lui permettant de calculer la prévision budgétaire 2003 sur base du revenu cadastral imposé pour l'exercice 2002 et sur base du montant des enrôlements de l'exercice 2002, elle doit remplir la formule de calcul avec les renseignements les plus récents (exercice 2002 aux lignes A, B, et C et exercice 2001 à la ligne D) et tenir compte d'un pourcentage d'indexation de 1,9 % pour l'exercice 2003 par rapport à l'exercice 2002 (montants à l'indice 2002).

L'exemption dont bénéficiait la S.A. Belgacom, de tout impôt ou taxe au profit des provinces et communes prévue par l'article 25 de la loi du 29 juillet 1930 créant la R.T.T., a été supprimée par la loi-programme du 30 décembre 2001. Dès lors, les revenus cadastraux des immeubles appartenant à la S.A. Belgacom seront imposés au précompte immobilier et les provinces percevront la recette y afférente dès 2003.

Vu l'importance des recettes du précompte immobilier, je souhaite vivement que les communes collaborent au mieux avec l'Administration du cadastre afin de permettre à cette administration de tenir parfaitement à jour la documentation cadastrale.

Je tiens à ce sujet à rappeler que, conformément aux articles 2, § 1^{er} et 5, de l'arrêté royal du 10 octobre 1979, le bourgmestre de chaque commune désigne un indicateur-expert qui est tenu de participer aux expertises des immeubles, de concert avec le représentant de l'Administration du cadastre, et d'approuver et contresigner le procès-verbal des expertises dressé par ledit représentant de l'Administration du cadastre.

Dans la pratique, au vu des résultats d'une enquête récente menée auprès des directeurs régionaux de l'Administration du cadastre, il s'avère que les modalités d'exécution de cette collaboration de l'indicateur-expert ne sont généralement pas respectées.

En outre, conformément à l'article 18 du règlement pour la conservation du cadastre annexé à l'arrêté royal du 26 juillet 1877, les administrations communales délivrent trimestriellement les listes 220 des permis de bâtir et des permis de lotir délivrés et des changements survenus dans les propriétés.

Pour la mise à jour annuelle des documents cadastraux, les agents de l'Administration du cadastre sont amenés à visiter les immeubles repris aux inscriptions des listes 220 afin d'examiner si les nouvelles constructions prévues sont déjà occupées ou si les travaux de transformation, d'agrandissement et de démolition sont terminés. Or, beaucoup de ces visites sur place sont prématurées car les nouvelles constructions et transformations ne sont pas terminées et/ou pas occupées.

C'est pourquoi, une collaboration plus efficace de la part des communes, via leur indicateur-expert, semble nécessaire dans l'intérêt même des communes qui sont les principales bénéficiaires des recettes du précompte immobilier.

Je conseille donc aux communes de transmettre régulièrement à l'Administration du cadastre une liste des nouvelles constructions occupées ainsi qu'une liste des transformations terminées afin d'assurer une actualisation correcte de la documentation cadastrale.

040/372-01 : Personnes physiques

Taux maximum recommandé : 8,5 %

L'article 468 du Code des impôts sur les revenus permet aux communes de fixer un pourcentage de l'impôt dû à l'Etat comprenant une fraction limitée à une décimale.

Lorsqu'une commune modifie son taux d'imposition au moment de l'examen du projet de budget où figure une prévision formée sur une première estimation fournie par le Ministère des Finances sur base d'un taux initial inférieur à celui modifié, il convient de solliciter une nouvelle estimation liée au nouveau taux envisagé. La prévision de recettes à porter au budget ne peut pas être évaluée en pratiquant une règle de trois basée sur la première estimation des Finances. Afin d'éviter des variations annuelles préjudiciables, la formule de lissage de la prévision budgétaire autorisée par la circulaire du 4 décembre 1996 peut aussi être employée. Dans ce cas, la feuille de calcul sera jointe au dossier du budget.

A la suite de la problématique relative à la matière de la taxe additionnelle à l'IPP, abondamment relayée par la presse, je me permets de rappeler certaines règles de base applicables à la fiscalité des pouvoirs locaux.

Les communes ne doivent pas perdre de vue que les règles qui régissent l'établissement d'une taxe communale propre sont différentes de celles qui régissent l'établissement d'une taxe communale additionnelle.

Dans le domaine des taxes additionnelles, la commune est, en quelque sorte, dépouillée de sa compétence de fixer les caractéristiques essentielles du prélèvement qu'elle institue et ne dispose plus que de compétences qui lui sont reconnues expressément par la législation réglementant l'impôt de base sur lequel la commune est autorisée à lever un additionnel.

Concernant l'IPP, il ne fait aucun doute qu'en vertu de l'article 360 du CIR et de l'article 200 de son arrêté royal d'exécution du 27 août 1993, une taxe additionnelle votée par une commune pour l'exercice 2002 frappe d'office les revenus recueillis par le contribuable en 2001, sans que la commune puisse, au moment où elle vote sa taxe additionnelle pour l'exercice 2002, décider de la faire porter sur les revenus 2002.

Ainsi donc, une augmentation du taux de la taxe additionnelle à l'IPP décidée par une commune pour l'exercice 2002 trouve à s'appliquer aux revenus recueillis par le redevable en 2001.

040/373-01 : Véhicules automobiles

Les communes reçoivent d'office un décime additionnel à la taxe de circulation perçue par l'Etat sur les véhicules automobiles.

Dans le cadre de la législation actuelle, on ne peut concevoir une taxation des véhicules immatriculés à l'étranger.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 2002/27712]

18. JULI 2002 — Rundschreiben bezüglich des Haushaltsplans der Gemeinden der Region für das Jahr 2003

An die Frauen und Herren Bürgermeister und Schöffen

Zur Information:

An die Herren Gouverneure

An die Frauen und Herren Mitglieder der Ständigen Ausschüsse

An die Frauen und Herren Gemeindesekretäre und Gemeindevorsteher

An die Frauen und Herren Provinzregenten

Sehr geehrte Damen und Herren,

I. Einleitung

I.1. Vorwort

Nachstehend finden Sie meine Anweisungen für die Aufstellung der Gemeindehaushaltspläne ab dem Rechnungsjahr 2003. Das vorliegende Rundschreiben ist eine Aktualisierung des Rundschreibens vom 19. Juli 2001 bezüglich der Gemeindehaushaltspläne für das Jahr 2002, wobei lediglich die abgeänderten bzw. neuen Punkte und die erforderlichen Wiederholungen berücksichtigt werden.

Die betroffenen Punkte sind die Folgenden: II.1 Gesetzlicher Zeitplan; II.2.a Regel in Bezug auf den Inhalt; II.2.b Regel in Bezug auf die Form; II.3.b Übersichtstabelle; II.3.c Anlagen; II.4 Provisorische Mittel; II.5 Abänderungen des Haushaltsplans; II.5.b Zuschlagshundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug; Haushaltsmittelbeträge mit Bezug auf das vorangehende Rechnungsjahr; II.6.1 Artikel 02; II.6.4 äußerster Termin für die Ausgabenverpflichtungen; II.7 Eintreibung der Einnahmen; II.8 Jährliche Neubewertung der Güter des unbeweglichen Vermögens; II.10 Einführung des Euro in den lokalen Verwaltungen; II.11 Informatik; II.12 Dekret vom 1. April 1999 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region; II.14 Polizeizonen; III.1.a.1 Allgemeine Finanzierung der Gemeinden; III.1.a.2 Gemeindlicher «Tonus Plan» Leitlinie 1; III.1.b Steuerwesen; III.1.c Ausgleich für die Nichteintreibung der Zuschlagshundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug für bestimmte Immobilien; III.1.f Liberalisierung des Energiesektors; III.2.b Fakultative Ausgaben; III.2.c Personalausgaben; III.2.d Betriebsausgaben; III.2.e Übertragungsausgaben; III.2.f Schuldausgaben; III.2.f.1 Stabilisierung der Schuldenlast; III.2.f.6 Aufwendungen für neue Anleihen; IV.1 Allgemeines; V.1 Gemeinden, die einen Sanierungsplan, einen Verwaltungsplan oder einen Begleitvertrag haben; V.2 Gemeindlicher «Tonus Plan» Leitlinie 2; V.3 Regel des Überschussdrittels.

Ich erinnere Sie daran, dass es im Bemühen um Transparenz unerlässlich ist, jedem Ratsmitglied ein Exemplar des vorliegenden Rundschreibens zukommen zu lassen.

Im Rahmen der Partnerschaft zwischen den lokalen Behörden und den Aufsichtsbehörden steht Ihnen meine Verwaltung, die Generaldirektion der Lokalen Behörden des Ministeriums der Wallonischen Region (rue Van Opre 95, in 5100 Jambes - Tel.: 081-32 37 11 - Fax: 081-30 90 93 - E-Mail: dgpl@mrw.wallonie.be) zur Verfügung, um Ihre Fragen insbesondere bezüglich des vorliegenden Rundbriefs oder der neuen, an die Wallonische Region übertragenen Zuständigkeiten (Kirchenfabriken...) zu beantworten.

II. Allgemeine Richtlinien

II.1 Gesetzlicher Zeitplan

Der gesetzliche Zeitplan ist sowohl für die Abwicklung der Rechnung des vorangehenden Rechnungsjahres als auch für die Aufstellung des Haushaltsplans einzuhalten. Es sei daran erinnert, dass der Haushaltsplan vom Gemeinderat am ersten Montag des Monats Oktober (Artikel 241 des neuen Gemeindegesetzes) und die Rechnung des vorangehenden Rechnungsjahres im Lauf des ersten Quartals des nächsten Jahres (Artikel 238 des neuen Gemeindegesetzes) verabschiedet werden muss. Um Ihre Gemeinde gut zu verwalten, empfehle ich Ihnen ebenfalls, am Ende des Rechnungsjahres nur die unerlässlichen Änderungen des Haushaltsplans zu verabschieden, und das innerhalb einer Frist, die die normale Ausübung der Aufsicht in keinsten Weise behindert (Genehmigungsaufsicht und Evokationsrecht). Weitere Informationen zu diesem Thema können Sie unter dem weiter unten stehenden Punkt 11.5 finden.

II.2 Grundsätzliche Regeln in Bezug auf den Haushaltsplan

II.2.a Regel in Bezug auf den Inhalt

Die globale Ausgeglichenheit des Haushaltsplans sowohl des ordentlichen als auch des außerordentlichen Dienstes gilt als erster Grundsatz in der Finanzverwaltung. Dabei handelt es sich um eine in den Artikeln 252 und 253 des neuen Gemeindegesetzes enthaltene gesetzliche Vorschrift.

Andererseits befreit die Genehmigung eines Haushaltsmittels die Gemeindebehörden nicht von der Anwendung der verschiedenen Gesetzgebungen und Regelungen, die auf die durch dieses Haushaltsmittel gedeckte Handlung anwendbar sind.

II.2.b Regel in Bezug auf die Form

Die Formstrenge gebietet vor allem die strikte Übereinstimmung mit der normierten funktionellen und wirtschaftlichen Klassifikation und mit der normierten Klassifikation der allgemeinen und der individuellen Konten (Ministerielle Erlasse vom 30. Oktober 1990, 25. März 1994, 29. April 1996 und 9. Juni 1997).

Die Muster der Buchführungsdokumente, so wie sie durch die Ministeriellen Erlasse vom 23. September 1991 und 10. Januar 1996 festgelegt wurden, sind strikt anzuwenden.

Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass diesen Grundsätzen unbedingt nachzukommen ist; dies im Hinblick auf die bevorstehende Übertragung der Haushaltsplans- und Rechnungsunterlagen auf Datenträger.

Aufgrund von Artikel 12 der AGBO muss eine Kommission, der mindestens ein Mitglied des Kollegiums, der Sekretär und der Einnahmeholder angehören, ihre Stellungnahme abgeben betreffend die Rechtmäßigkeit und die voraussehbaren finanziellen Auswirkungen des Entwurfs des Haushaltsplans. Aus dem schriftlichen Bericht dieser Kommission muss die in der Versammlung geäußerte Stellungnahme eines jeden Mitglieds - selbst wenn es sich um eine einzelne Stellungnahme handelt - klar hervorgehen. Dieser Bericht muss dem Entwurf des Haushaltsplans, der

dem Gemeinderat vorgelegt wird, und dem Haushaltsplan, der der Aufsicht zur Billigung unterbreitet wird, beigefügt werden. Es sei daran erinnert, dass dieses Verfahren ebenfalls auf alle späteren Abänderungen des Haushaltsplans angewandt werden muss. Ich lege Nachdruck darauf, dass die Stellungnahme eines jeden Mitglieds im Bericht der Kommission deutlich aufzunehmen ist, wenn verschiedene Meinungen geäußert werden, und dass es verboten ist, irgendeine Äußerung zu «zensieren».

Ich erinnere daran, dass die Stellungnahme dieser Kommission eine wesentliche Formalität ist, wobei besagter Bericht eine gesetzliche und ausdrücklich vorgeschriebene Anlage ist. Das Fehlen der Stellungnahme dieser Kommission kann nur zu der Nichtbilligung des Haushaltsplans (oder der betroffenen Haushaltsplansabänderung/en) führen.

Gemäß Artikel 96 des neuen Gemeindegesetzes wird ein Bericht, in dem der Entwurf des Haushaltsplans zusammengefasst und die allgemeine und finanzielle Politik der Gemeinde bestimmt wird, den Entwurf des Haushaltsplans ebenfalls begleiten.

Schließlich bestehe ich darauf, dass der Haushaltsplan sowohl für die lokalen Vertreter als auch für die Aufsichtsorgane ebenso leicht zu handhaben wie zu lesen und zu verstehen sein muss.

II.3 Präsentation

II.3.b Übersichtstabelle

Die Übersichtstabelle ist keine einfache Anlage zum Haushaltsplan sondern ein grundlegender Bestandteil, der nicht davon getrennt werden darf. Die Artikel des Haushaltsplans mit Bezug auf die Übertragung der geschätzten Ergebnisse (000/951-01, 000/951-51 ...) müssen im Haushaltsplan getrennt bei den vorherigen Rechnungsjahren aufgeführt werden.

II.3.c Anlagen

Die nachstehenden Anlagen werden zwangsläufig dem dem Gemeinderat vorgestellten Entwurf des Haushaltsplans und dem nachträglich der Aufsicht unterbreiteten Haushaltsplan beigefügt:

- die Haushaltspläne der Gemeinderegion (mit der letzten durch die Aufsichtsbehörde gebilligten Jahresrechnung) und eine Abschrift der Seite des Haushaltsplans des ÖSHZ mit der Veranschlagung der Gemeindedotation oder, in Ermangelung dieser, eine Abschrift des Protokolls der Versammlung des in den Artikeln 26 und folgenden des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren erwähnten Konzertierungsausschusses;

die Tabelle, die (normalerweise) am Anfang des Haushaltsplans steht und allgemeine Auskünfte über die Gemeinde enthält;

- die Liste mit den Namen der Mieter und Pächter;

- die Tabelle der Gemeindeanleihen, nach Anleihen geordnet, mit zusammenfassender Übersicht;

- die Tabelle der Entwicklung der Gemeindegeldschuld (über sechs Rechnungsjahre, zwei vor und drei nach dem laufenden Rechnungsjahr) mit allen Veranschlagungen zukünftiger Anleihen und deren Rückzahlung. Auch die vorzeitigen Rückzahlungen, die gegebenenfalls während der in Betracht gezogenen Periode insbesondere anhand des Ertrags aus der an der Börse eingeführten Dexia 3-Aktie getätigt worden sind, müssen vermerkt werden;

- die Tabelle des Gemeindepersonals mit einer Notiz in Bezug auf den Einstellungs- und Beförderungsplan für das Haushaltsjahr (was eine genau veranschlagende Verwaltung und eine gute Information der Ratsmitglieder ermöglicht);

- die Tabelle der Entwicklung der seit fünf Jahren fälligen Schuldenlast;

- die Liste der Leistungsgarantien, die die Gemeinde Drittpersonen (natürlichen oder juristischen Personen,...) gewährt hat;

Dem ursprünglichen Haushaltsplan des Rechnungsjahres wird man eine Liste der durch die Gemeinde bezuschussten VoGs und anderen Vereinigungen beifügen, wobei die Gemeinde jede Beteiligungsart und die ihnen gewährten Beträge angeben wird, falls diese gleich oder höher als € 1.250 sind.

Wenn der Zuschuss der Gemeinde € 25.000 übersteigt, wird man die Bilanz und die letzte Jahresrechnung der VoG (oder mindestens eine Abschrift der Seite dieser Jahresrechnung mit Bezug auf den Zuschuss, zusammen mit einer Bescheinigung der Gemeinde, dass die im Gesetz vom 14. November 1983 über die Gewährung und die Verwendung von bestimmten Zuschüssen vorgesehen Kontrolle wirklich vorgenommen worden ist) dem mir vorgelegten Haushaltsplan beifügen müssen.

- Die Tabelle über Stand und Bewegungen der Rücklagen und Rückstellungen, aus der deren Entwicklung aufgrund der im Haushaltsplan vorgesehenen Zuführungen und Verwendungen klar hervorgeht (gegebenenfalls muss diese Tabelle bei jeder Abänderung des Haushaltsplans fortgeschrieben werden);

- Das Programm der Investitionen und der entsprechenden Finanzierungsmittel mit dem pro Artikel des Haushaltsplans aufgeteilten Programm der Investitionsausgaben für das veranschlagte Rechnungsjahr und der entsprechenden Finanzierungsmittel.

- Der ausführliche Text der Beratungen und Beschlüsse des Gemeinderats (s. II, 12)

Es sei darauf hingewiesen, dass:

- das Dreijahresprogramm ganz genau beschrieben und mit dem Vermerk DJP im Rande der Bezeichnungen identifiziert wird;

- die Tabelle alle vorgesehenen Investitionen umfassen muss und nicht nur die vorgesehenen Arbeiten (so müssen auch wichtige Investitionen z.B. im Bereich Büromaterial oder Fuhrpark aufgezählt werden);

- die zu Lasten des ordentlichen Dienstes ausgeführten internen Arbeiten in dieser Investitionstabelle aufgeführt werden.

Was die Übermittlung dieser Unterlagen an die Gemeinderatsmitglieder betrifft, werden diese deutlich über ihr Recht, alle Anlagen zu erhalten, informiert. Die Modalitäten zur Übermittlung dieser Anlagen werden den Gemeinderatsmitgliedern vor oder spätestens zum Zeitpunkt der Einsendung des Haushaltsplans mitgeteilt.

Dagegen werden diese Anlagen unbedingt der Aufsichtsbehörde übermittelt.

Andererseits kann das Fehlen einer (der mehrerer) dieser Anlagen zu Aufsichtsmaßnahmen führen, die mit einem Mangel in der Begründung von bestimmten Haushaltsmitteln verbunden sind (Fristverlängerung, Abänderung oder Nichtgenehmigung). Ich fordere Sie also nachdrücklich auf, der Aufsichtsbehörde eine vollständige Akte zukommen zu lassen.

II.4 Provisorische Mittel

Ist der Haushaltsplan noch nicht angenommen worden, muss der Gemeinderat ausdrücklich über diese Lage befinden und einen besonderen Beschluss über das Zurückgreifen auf provisorische Mittel fassen. Ein solcher Beschluss muss ausdrücklich durch die besagten besonderen Umstände begründet werden; es genügt nicht, lediglich festzustellen, dass der Haushaltsplan noch nicht verabschiedet worden ist. Es darf nur jeweils ein Zwölftel verabschiedet werden.

Es sei darauf hingewiesen, dass die Ausgabenverpflichtungen im Rahmen besonderer bezuschusster Aktionen für die Anwendung von Artikel 14 § 3 der AGBO nicht als fakultativ angesehen werden, wenn die Gemeinde die Notifizierung bezüglich ihres Anrechts auf den Zuschuss erhalten hat. In diesem Fall ist es ebenfalls erlaubt, die provisorischen Mittel zu benutzen, um neue im Haushaltsplan des Rechnungsjahres vorgesehene Ausgabenverpflichtungen, für die im Haushaltsplan des vorangehenden Rechnungsjahres keine Haushaltsmittelbeträge vorgesehen waren, einzugehen.

Der Genauigkeit halber weise ich darauf hin, dass die durch die Gemeinden gewährten Mahlzeitschecks selbstverständlich nicht als fakultative Ausgaben für die Anwendung der provisorischen Haushaltsmittel betrachtet werden.

II.5 Abänderungen des Haushaltsplans

Abänderungen, die nicht durch besondere Vorkommnisse (zum Beispiel die Zuführung der Ergebnisse der vorigen Jahresrechnung) vor dem 1. Mai des Haushaltsjahres gerechtfertigt sind, sollten möglichst vermieden werden.

Außerdem sollten aus evidenten Gründen und im Interesse der Gemeinde selbst ausschließlich die letzten Abänderungen am Ende des Rechnungsjahres verabschiedet werden, wenn dies aufgrund der Schätzung der Durchführung des Haushaltsplans des laufenden Rechnungsjahres oder aufgrund neuer Ausgabenverpflichtungen, die eingegangen werden müssen, erforderlich ist.

Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass aus dem neuen Gemeindegesetz klar hervorgeht, dass die Aufsichtsbehörde, wenn sie zu spät von diesen Abänderungen in Kenntnis gesetzt wird, gegebenenfalls keinen Beschluss vor dem 31. Dezember des Rechnungsjahres fasst, was die Abänderungen unausführbar machen und jede durch sie vorgesehene Ausgabenverpflichtung verhindern würde. Abänderungen des Haushaltsplans, die der Aufsichtsbehörde nach dem 31. Dezember des Rechnungsjahres vorgelegt werden, können ebenfalls nur Gegenstand eines förmlichen Nichtbewilligungsbeschlusses sein.

Deswegen empfehle ich Ihnen, nach dem 15. November des Rechnungsjahres nur diejenigen Abänderungen des Haushaltsplans zu verabschieden und der Aufsichtsbehörde zu übermitteln, die für die gute Funktionstüchtigkeit der Gemeinde unabdingbar sind, und die vor diesem Datum im Haushaltsplan nicht berücksichtigt werden konnten. Von den Gemeindevewaltern erwarte ich die höchste Genauigkeit.

II.6 Zuschlaghundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug: Haushaltsmittelbeträge mit Bezug auf das vorangehende Rechnungsjahr

Um Verspätungen bei der Eintreibung möglichst entgegenzuwirken, erlaubt die Aufsichtsbehörde den Gemeinden, bei der in Artikel 9 der AGBO vorgesehenen Abänderung des Haushaltsplans auf der Einnahmeseite einen (fiktiven) Haushaltsmittelbetrag mit Bezug auf das vorangehende Rechnungsjahr einzutragen, und zwar aufgrund einer Einschätzung der noch einzutreibenden Zuschlaghundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug. Dieser Haushaltsmittelbetrag darf nicht verwendet werden und wird am 31. Dezember des Rechnungsjahres automatisch annulliert.

Dieser Haushaltsmittelbetrag darf 95% der noch einzutreibenden Anrechte des letzten Steuerjahres, das heißt des dem veranschlagten Haushaltsplans vorangehenden Rechnungsjahres, nicht überschreiten.

Bei dieser Veranschlagung muss die Gemeinde jeden außergewöhnlichen Umstand (z.B. Betriebsschließung), der zu einer Steuerbefreiung oder einer bedeutenden uneintreibbaren Forderung führen könnte, berücksichtigen.

Die Eintragung dieses Haushaltsmittelbetrags muss zur gleichen Zeit wie die Eintragung des Ergebnisses der vorhergehenden Rechnung erfolgen (Artikel 9 der AGBO).

II.7 Ausgabenverpflichtungen

II.7.1 Artikel 02

Durch die Abänderungen des Haushaltsplans wird ein allzu häufiges Zurückgreifen auf Artikel 02 vermieden. Unter Artikel 02 dürfen lediglich Beträge erscheinen, die sich auf Überschreitungen aufgrund des vorigen Haushaltsplans verabschiedeter Haushaltsmittelbeträge und nicht etwa auf neue Haushaltsmittelbeträge beziehen.

Es ist ebenfalls ausdrücklich verboten, unter Artikel 02 fakultative Ausgaben einzutragen, da solche Verpflichtungen in Bezug auf Haushaltsmittelbeträge erst nach ihrer förmlichen Eintragung in den Haushaltsplan des Rechnungsjahres und nach Billigung durch die Aufsichtsbehörde eingegangen werden dürfen.

II.7.2 Äußerster Termin für die Ausgabenverpflichtungen

Ich erinnere Sie daran, dass es insbesondere aufgrund der Artikel 238 und 247 des neuen Gemeindegesetzes völlig illegal und daher ausdrücklich verboten ist, Haushaltsmittel vor deren förmlichen (oder wegen des Ablaufs der Frist, die der Aufsicht zur Stellungnahme gewährt wurde, stillschweigenden) Genehmigung für Verpflichtungen festzulegen, und dass ein Haushaltsmittel nicht vollstreckbar ist, wenn es vor dem 31. Dezember nicht genehmigt worden ist. Jeglicher Verstoß gegen diese Regeln wird in Zukunft strikte Sanktionen (worunter mögliche finanzielle Konsequenzen ...) gegen die für den Verstoß Verantwortlichen nach sich ziehen.

II.8 Eintreibung der Einnahmen

Ich erinnere ebenfalls daran, dass insbesondere aufgrund von Artikel 4 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern die in den Heberollen festgelegten Steuern unter den Einnahmen des Haushaltsjahres gebucht werden, in dem diese Heberollen für vollstreckbar erklärt werden. Ich weise nachdrücklich darauf hin, wie wichtig es ist, die Steuerheberollen im Laufe des Haushaltsjahres, auf das sie sich beziehen, für vollstreckbar zu erklären. Durch diese Vorgehensweise kann die Gemeinde nämlich dann von Jahr zu Jahr alle Steuereinnahmen, die sich auf die Berechnung der für die Bestimmung des Anteils am Gemeindefonds benutzten Steuerkoeffizienten und -quotienten auswirken, auf ausgeglichene Weise berücksichtigen.

Wenn eine Gemeinde Einnahmen aus Heberollen des vorhergehenden Rechnungsjahres, die zwischen dem 1. Januar und dem 30. Juni des laufenden Rechnungsjahres für vollstreckbar erklärt worden sind, in den Haushaltsplan des laufenden Rechnungsjahres eintragen will, kann diese Verrichtung einerseits nur zum Zeitpunkt der Eintragung des Ergebnisses der Rechnung erfolgen, um jede doppelte Buchung von Einnahmen zu verhindern, und andererseits nur durch eine Eintragung von Einnahmen, die in den Haushaltsplänen der vorhergehenden Rechnungsjahre erscheinen muss. (Dies gilt nicht, wenn die Gemeinde in ihrem vorhergehenden Haushaltsplan lediglich den Teil der Einnahmen aus Heberollen eingetragen hat, die während dieses Rechnungsjahres für vollstreckbar erklärt wurden).

II.9 Jährliche Neubewertung der Güter des unbeweglichen Vermögens

Für die Anwendung von Artikel 21 der allgemeinen Gemeindebuchführungsordnung (AGBO) ist der ABEX-Index für die Rechnung 2002 540.

II.10 Einführung des Euro in den lokalen Verwaltungen

Ich erinnere daran, dass nur Beträge in Euro mit zwei Dezimalzahlen (nicht mehr nicht weniger) im Haushaltsplan und in den Haushaltsplanänderungen stehen dürfen. Es ist nicht untersagt, die Beträge auf den oberen Euro aufzurunden (unter der Bedingung, dass es sich nicht um einen durch eine höhere Behörde mitgeteilten Betrag oder um die Notifizierung einer durchzuführenden Ausgabe handelt; dann muss der Betrag unaufgerundet angegeben werden, z.B. wenn er von dem Gemeindefonds kommt); in diesem Fall müssen aber auch zwei Nullen nach dem Komma stehen.

II.11 Informatik

Die Gemeinden müssen dafür Sorge tragen, dass ihre Datenverarbeitungsanlage nach und nach angepasst wird, damit die bilaterale Übermittlung von Informationen mit der Generaldirektion der Lokalen Behörden des Ministeriums der Wallonischen Region leichter vonstatten geht. Durch diese Anpassungen können die Standardprogramme der Datenübertragung, so wie sie durch das den EDV-Unternehmen übermittelte Übertragungsprotokoll festgelegt wurden, eingehalten werden.

II.12 Dekret vom 1. April 1999 zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region

Im Rahmen des Dekrets zur Regelung der Aufsicht ist es angebracht, die Haushaltspläne und deren Abänderungen zusammen mit allen ihren Belegen (die deren vollständige Analyse vor deren Genehmigung ermöglichen) und insbesondere den vollständigen Text der Beratungen und Beschlüsse des Gemeinderats zu übermitteln.

II.13 Dotation für die Polizeizonen

Das Gesetz vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes (*Belgisches Staatsblatt* vom 5. Januar 1999) setzt eine neue grundlegende Organisation dieses Sektors voraus.

Aufgrund des Artikels 34 dieses Gesetzes muss der Haushaltsplan der Zone im Laufe des Monats Oktober erstellt werden, wobei insbesondere die durch jede der Gemeinden der Zone vorgesehenen, verabschiedeten und in deren Gemeindehaushaltsplan eingetragenen Dotationen berücksichtigt werden.

Die lokalen Behörden werden ebenfalls auf die Artikel 33, 38 bis 41, 71 bis 84, 88 und 208 des vorerwähnten Gesetzes vom 7. Dezember 1998 hingewiesen, die sich auf den Haushaltsplan und die Buchführung beziehen.

Ein ministerielles Rundschreiben des Ministers des Inneren bezüglich der Richtlinien für die Erstellung des Polizeihaushaltsplans 2003 zur Benutzung durch die Zonen müsste im Laufe des zweiten Halbjahres 2002 ausgefertigt werden. Dieses Rundschreiben wird es den Gemeinden ermöglichen, ihre Gemeindedotation bestens zu bestimmen, dies im Hinblick auf die Haushaltspläne 2002 der Polizeizonen und auf die Übernahme der zulässigen Mehrkosten durch die Föderalebene.

Es ist zu erwähnen, dass die Gemeindedotation und die Handlungen der Polizeizonen der in dem Gesetz vom 7. Dezember 1998 (Rundschreiben PLP 12 und 13ter des Ministeriums des Inneren) beschriebenen spezifischen Aufsicht unterliegen.

Weitere Anweisungen von der Wallonischen Region werden nachträglich den Gemeinden per Rundschreiben mitgeteilt, insbesondere um den Zusammenhang zwischen der in dem Gemeindehaushaltsplan vorgesehenen Gemeindedotation und der im Haushaltsplan der Polizeizone vorgesehenen Dotation zu optimieren.

III. Ordentlicher Haushalt

III.1 Einnahmen

III.1.a.1 Allgemeine Finanzierung der Gemeinden

Die Gemeinden der ersten Kategorie tragen unter Artikel 021/466/01 (Hauptdotation) eine Veranschlagung ein, die dem Betrag entspricht, den sie im Jahr 2003 aufgrund des im regionalen Haushaltsplan eingetragenen Haushaltsmittelbetrags erhalten werden.

Die Gemeinden der zweiten und dritten Kategorie tragen unter Artikel 021/466/01 (Hauptdotation) eine Veranschlagung ein, die dem Betrag entspricht, den sie 2002 als definitiven Anteil erhalten haben, und unter Artikel 024/466/01 (spezifische Dotation) eine Veranschlagung in Höhe von 90% des definitiven Anteils, den sie 2001 erhalten haben. Auf diese Veranschlagungen muss ein Indexierungskoeffizient von 1,01 angewandt werden.

Ich weise besonders darauf hin, dass Beträge, die im Rahmen von Korrektur-, Ausgleichs- oder Einzelmaßnahmen gewährt wurden, in der oben erwähnten Berechnung nicht berücksichtigt werden dürfen. Das Gleiche gilt für eventuelle Berichtigungen früherer im Rechnungsjahr 2002 erhaltener Dotationen, die in dieser Rechnung ebenfalls nicht berücksichtigt werden dürfen.

Für alle Fälle erinnere ich daran, dass der Sonderfonds für Sozialhilfe in den Haushaltsplan des ÖSHZ der Gemeinde eingetragen wird.

III.1.a.2 Gemeindlicher «Tonus Plan» Leitlinie 1

Ganz konkret sind die nachstehenden Tranchen betroffen:

- durchschnittliches Einkommen pro Einwohner: die Verteilung wird jährlich auf der Grundlage der Einwohnerzahlen überprüft; unter Berücksichtigung des normalen Wachstums der Bevölkerung erlaube ich aber die Eintragung von 80% (vorsichtshalber) des 2002 erhaltenen Anteils (für 258 Gemeinden unter Ausschluss der vier größten Städte der Wallonischen Region)

- pauschaler Zuschuss von € 74.368,06 (3 Mio BEF in 2001 und 2002) pro Gemeinde: es handelt sich um eine regelmäßige Maßnahme; daher ist die Eintragung dieses Betrags in 2003 wie in 2001 und in 2002 angenommen (für 258 Gemeinden unter Ausschluss der vier größten Städte der Wallonischen Region)

- Ausgleich für den Verlust in der Hauptdotation: wegen ihres unvorhersehbaren Charakters wird keine Eintragung angenommen

- Ausgleich Steuerfrieden: 60% des «Verlusts» waren im Jahre 2001 gedeckt und 40% im Jahre 2002. Im Jahre 2003 werden 20% gedeckt sein. Für 2003 nehme ich daher die Eintragung eines Betrags, der 50% des 2002 erhaltenen Betrags entspricht, an

- Ausgleich für Hauptorte: (Wavre und Eupen): es handelt sich um eine regelmäßige Maßnahme; daher nehme ich in 2003 für die beiden betroffenen Gemeinden die gleiche Eintragung wie in 2002 an

- Der Gesamtbetrag der so angenommenen Beträge wird wie in 2001 und 2002 unter einen Artikel 02910/466-48 eingetragen.

III.1.b Steuerwesen

Die den Gemeinden zugeteilte Steuerautonomie muss mit der der Wallonischen Regierung anvertrauten Aufgabe der Wahrung des Gemeinwohls in Einklang gebracht werden. Im Interesse dieses Gemeinwohls soll dafür Sorge getragen werden, dass sich die Steuerpolitik der Gemeinde in den allgemeineren Rahmen der gesamten Besteuerung, die auf den wallonischen Unternehmen und Bürgern lastet, einfügt.

Demnach müssen die Gemeinden und anderen Behörden um die Führung einer kohärenten und vernünftigen Politik bemüht sein, und die von den Steuerpflichtigen verlangte globale finanzielle Anstrengung muss den Charakter einer gerechten Beteiligung der Bürger und Unternehmen am Leben der Region behalten.

Ich bitte die Gemeinderäte, sich während des Rechnungsjahrs 2003 auch weiterhin für den Steuerfrieden einzusetzen. In diesem Kontext bin ich der Ansicht, dass die aktuellen Einschränkungen, außer in ganz besonderen Situationen, dem allgemeinen Interesse Rechnung tragen.

Ich bitte die Gemeinderäte ebenfalls, sich auf die Steuern zu beschränken, die in der in Anlage 1 beigefügten Nomenklatur vermerkt sind. In der Praxis hat sich erwiesen, dass durch die Auswahl dieser Steuern und deren Anwendung zu den empfohlenen Sätzen eine größere Rechtssicherheit garantiert und das Gemeinwohl nicht beeinträchtigt wird. Gemeinden, die vor dem 1. Januar 1998 Steuersätze anwandten, die über denjenigen der dem vorliegenden Erlass beigefügten Nomenklatur liegen, können diese im Übrigen ungehindert beibehalten.

Um den durch die Verfassung verbürgten Grundsatz der Gemeindeautonomie zu bewahren, obliegt es der Aufsichtsbehörde, eine konkrete und individuelle Überprüfung der jeweiligen Umstände vorzunehmen, wenn sie die Elemente zur Begründung der Verabschiedung einer neuen Steuerverordnung gegenüber einem Gemeinderat beurteilen soll. Wenn sie jegliche Steuerverordnung übermitteln, die diesen Empfehlungen nicht genügen würden, werden die Gemeinden daher aufgefordert, die Gründe, warum sie meinen, dass die betroffene Steuerverordnung als notwendig zu berücksichtigen ist, detailliert zu erläutern, wobei gegen das Gemeinwohl und das Wohl der Region nicht verstoßen wird.

Die Beobachtungsstelle für die Gemeindefinanzen hat in ihrem Bericht zum Steuerwesen empfohlen, den Gemeinden die Möglichkeit zu geben, ihren Satz der Zuschlagsteuer auf die Einkommenssteuer der natürlichen Personen zu erhöhen, um die Folgen aufzufangen, die sich für sie aus der vom Föderalstaat eingeführten Steuerreform ergeben.

Aufgrund der Auswirkung der Steuerreform auf die Einkommen 2002 (das heißt auf das Steuerjahr 2003) erlaubt es der erwartete Verlust an steuerlichen Erträgen, eine Erhöhung des höchsten empfohlenen Satzes von 8% auf 8,5% für die Jahre 2003 und 2004 gegebenenfalls zu rechtfertigen.

Ich erinnere ebenfalls daran, dass die für die Eintragung der Zuschlagsteuern durch das Finanzministerium in Betracht gezogenen Verwaltungskosten im Jahre 2003 von 2% auf 1% der Einnahmen der Steuer auf die natürlichen Personen herabgesetzt werden.

Schließlich erinnere ich daran, dass die Regelungen in Bezug auf die Gemeindesteuern der Genehmigungsaufsicht unterliegen.

III.1.b.2 Besondere Empfehlungen

Ganz besonders lenke ich die Aufmerksamkeit der Gemeindevertreter auf das Verbot, bestimmte Steuern zu erheben:

eine Steuer auf die Zustellung von Gerichtsschreiben an Privatpersonen ins Haus (verboten aufgrund von Artikel 37 § 3 des Gerichtsgesetzbuches);

— eine Steuer auf Spiele und Wetten mit Ausnahme der Pferderennen (verboten aufgrund von Artikel 74 des Gesetzbuches über die den Einkommenssteuern gleichgestellten Steuern);

— eine Steuer auf Wasserentnahmestellen (Urteil Nr. 33.727 des Staatsrats vom 7. Januar 1990, gemäß dem diese Steuer die Regel betreffend die Steuergebiete verletzt, Urteil Nr. 26.210 des Staatsrats vom 10. April 1986 und Entscheid Nr. 87.161 des Staatsrats vom 10. Mai 2000, aufgrund deren der von der Aufsichtsbehörde erhobene Vorwurf der Unzweckmäßigkeit dieser Steuer angenommen wurde);

— eine Steuer auf bewirtschaftete Waldungen (Urteil Nr. 13.835 des Staatsrats vom 11. Dezember 1969, aufgrund dessen der von der Aufsichtsbehörde erhobene Vorwurf der Unzweckmäßigkeit dieser Steuer angenommen wurde);

— eine Steuer auf die Verteilung der offiziellen Telefonbücher (Verbot, eine Leistung zu besteuern, die der föderale Gesetzgeber als einen Teil des universellen Leistungsangebots des Fernmeldewesens ansieht - Artikel 84 § 1 des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen);

— eine Steuer auf Parabolantennen (mit Gründen versehene Stellungnahme der Kommission der Europäischen Gemeinschaften vom 26. Mai 1999). Die noch nicht eingetribenen Einnahmen gleich welchen Ursprungs müssen unter die uneintreibbaren Forderungen eingetragen werden, da diese Steuer aufgrund von Artikel 49 des EG-Vertrags illegal ist; daher darf es nicht mehr zu Verfolgungen im Hinblick auf die Zahlung dieser Steuer kommen, und dies unbeschadet der Tatsache, dass es keine Verpflichtung gibt, den Steuerpflichtigen, die die Steuern zeitig gezahlt und keine diesbezügliche Beschwerde eingereicht haben oder deren Steuerbeschwerde zurückgewiesen worden ist, ihr Geld zurückzahlen;

— eine indirekte Steuer auf Bergwerke, Gruben und Steinbrüche (Urteil Nr. 85.563 vom 23. Februar 2000 des Staatsrates, der diese Steuer für einen verbotenen Oktroi aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1860 über die Aufhebung der Gemeindeoktrois hält);

— eine Abgabe für das Fehlen von Parkplätzen (diese Abgabe ist illegal, weil keine zulässige Grundlage besteht).

Ich möchte zudem an einige zweckdienliche Empfehlungen erinnern:

1. Nach dem Prinzip der Gleichheit der Bürger vor dem Gesetz, so wie es in Artikel 10 und 172 der Verfassung verankert ist, müssen alle, die sich in derselben Situation befinden, auf dieselbe Weise besteuert werden. Die zur Rechtfertigung einer unterschiedlichen Behandlung der Steuerpflichtigen angeführten Kriterien müssen objektiv sein und im Zusammenhang mit der Art der Steuer stehen. Durch eine andere Verfahrensart würde die betreffende Steuer rechtswidrig sein und somit nicht genehmigt werden.

Demnach müssen die Gemeinden auf die Einhaltung der Gleichheit von Tatbeständen oder Situationen, in denen Personen sich befinden, achten. Eine unterschiedliche Behandlung der Steuerpflichtigen, die (für natürliche Personen) ihren Wohnsitz oder (für juristische Personen) ihre Hauptniederlassung in der Gemeinde haben, und der anderen Steuerpflichtigen ist nur in genau definierten, zweckdienlichen und objektiv festgelegten Fällen zugelassen.

Der Staatsrat hat solche Steuerordnungen oft schon annulliert, weil Steuerpflichtige unterschiedlich behandelt worden waren.

2. Bei der Einführung einer Steuer muss nicht nur ihrem tatsächlichen Nettoaufkommen, den Kosten der Erfassung, der Eintragung in die Heberolle und der Eintreibung, sondern auch ihren Auswirkungen auf Wirtschaft, Gesellschaft und Umwelt Rechnung getragen werden. Dies schließt die Rolle des Steuerwesens als politisches Mittel natürlich nicht aus.

3. Ich empfehle den Gemeinden, gut darauf zu achten, der Aufsichtsbehörde die Regelungen bezüglich der Zuschlagsteuern früh genug zu verabschieden und zu übermitteln. Dies, um den Dienststellen der Generaldirektion der Lokalen Behörden zu ermöglichen, der Zentralverwaltung der direkten Steuern, Dienststelle für maschinelle Datenverarbeitung (KARDEX), Direktion VI/1, Tour des Finances, boulevard du Jardin Botanique 50/52, in 1010 Brüssel, die genehmigte Sätze dieser Steuern zu übermitteln, und zwar spätestens bis zum:

- 31. März des Veranlagungsjahres für die Zuschlaghundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug;
- 31. Mai des Veranlagungsjahres für die Zuschlaghundertstel auf die natürlichen Personen.

Bei Nichteinhaltung dieser Regeln wird die Eintreibung dieser Steuereinnahmen verzögert und nicht nur das Gleichgewicht des Barmittelbestands dieses Haushaltsjahres, sondern auch das des nächsten Haushaltsjahres gefährdet.

Um Missverständnisse und zusätzliche Heberollen zu vermeiden, empfehle ich außerdem, außer bei außergewöhnlichen Umständen, die Sätze der Zuschlagsteuern während eines Rechnungsjahres nicht zu ändern.

4. Die Empfehlungen des Rundschreibens eines meiner Vorgänger vom 9. August 1985 mit dem Titel «Provinzial- und Gemeindesteuern - Steuerbefreiung zugunsten der neuen Industrien und der Investitionen» sind weiterhin gültig.

Außer der Befreiung im Sinne von Artikel 16 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, so wie er durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 25. Juni 1992 ersetzt worden ist, die automatisch die Befreiung von den Zuschlaghundertstel auf den provinziellen und kommunalen Immobiliensteuervorabzug auf die betroffenen Immobilien mit sich bringt, können die Gemeinderäte unter gewissen Bedingungen die neuen Industrien und die Investitionen auf ihrem Gebiet zeitweilig von bestimmten Steuern befreien; diese Befreiung kann vor allem folgende Steuern betreffen:

- die Steuern auf Motoren;
- die Steuern auf gefährliche, lästige und gesundheitsgefährdende Betriebe;
- die Steuern auf Bauten.
- die Steuer auf Schilder und gleichgestellte Reklamen;
- die industrielle Ausgleichsteuer;
- die verschiedenen Steuern auf das Industrievermögen.

5. Die Gemeinden dürfen keine abschreckenden Steuern einführen, die nur dazu dienen sollen, die Ausübung einer im Übrigen rechtmäßigen Tätigkeit zu verhindern.

Eine Steuer darf auch nicht auf illegale Situationen angewandt werden, um diesen ein Ende zu setzen. In diesen Fällen müssen nämlich strafrechtliche Mittel benutzt werden (oder die neue Möglichkeit, die durch das Gesetz vom 13. Mai 1999 über die Verwaltungssanktionen in den Gemeinden geboten wird, eine administrative Geldstrafe zu erstellen). Diesbezüglich verweise ich auf Artikel 119bis des neuen Gemeindegesetzes für die Modalitäten der Anwendung entweder einer Geldstrafe im strafrechtlichen Sinn oder einer administrativen Geldstrafe bei Verstoß gegen eine Verordnung oder Gemeindeverfügung.

6. Kommunale Zuschlagsteuern auf die Provinzialsteuern

Seit Inkrafttreten des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern ist die Behörde, die beauftragt ist, die Steuerheberollen für vollstreckbar zu erklären, eine andere, je nachdem, ob es sich um eine Gemeinde- oder um eine Provinzialsteuer handelt. Außerdem werden die Provinzialsteuern fortan nicht mehr durch den Staat, sondern durch den Provinzialeinnehmer eingetrieben (Artikel 113octies des Provinzialgesetzes); dieser hat keinerlei Befugnisse im Rahmen der Einziehung von Steuern, die durch andere Verwaltungsbehörden als die Provinz erhoben worden sind.

Infolge dieser von der föderalen Behörde ausgehenden Doppelreform besteht keine ausreichende Rechtsgrundlage mehr für die Einziehung oder Eintreibung einer kommunalen Zuschlagsteuer auf eine Provinzialsteuer.

Es ist also notwendig, dass die von derartigen Zuschlagsteuern betroffenen Gemeinden ihre diesbezüglichen Bestimmungen überprüfen.

7. Der Begriff, «Gebühr» wird durch zwei Hauptmerkmale gekennzeichnet:

— die Zahlung erfolgt infolge einer Dienstleistung, die durch die Gemeinde an ein Unternehmen oder einen Haushalt erbracht und zu ihrem persönlichen Vorteil geleistet worden ist (Begriff des geleisteten Dienstes), ob diese Dienstleistung freiwillig von dem Unternehmen oder Haushalt beantragt oder diesem durch irgendeine Regelung auferlegt worden ist;

— die Kosten müssen von der Person, die die Dienstleistung erhalten hat, getragen werden. Demnach müssen die Kosten der Dienstleistung und die verlangte Gebühr angemessen sein und einander entsprechen, was die Einführung eines Pauschalbetrags für die Rückforderung von kleinen Beträgen nicht ausschließt.

8. Die verschiedenen Gemeindesteuern müssen im Haushaltsplan der Gemeinde unter den entsprechenden Kodenummern, die in der genormten funktionellen und wirtschaftlichen Klassifikation (Ministerielle Erlasse vom 30. Oktober 1990, 25. März 1994, 29. April 1996 und 9. Juni 1997) festgelegt worden sind, eingetragen werden. Die in dieser Klassifikation nicht aufgenommenen Steuern müssen unter der in der beigefügten Anlage vermerkten Kodenummern im Haushaltsplan eingetragen werden.

9. Sanktionen in puncto Steuerverordnungen Artikel 12 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern bestimmt, dass Titel VII Kapitel 10 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 auf die lokalen Steuern zur Anwendung kommt. Das bedeutet, dass die strafrechtlichen Sanktionen, die in Abschnitt 2 des vorerwähnten Kapitels vorgesehen sind, auf die Verstöße in Bezug auf die lokalen Steuern angewandt werden; der Gemeinderat selbst kann also diesbezüglich keine strafrechtlichen Sanktionen festlegen. Das gilt auch für die administrativen Geldstrafen, die in Abschnitt 1 des besagten Kapitels (Artikel 445) vorgesehen sind. Hinsichtlich der Steuererhöhungen bei Abgabe einer falschen, unvollständigen oder ungenauen Erklärung ermöglicht Artikel 6 Absatz 5 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 es dem Gemeinderat, bei Eintragung der Steuer von Amts wegen Steuererhöhungen vorzusehen, deren Betrag das Doppelte des geschuldeten Betrags nicht überschreiten darf. Folglich kommt Artikel 444 des Einkommensteuergesetzbuches nicht auf diesen Fall zur Anwendung.

10. In den abgelaufenen Rechnungsjahren sind wegen der häufigen Abänderungen der kommunalen Steuerverordnungen mehrfach Probleme in Bezug auf ihre Übersichtlichkeit aufgetreten. Um der Gemeinde unangenehme Probleme bei Streitsachen zu ersparen, ist es der Klarheit halber ratsam, bei einer Abänderung nochmals die gesamte Verordnung zu verabschieden. Es ist auf jeden Fall nicht normal, dass man sich zur Erfassung der steuerlichen Lage eines Steuerpflichtigen auf eine Verordnung (die manchmal älter als zehn Jahre ist) und auf etwa zehn nachfolgende Abänderungen beziehen muss. In dem Bemühen, den neuen Gemeinderäten einen Einblick in die gesamte kommunale Steuerpolitik zu verschaffen, schlage ich ganz allgemein vor, die Gesamtheit der Steuerverordnungen neu zu verabschieden und ihre Gültigkeitsdauer auf jeden Fall auf die Gemeindelegislaturperiode zu beschränken.

11. Einhaltung der Artikel 112 und 114 des neuen Gemeindegesetzes. Anlässlich der Untersuchung mehrerer Akten neueren Datums habe ich festgestellt, dass viele Gemeinden das in Artikel 112 des neuen Gemeindegesetzes vorgesehene Verfahren in Bezug auf die Bekanntmachung ihrer Verordnungen nicht einhalten.

Ich erinnere also daran, dass die Verordnungen und Verfügungen des Gemeinderates, des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums und des Bürgermeisters aufgrund dieses Artikels durch den Bürgermeister veröffentlicht werden müssen, und zwar per Anschlag, der den Gegenstand der Verordnung oder der Verfügung, das Datum des Beschlusses, durch den die Verordnung beziehungsweise die Verfügung angenommen wurde, und gegebenenfalls der Beschluss der Aufsichtsbehörde enthält. Auf dem Anschlag sind auch der oder die Orte erwähnt, wo der Text der Verordnung beziehungsweise der Verfügung von der Öffentlichkeit eingesehen werden kann.

Die Gemeinde muss ebenfalls ein Register mit den Veröffentlichungen der Verordnungen und Verfügungen führen, die die Gemeindebehörden angenommen haben, und dabei die diesbezügliche Vorschriften des am 29. Oktober 1991 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Königlichen Erlasses vom 14. Oktober 1991 einhalten. Im Streitfall zwischen der Gemeinde und einem Bürger, der behauptet, nicht unter eine bestimmte Regelung zu fallen, liefert einzig die Vorlage eines Auszugs aus diesem Register den unwiderlegbaren Beweis dafür, dass die besagte Verordnung veröffentlicht worden und demzufolge anwendbar ist.

Das Aushängen muss mindestens 24 Stunden dauern. Diese Dauer von 24 Stunden wird der kombinierten Auslegung des Artikels 114 des neuen Gemeindegesetzes (der sich mit dem Datum der Veröffentlichung befasst) und eines Urteils des Kassationshofes entnommen, aufgrund dessen das Aushängen als eine beständige Veröffentlichungsart zu verstehen ist, die es den Betroffenen ermöglicht, zu jeder Zeit von den durch die Regelungen und Verordnungen vorgeschriebenen Maßnahmen Kenntnis zu nehmen (folglich genügt eine Veröffentlichung in den Räumlichkeiten der Gemeindeverwaltung lediglich während der Bürostunden den Vorschriften des Gesetzes nicht).

Diesbezüglich weise ich ebenfalls darauf hin, dass die Gemeinden die Folgen der in Artikel 114 des neuen Gemeindegesetzes angeführten Regel, laut deren die in Artikel 112 erwähnten Verordnungen und Verfügungen, insofern in ihnen kein anderes Datum festgelegt wird, am fünften Tag nach ihrer Veröffentlichung verbindlich werden, oft missverstehen. Liest man diese Regel parallel zu Artikel 190 der Verfassung, bedeutet sie, wie auch in der Rechtsprechung des Staatsrates belegt (Entscheid Nr. 72.843 vom 30. März 1998), dass eine Regelung frühestens am Tag ihrer Veröffentlichung (oder, wenn es sich um eine der besonderen Genehmigungsaufsicht unterliegende Regelung handelt, am Tag der Veröffentlichung des Beschlusses der Aufsichtsbehörde) verbindlich werden kann.

Die Gemeinden sind also nicht befugt vorzusehen, dass eine Regelung an einem bestimmten Datum verbindlich wird (zum Beispiel am 1. Januar des Rechnungsjahres), das vor der gemäß Artikel 112 vorgenommenen Veröffentlichung dieser Regelung liegt; dabei würde es sich um den Versuch handeln, eine Regelung aufzulegen, deren Inhalt zu diesem Datum für die betroffenen Bürger noch nicht verbindlich war.

Außerdem muss noch zwischen den direkten und den indirekten Steuern unterschieden werden, insofern nur eine direkte Steuer am 1. Januar des betroffenen Rechnungsjahres rückwirkend gelten kann.

Zur Erinnerung ist eine direkte Steuer eine Steuer auf einen dauerhaften Umstand (z.B.: die Steuer auf unbebaute Grundstücke). Im Gegenteil betrifft die indirekte Steuer eine isolierte Tatsache, für welche der Steuerpflichtige der erklärte oder, in Ermangelung dessen, der vermutete Urheber ist.

Aufgrund dessen empfehle ich Ihnen, Ihre Steuer- und Gebührenverordnungen früh genug zu erneuern, damit Sie vor dem 1. Januar des betreffenden Rechnungsjahres die Genehmigung erhalten, die notwendig ist, damit diese Verordnungen auf die entsprechenden Sachverhalte ab dem 1. Januar anwendbar sind.

In der Praxis dürften diese Regeln keine Schwierigkeiten aufwerfen, da Artikel 241 des neuen Gemeindegesetzes vorsieht, dass der Gemeinderat jährlich am ersten Montag des Monats Oktober zusammentritt, um über den Ausgaben- und Einnahmenhaushaltsplan der Gemeinde für das nächste Rechnungsjahr zu beraten und zu beschließen. Vorausschauende Gemeinden nehmen diese Gelegenheit wahr, um ihre am Ende des Rechnungsjahres auslaufenden Steuerverordnungen zu erneuern.

Außerdem möchte ich, dass die Veröffentlichung dieser Steuerverordnungen auch dadurch gewährleistet wird, dass man sie auf der Internet-Seite der Gemeinde - wenn eine solche besteht - aufnimmt.

Ich erinnere ebenfalls daran, dass die Einziehung des Betrags einer Steuer zu einem Zeitpunkt, an dem sie noch nicht einforderbar ist, verboten ist. Artikel 3 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern erlaubt es den Gemeinden nicht, den Steuerpflichtigen dazu zu verpflichten, den Betrag einer Steuer zu einem Zeitpunkt zu zahlen, an dem sie im Sinne des vorerwähnten Gesetzes vom 24. Dezember 1996 noch nicht einforderbar ist, und keine Bestimmung positiven Rechts sieht die Möglichkeit vor, eine Gemeindesteuer einzuziehen, bevor sie vom Steuerpflichtigen geschuldet wird. So ist zum Beispiel im Fall einer bar zu zahlenden Steuer - wie der Steuer auf die Ausstellung von Verwaltungsdokumenten - diese Steuer im Sinne des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern erst einforderbar, wenn es zur Durchführung der steuerbaren Handlung kommt (in diesem Fall zur Ausstellung des Dokuments), oder zum Zeitpunkt ihrer Eintragung in die Heberolle, wenn sich herausstellt, dass die Steuer nicht in bar eingefordert werden kann. Im vorliegenden Fall verletzt eine Gemeinde, die die Einziehung der Steuer zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags vorsieht, wenn das beantragte Dokument nicht sofort ausgestellt werden kann, das Prinzip der Rechtmäßigkeit, aufgrund dessen keine Behörde handeln und beschließen darf, wenn die Handlung oder der Beschluss sich nicht in den Rahmen bestehender Gesetze oder existierender und ordnungsgemäß verabschiedeter untergeordneter Rechtsnormen einfügt.

13. Was die Verpflichtung betrifft, die De-commodo-et-incommodo-Untersuchung vorzunehmen, erinnere ich Sie daran, dass diese Formalität keine obligatorische, vor der Verabschiedung einer Steuerverordnung durchzuführende Formalität ist. Andererseits, ist, was die Gemeinden betrifft, die sich trotzdem zur Durchführung einer solchen Untersuchung entscheiden, zu erwähnen, dass die Durchführung dieser Untersuchung die Gemeinde von den Formalitäten in Bezug auf die Veröffentlichung ihrer Regelung im Sinne der Artikel 112 und 114 des neuen Gemeindegesetzes nicht befreit.

III.1.c Ausgleich für die Nichteintreibung der Zuschlagshundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug für bestimmte Immobilien

Artikel 025/466/09 - Die Gemeinden tragen den letzten bekannten Betrag ein.

III.1.d Feuerwehrdienst - Beteiligung der Provinz

Im Rahmen der durch die Wallonische Regierung am 13. Juni 2002 gefällten Entscheidungen habe ich den Provinzbehörden empfohlen, die Eintragung eines Haushaltsmittels bezüglich der zusätzlichen Maßnahmen der Provinz, nämlich Maßnahmen, die die Lasten der Gemeinden unmittelbar verringern, insbesondere durch die Beteiligung der Provinz an der Finanzierung und der Verwaltung der Feuerwehrdienste, vorzusehen.

Für 2003 ist es vorgesehen, dass diese Maßnahmen 3% der Dotation des Fonds der Provinzen erreichen.

Weitere Auskünfte über die Modalitäten bezüglich der Verbuchung dieser neuen Einnahme ab 2003 und über die vorzusehenden Beträge werden per Ministerialrundsreiben mitgeteilt.

III.1.e Liberalisierung des Energiesektors

Für das Rechnungsjahr 2003 werden die Gemeinden weiterhin Dividenden für die Verteilung der Energie an ihre Abnehmer erhalten (das heißt an die Kunden, deren Konsum am 31.12.2002 unter 10 GWh liegt). Für das Rechnungsjahr 2003 wird es also keine grundsätzliche Änderung geben.

Folglich werden die Gemeinden, in Ermangelung einer notifizierten Veranschlagung seitens der Interkommunen, im Haushaltsplan 2003 dieselben Beträge wie im Haushaltsplan 2002 eintragen.

III. Ausgaben

III.2.b Fakultative Ausgaben

Im Hinblick auf die aktuelle Lage der öffentlichen Finanzen darf die Kontrolle dieser Art von Ausgaben der Gemeindebehörde, die sie tätigt, noch weniger entgehen (das Gesetz vom 14. November 1983 über die Kontrolle in Bezug auf die Gewährung und Verwendung bestimmter Zuschüsse ist strikt anzuwenden). Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium wird also dafür sorgen, dass alle Gemeinderatsmitglieder die notwendigen und wirksamen Mittel erhalten, die ihnen helfen werden, alle ihre Alleinbefugnisse diesbezüglich auszuüben (Übermittlung von Unterlagen, Auskünfte, ...).

Da andererseits Kultur und Sport eine wichtige Rolle im sozialen Leben und als Mittel im Kampf gegen plagende Probleme spielen, erinnere ich daran, dass ich nichts dagegen habe, dass die Gemeinden die Ausgaben für kulturelle und sportliche Aktivitäten nicht mehr als fakultativ betrachten, dies unter Einhaltung strikter Haushaltsregeln.

III.2.c Personalausgaben

Bei der Abschätzung der Haushaltsmittelbeträge müssen der für das Haushaltsjahr vorgesehene Personalbestand sowie die natürlichen Personalbewegungen (Pensionierungen, Abgänge, Anwerbungen) sowie die Konsequenzen der Anwendung des Gesetzes vom 24. Dezember 1999 zur Förderung der Beschäftigung berücksichtigt werden.

Außerdem bestehe ich darauf, dass Sie anhand eines Schulungsplans die notwendigen Haushaltsmittelbeträge im Hinblick auf die Sicherung der Laufbahn und die Aktualisierung der Kenntnisse des Personals vorsehen.

Eine Indexierung von 2% muss im Vergleich zu den Gehältern vom Juli 2002 vorgesehen werden.

Die Gemeinden, die über einen Bezirkseinknehmer verfügen, werden diesbezüglich einen Betrag vorsorglich hinterlegen.

Schließlich müssen die Gemeinden für ihre Bediensteten, die der gemeinsamen Pensionsregelung der lokalen Behörden unterliegen, dem vom Landesamt für soziale Sicherheit der provinziellen und lokalen Verwaltungen (LASSPLV) übermittelten Beitragssatz Rechnung tragen.

Außer einer das Personal umfassenden Tabelle muss eine Mitteilung in Bezug auf den Einstellungs- und Beförderungssplan des laufenden Jahres vorliegen. Dadurch werden eine gezielt veranschlagende Verwaltung und eine genaue Information der Ratsmitglieder ermöglicht. Außerdem hebt die Tabelle, deren Muster in der Anlage beigefügt ist, hervor, welches Personal in den Kabinetten arbeitet (Anzahl Personen, Dienstgrade und damit verbundene Ausgaben). Zum Personal, das den Außendiensten der Gemeinden - insbesondere den VoGs und den Interkommunalen - zur Verfügung gestellt wird, sind die gleichen Angaben zu machen.

III.2.d Betriebsausgaben

Obwohl die Betriebsausgaben die Entwicklung der Lebenshaltungskosten widerspiegeln, rufe ich zu einer Stabilisierung des Anteils dieser Ausgaben im Verhältnis zum Total des ordentlichen Ausgaben auf.

III.2.e Übertragungsausgaben

Angesichts der heutigen Lage der öffentlichen Finanzen ist es selbstverständlich, dass die Einrichtungen, die ihre Ressourcen von den Gemeinden beziehen, ebenfalls eine strenge Sparpolitik betreiben müssen. Mit diesen Einrichtungen sind insbesondere die ÖSHZ, einschließlich der Pflegeanstalten, die Kirchenfabriken, Interkommunalen und VoGs, die die Gemeinde betreffende Aufgaben erfüllen, sowie die Polizeizonen gemeint.

Mit strikter Rücksicht auf die lokale Autonomie sollen die kommunalen Mandatsträger für die Ausübung aller ihrer Verantwortungen in Bezug auf die ihnen entgegen diesen paralokalen Einrichtungen und Organen übertragenen Kontrollbefugnisse sorgen.

Viele Interkommunalen des medizinisch-sozialen Sektors (Krankenhäuser, Pflege- und Erholungsheime, Altersheime) stehen aus verschiedenen Gründen, wie Umstrukturierungen, Personalkosten, diversen gesetzlichen Einschränkungen, ...) vor schweren finanziellen Problemen.

Um alle Situationen zu vermeiden, die sich verschlechtern können, wird man fortan eine Veranschlagung für die Deckung des Defizits der Einrichtung in den kommunalen Haushaltsplan eintragen, dies auf der Grundlage der letzten durch besagte Einrichtung abgeschlossenen Ergebnisrechnung (nämlich die Ergebnisrechnung 2001 für das Rechnungsjahr 2003, oder in Ermangelung deren, auf der Grundlage aller bekannten, erwiesenen und offensichtlich absehbaren Elemente), um jeglicher Kettenreaktion des Defizits zuvorzukommen. Diese Veranschlagung wird in der Sicherstellung einer Rückstellung oder eines einschlägigen Reservefonds bestehen, in die bzw. den jährlich weiter eingezahlt wird. Diese Reserve/Rückstellung wird es der Gemeinde ermöglichen, ihre Beteiligung zu planen und jegliche unangenehme Überraschung zu vermeiden, wenn die Jahresrechnung und das zu tragende Defizit endgültig abgeschlossen werden.

Die kommunalen Gesellschafter werden aufgefordert, ihren Anteil am Defizit rechtzeitig einzuzahlen.

Ich weise außerdem auf die Rechtsunsicherheit der Beziehungen mit einer nichtrechtsfähigen Vereinigung hin und auf die Tatsache, dass es kein subjektives Anrecht auf Bezuschussung gibt.

Wenn eine Gemeinde einen Zuschuss gewährt, muss sie:

— ihren Beschluss deutlich begründen und den Zweck des Zuschusses präzisieren;

— für eine strenge und tatsächliche Kontrolle der Einnahmen und der Ausgaben sorgen (Das Gesetz vom 14. November 1983 über die Kontrolle in Bezug auf die Gewährung und Verwendung bestimmter Zuschüsse ist strikt anzuwenden). Alle aufgrund des Zuschusses getätigten Ausgaben müssen dem vom Gemeinderat festgelegten Zweck entsprechen.

III.2.f Schuldausgaben

Ich lege Nachdruck darauf, dass die dem Haushaltsplan beigefügte Tabelle über die Entwicklung der Gemeindeforderung möglichst genau und vollständig sein muss. Zu diesem Zweck müssen die Daten aller Finanzinstitute, bei denen die Gemeinde Anleihen aufgenommen hat, in diese Tabelle aufgenommen werden: Dabei muss es sich um die mit Bezug auf das Datum der Verabschiedung des Haushaltsplans neuesten Daten handeln. In diesem Zusammenhang darf die Eintragung aller Anleihen, die noch aufgrund der vorangehenden Programme aufzunehmen sind, nicht vergessen werden.

III.2.f.1 Stabilisierung der Schuldenlast

Ich weise darauf hin, dass die Schuldenlast erst als stabil gilt, wenn die vollständige Schuldenlast für die Deckung der Zinsen und für Tilgungen (Kostenvoranschlag, da in dem Jahr, in dem die Anleihe aufgenommen wird, keine Tilgung erfolgt) der im Jahr 2003 aufgenommenen Anleihen den Durchschnitt der vollständigen Schuldenlast für die

Deckung der Zinsen und für Tilgungen der Anleihen, die innerhalb der letzten fünf Jahre vor dem Rechnungsjahr 2003 fällig wurden, nicht überschreitet (das heißt von 1998 bis 2002 einschließlich - fünf Jahre, um den Bezug auf ein einziges Rechnungsjahr, das sich als außergewöhnlich schwach oder bedeutend erweisen könnte, zu vermeiden). Es ist unbedingt notwendig, bei diesen Berechnungen die Lasten mit Bezug auf Leasingverrichtungen mit einzubeziehen.

Um zu vermeiden, dass die Stabilität der Schuldenlast nur anhand dieser mathematischen Regel beurteilt wird, sollte eine Tabelle fortgeschrieben werden, die pro Rechnungsjahr die für die Selbstfinanzierung des außerordentlichen Dienstes und die für die vorzeitige Rückzahlung von Anleihen verwendeten Beträge umfasst (aus einem außerordentlichen Überschuss, einer direkten Übertragung zwischen Diensten oder einer Abhebung von einem Rücklagenfonds resultierende Beträge).

Ich weise mit Nachdruck darauf hin, dass Selbstfinanzierungen und vorzeitige Rückzahlungen, die nicht im Rahmen der außergewöhnlichen Dividende der DEXIA-Operationen erfolgt sind, klar von denjenigen getrennt werden müssen, die in diesem Rahmen stattgefunden haben.

Im Übrigen weise ich vor allem auf die Gefahr hin, den Grundsatz der Stabilisierung der Schuldenlast zu eng aufzufassen. Ein Vergleich, der nur auf Ebene der Nennlast gemacht würde, könnte mit der Zeit zu einer bedeutenden Erhöhung der tatsächlichen Schuld der Gemeinde führen, die bei einer Erhöhung der Zinssätze verhängnisvolle Folgen haben könnte.

Alle Gemeinden, insbesondere diejenigen, die für das Rechnungsjahr selbst ein Defizit aufweisen, müssen den Grundsatz der Stabilisierung der Schuldenlast streng einhalten, um eine eventuelle Verschlechterung ihrer finanziellen Situation zu vermeiden.

III.2.f.6 Aufwendungen für neue Anleihen

Die Gemeinden tragen in ihren Haushaltsplan eine der Zinssatzentwicklung Rechnung tragende voraussichtliche Zinslast ein (Im ersten Jahr ist keine Tilgung vorzusehen), die folgendem Betrag entspricht:

- dem Betrag von 6 Monaten Zinsen für die neuen Anleihen, die im Laufe des Rechnungsjahres für nicht bezuschusste Investitionen aufgenommen werden müssen;
- dem Betrag von 3 Monaten Zinsen für die neuen Anleihen, die im Laufe des Rechnungsjahres für bezuschusste Investitionen aufgenommen werden müssen.

IV. Ausserordentlicher Haushaltsplan

IV.1. Allgemeines

Es ist auf jeden Fall unbedingt notwendig, nachzuprüfen, auf welche Zuschüsse die Gemeinde ein Anrecht hat, und diese zu beantragen.

Ich erinnere daran, dass es unter Bezugnahme auf Artikel 5 der allgemeinen Gemeindebuchführungsordnung illegal ist, nur eine einzelne außergewöhnliche Haushaltsabänderung zu verabschieden (das heißt, ohne gleichzeitig eine ordentliche Haushaltsabänderung zu verabschieden), es sei denn diese außergewöhnliche Haushaltsabänderung hat keine Auswirkung auf den ordentlichen Schuldendienst.

Die Gemeinden werden aufgerufen, die mit den geplanten Investitionen verbundenen Ausgaben (Betriebskosten, Unterhalt, Personal, ...) besser zu berücksichtigen.

V. Meisterung des Haushaltsdefizits

V.1 Gemeinden, die einen Sanierungsplan, einen Verwaltungsplan oder einen Begleitvertrag haben

Ich erinnere die betroffenen Gemeinden an den Wortlaut der Rundschreiben meines Vorgängers vom 31. Oktober 1996 über einerseits die außerordentlichen langfristigen Hilfsdarlehen und andererseits die so genannten Überbrückungsdarlehen, die im Rahmen des «RBZG»-Kontos gewährt werden, sowie an den Wortlaut des Rundschreibens meines Vorgängers vom 10. Mai 1999 über die Personalausgaben der Gemeinden, die Gelder aus dem vorerwähnten Konto erhalten.

Wird dieses Konto in Anspruch genommen, muss das Personal des Regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden (allée du Stade 1, in 5100 Namur - Rufnr.: 081-32.71.11 - Faxnr.: 081-32.71.91 - E-Mail: crac@skynet.be) obligatorisch in die Aufstellung des Haushaltsplans einbezogen werden; es muss ebenfalls alle Unterlagen erhalten, die ihm für die Erfüllung seiner Aufgabe von Nutzen sein könnten.

Außerdem muss der Verwaltungs- oder Sanierungsplan jedesmal, wenn es sich als nötig erweist, im Rahmen der Ausarbeitung der Haushaltsunterlagen und in Zusammenarbeit mit dem vorerwähnten Zentrum aktualisiert werden.

Im Übrigen kann jede Gemeinde bei mir eine Studie des Zentrums über ein bestimmtes Problem der Finanzverwaltung oder über den gesamten Haushaltsplan beantragen.

Ferner weise ich darauf hin, dass das für die Buchung eines bei dem RBZG aufgenommenen Hilfsdarlehens empfohlene Verfahren folgendes ist:

- Eintragung der Anleihe bei den außerordentlichen Einnahmen unter Artikel 000/961-51
- Übertragung der Anleihe in den ordentlichen Dienst (außerordentliche Ausgabe) über Artikel 000/956-51;
- Eintragung der Übertragung bei den ordentlichen Einnahmen unter Artikel 000/996-01.

Was die Personalausgaben betrifft, müssen Beschlüsse über Anstellungen, Beförderungen und/oder Ersetzungen, die im Haushaltsplan vorgesehen sind oder während des laufenden Rechnungsjahres erfolgen, dem vorerwähnten Zentrum vorgelegt werden, um eine Genehmigung zu erhalten. Ersetzungen im laufenden Rechnungsjahr, die nicht im Haushaltsvorschlag vorgesehen sind, müssen von mir nur dann genehmigt werden, wenn der ursprünglich vorgesehene Haushaltsmittelbetrag nicht ausreicht.

Im Bemühen um Kohärenz mit den von meinen Kollegen in puncto Kampf gegen die Arbeitslosigkeit durchgeführten Maßnahmen müssen Personaleinstellungen im Rahmen eines Programms zum Abbau der Arbeitslosigkeit und zur Beschäftigung jugendlicher Arbeitnehmer nicht von mir genehmigt werden. Vor jeder Einstellung müssen jedoch ausreichende Ausgabenhaushaltsmittelbeträge zur Verfügung stehen; wenn die eingetragenen Haushaltsmittelbeträge sich als unzureichend erweisen, müssen sie vor Dienstantritt angepasst werden. Bei ihren Beschlüssen tragen die Gemeinden den Schätzungen Rechnung, die das Zentrum gegebenenfalls in Bezug auf die Auswirkungen vornimmt, die die Personalaufwendungen für die späteren Rechnungsjahre haben werden.

Besondere Aufmerksamkeit muss den Übertragungshaushaltsmittelbeträgen geschenkt werden, damit die Gemeinden im Hinblick auf die Meisterung der dem ÖSHZ zukommenden Dotationen und der den parakommunalen Einrichtungen gewährten Zuschüsse die Entwicklung dieser Beträge verfolgen und sich die Mitarbeit des ÖSHZ und der anderen Einrichtungen sichern können.

Ich bestehe insbesondere für Gemeinden mit finanziellen Schwierigkeiten darauf, dass alles Notwendige unternommen wird, um die Steuerheberollen für die Einnahmen so früh wie möglich entweder im Laufe des betreffenden Rechnungsjahres oder - wenn es sich um besondere Steuern handelt, für die eine Datenerfassung notwendig ist - am Ende des Rechnungsjahres für vollstreckbar zu erklären.

Die Tarife der Verwaltungsgebühren werden mit Bezug auf die Kosten und die erbrachte Dienstleistung festgelegt. Ich lenke die Aufmerksamkeit der Gemeinden auf die besondere Problematik des Müllabfuhrdienstes, der dazu aufgerufen ist, finanzielles Gleichgewicht anzustreben, um keine Last mehr für die Gemeinden zu sein.

V.2 Gemeindlicher Tonus-Plan Leitlinie 2

Was die Beträge (Anleihen) betrifft, die den zu dem gemeindlichen Tonus-Plan Leitlinie 2 berechtigten Gemeinden gewährt werden, müssen diese gemäß dem Verfahren zur Haushaltseintragung der RBZG-Anleihen eingetragen werden, so wie bereits in meinem Rundbrief vom 19. Juli 2001 über die Gemeindehaushaltspläne für 2002 erwähnt.

Zur Erinnerung wird die Verbuchung wie folgt vorgenommen:

- Eintragung der Anleihe bei den außerordentlichen Einnahmen unter Artikel 000/961-51
- Übertragung der Anleihe in den ordentlichen Dienst (außerordentliche Ausgabe) über Artikel 000/956-51;
- Eintragung der Übertragung bei den ordentlichen Einnahmen unter Artikel 000/996-01.

Es wird darauf hingewiesen, dass die mit dem Betrag der im Rahmen des gemeindlichen Tonus-Plans Leitlinie 2 gewährten Beihilfe verbundenen Lasten natürlich in den ordentlichen Dienst des Haushalts einzutragen sind; dies sofort nachdem sie Ihnen mitgeteilt worden sind.

Die jährlich gewährte regionale Beihilfe wird der Gemeinde als ein Vorschuss zugeteilt, der beim Abschluss der Rechnung Gegenstand einer Berichtigung sein wird. Der durch den Vorschuss bestimmte jährliche Betrag der Beihilfe kann vollständig in den Haushaltsplan eingetragen werden. Er wird aber nur zu 80% ausgezahlt, wobei die restlichen 20% eventuell nach oben bzw. unten beim Abschluss der Rechnung und der Berichtigung des vorläufigen Betrags angepasst werden müssen. Man wird also besonders darauf achten, dass die Jahresrechnung ab dem Rechnungsjahr 2001 unter strikter Einhaltung der gesetzlichen Frist verabschiedet wird.

Jede betroffene Gemeinde wird aufgefordert, eine besondere Vereinbarung in Bezug auf die Gewährung des außergewöhnlichen Hilfsdarlehens abzuschließen, die durch den Gemeinderat genehmigt werden muss. Sie werden nachträglich von dem Regionalen Beihilfezentrum für die Gemeinden zusätzliche Auskünfte über die tatsächliche Bereitstellung des Darlehens erhalten.

Die Gewährung der regionalen Beihilfe im Rahmen des gemeindlichen Tonus-Plans Leitlinie 2 zieht die Verabschiedung durch die Gemeinde eines Verwaltungsplans nach sich, der der Überprüfung durch das RBZG und durch in der Gemeinde bezeichnete Revisoren unterliegt, gemäß den Leitlinien der jeder berechtigten Gemeinde mitgeteilten Methodologieanweisung.

Die Nichteinhaltung des Verwaltungsplans kann eine Revision nach oben der Beteiligung der Gemeinde an den Lasten der Anleihen, die Streichung der regionalen Beihilfe und die Beitreibung der vorherigen Beihilfen bewirken. Sie ist ebenfalls ein Beurteilungselement für die Aufsichtsbehörden.

V.3 Die Regel des Überschussdrittels

Die Regel des Überschussdrittels ist ein Warnsignal für eine Verschlechterung der Lage des Haushalts und der Finanzen.

Diese Regel des Überschussdrittels wird dann eingehalten, wenn eine Gemeinde, deren Haushaltsplan für das Rechnungsjahr x während des laufenden Rechnungsjahres ein Defizit aufweist, das unter einem Drittel des für den 31. Dezember des Jahres x-1 veranschlagten Überschusses liegt, erhöht um den am 31. Dezember des Jahres x-1 bestehenden ordentlichen Rücklagenfonds ohne besondere Zweckbestimmung.

Beispiel: veranschlagter Überschuss = € 30.000

ordentlicher Rücklagenfonds ohne Zweckbestimmung = € 6.000

Überschussdrittel = € 12.000

Beträgt das Defizit des laufenden Rechnungsjahres maximal € 11.999, hält die Gemeinde die Regel des Überschussdrittels ein.

Wenn das für das laufende Rechnungsjahr im Haushaltsplan gebuchte Defizit der Regel des Überschussdrittels nicht entspricht, sollte der Gemeinderat die Gründe des festgestellten Defizits und dessen eventuell strukturellen Charakters gründlich analysieren und Lösungen erforschen, um dieses Defizit künftig zu vermeiden, damit der Fortbestand der dem Gemeinderat anvertrauten Einrichtung auf finanzieller Ebene gesichert ist.

Wenn ein Gemeinderat beschließt, dem Ständigen Ausschuss einen Haushaltsplan vorzulegen, der die Regel missachtet, muss diese Aufsichtsbehörde mich davon in Kenntnis setzen und mir einen Bericht zukommen lassen, der die Entwicklung der Haushalts- und Buchführungslage dieser Gemeinde während der letzten fünf Rechnungsjahre aufzeichnet. Ich mache Sie besonders aufmerksam auf Artikel 2 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden und Provinzen, in dem vorgesehen wird, die betroffene Gemeinde einem Verwaltungsplan zu unterziehen.

Ich danke Ihnen für die Aufmerksamkeit, die Sie dem vorliegenden Rundschreiben schenken werden.

Vorliegendes Rundschreiben wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Namur, den 18. Juli 2002

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes
Ch. MICHEL

Anlage

Nomenklatur der Gemeindesteuern

Administrative Dienstleistungen

040/361-01: Aufbewahrung der von der Polizei beschlagnahmten oder durch eine polizeiliche Maßnahme abgeschleppten Fahrzeuge

Empfohlene Höchstsätze:

1. Abschleppen eines Fahrzeugs: 110 Euro;
2. Aufbewahrung:
 - Lastkraftwagen: 10 Euro/Tag
 - Personenkraftwagen: 5 Euro/Tag
 - Motorrad: 2,5 Euro/Tag
 - Kleinkrafttrad: 2,5 Euro/Tag.

040/361-02: Gebühr auf die Beantragung der Genehmigung von Tätigkeiten in Anwendung des Dekrets vom 11.03.1999 über die Umweltgenehmigung (eingestufte Betriebe)

Wenn die Gemeinde eine Gebühr vorsieht, um die mit der Bearbeitung der Anträge auf eine Umweltgenehmigung verbundenen Kosten zu decken, muss deren Satz auf der Grundlage einer Abrechnung der zusätzlichen, tatsächlich eingegangenen administrativen Kosten (die mit dem Aushängen, der Bekanntmachung und der Zustellung verbunden sind) festgelegt werden.

Wenn die Gemeinde einen Pauschalsatz einführt, ist der höchste empfohlene Satz:

- € 20 für Genehmigungen der Klasse 2;
- € 350 für Genehmigungen der Klasse 1;
- keine Gebühr für Genehmigungen der Klasse 3.

040/361-03: Ausstellung einer Erschließungsgenehmigung (Gebühr)

Empfohlener Höchstsatz: € 120 pro Parzelle.

040/361-04: Ausstellung von Verwaltungsdokumenten (Steuer oder Gebühr)

Für die Ausstellung von Verwaltungsdokumenten ist der empfohlene Höchstsatz auf 10 Euro festgelegt.

Für Dokumente, die nicht wiederholt ausgestellt werden, (Personalausweise, Pässe, Heiratsbücher, Führerscheine, Einbürgerung, Mietgenehmigung, ...) kann der Satz jedoch bis auf 20 Euro erhöht werden.

Anmerkungen:

- 1) Unentgeltlich ausgestellt werden sollten unbedingt Dokumente, die benötigt werden im Rahmen:
 - der Suche nach einer Arbeitsstelle;
 - der Ablegung einer Prüfung;
 - der Einschreibung als Wohnungssuchender bei einer von der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie anerkannten Gesellschaft;
 - der Gewährung von Umzugs-, Einzugs- und Mietbeihilfen.
 - 2) Die Legalisation einer Urkunde wird mit höchstens 2 Euro besteuert.
 - 3) Die Gebühr für besondere administrative Verrichtungen wird nach den tatsächlichen Aufwendungen berechnet (Zeitaufwand, Lohnkosten, andere Aufwendungen). Es kann eine Gebühr zur Deckung der für die Gemeinde entstandenen Kosten für die Aufstellung von Akten, die den Rahmen der normalerweise erbrachten Dienstleistungen sprengen, erhoben werden (Ausstellung von außergewöhnlichen Genehmigungen, Kosten für öffentliche Untersuchungen, usw.).
 - 4) Wenn die Gemeinde eine Gebühr für die Verwaltungskosten in Bezug auf die Bearbeitung von städtebaulichen Genehmigungen vorsieht, muss der Satz dieser Gebühr auf der Grundlage einer Berechnung der tatsächlichen Kosten in Rechnung gestellt werden. Führt die Gemeinde einen Mindestpauschalsatz ein, darf dieser 100 Euro nicht überschreiten.
 - 5) Beerdigungs- oder Einäscherungsgenehmigungen werden kostenlos ausgestellt (Artikel 77 des Zivilgesetzbuches).
 - 6) Die Verordnungen umfassen die kombinierten Bestimmungen der Artikel 272 bis 274 und 288 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren.
 - 7) Wenn eine Gemeinde die Kopie eines Verwaltungsdokumentes im Sinne des Gesetzes vom 12. November 1997 über die Öffentlichkeit der Verwaltung in den Provinzen und Gemeinden ausstellt, darf die verlangte Vergütung nicht über den Selbstkostenpreis der Kopie hinausgehen.
 - 8) Für Informationen an Notare darf keine Steuer oder Gebühr erhoben werden, wenn sie gemäß den Artikeln 433 und 434 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 (steuerliche) Auskünfte bei den Gemeinden einholen.
 - 9) Wenn eine Gemeinde eine Steuer auf das Ausstellen von Pässen erhebt, sollte für Pässe, die nach einem Dringlichkeitsverfahren ausgestellt werden, eine höhere Besteuerung vorgesehen werden, wobei der Höchstsatz von 20 Euro jedoch nicht überschritten werden sollte.
 - 10) Kinder unter 12 Jahren müssen künftig einen eigenen Pass haben. Die Föderalbehörde hat sie von der Steuer befreit. Die Gemeinden sollten das Gleiche tun.
 - 11) In Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 bezüglich der Vorschriften, die für die Gemeinschaftswohnungen und die kleinen Einzelwohnungen gelten, die als Hauptwohnsitz vermietet bzw. zur Miete freigegeben werden (*Belgisches Staatsblatt* vom 9. April 1999), wird bestimmt, dass eine Gemeinde für eine Untersuchung im Rahmen der Gewährung einer Mietgenehmigung keine Vergütung verlangen darf, die folgende Beträge übersteigt:
 - 125 Euro im Falle einer Einzelwohnung,
 - 125 Euro zuzüglich 25 Euro je Wohnraum zur individuellen Benutzung im Falle einer Gemeinschaftswohnung.
- Die Gemeinden müssen die Bestimmungen des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten beachten, wenn sie Anträge auf Mitteilung von Informationen, die in den im Besitz der Gemeinde befindlichen Karteien stehen, beantworten.
- 040/361-48: Technische Leistungen der Gemeinde im Allgemeinen

Es ist unbedingt notwendig, den tatsächlich angefallenen Kosten Rechnung zu tragen (Gebühr).

Rückzahlungssteuern

040/362-01: Erwerb von Gelände für den Straßen- und Wegebau

Der Steuersatz muss nach den Ausgaben berechnet werden, die die Gemeinde tatsächlich gehabt hat (unter Abzug eventueller Zuschüsse), gegebenenfalls erhöht um die Zinsen für die zur Fertigstellung der Arbeiten aufgenommene Anleihe.

Die Dauer der Rückzahlung entspricht normalerweise der Dauer der Anleihe.

In dem Bemühen um Gleichbehandlung von Anwohnern bezuschusster Straßen und Wege und Anwohnern nicht bezuschusster Straßen und Wege können die erhaltenen Zuschüsse pro Rechnungsjahr pauschaliert und auf den Rückforderungssatz übertragen werden, der von den Steuerpflichtigen, die während eines bestimmten Rechnungsjahres von der Anwendung der Steuer betroffen sind, verlangt wird.

Auch kann die Gemeinde über die Rückzahlungssteuer lediglich den nicht bezuschussten Teil der Arbeiten zurückfordern, für den die Hilfe der Region nicht angefragt und nicht gewährt wurde.

040/362-02: Anbringen von Straßenpflaster

040/362-03: Bau von Bürgersteigen

040/362-04: Bau von Abwasserkanälen

040/362-05: Anschluss von Gebäuden an das Kanalisationsnetz

Wie für 040/362-01

040/362-07: Urbanisationssteuer

Diese Steuer beläuft sich auf höchstens 20 Euro den laufenden Meter, vorausgesetzt, es sind korrekte Straßen- und Wegeausrüstung, Abwasserkanäle und Bürgersteige vorhanden. Die Mindestbesteuerung pro steuerbares Eigentum beträgt 25 Euro.

Die Einführung dieser Steuer bewirkt automatisch, dass die Steuern mit den Kodes 040/362-02 bis 040/362-05 nicht zur Anwendung kommen.

In dieser Hinsicht muss daran erinnert werden, dass die Einführung einer Urbanisationssteuer ein bestimmtes Ziel verfolgt: Sie soll einer Gemeinde, die eine Straße eingerichtet hat, ohne eine Rückzahlungssteuer beim Bau zu fordern, eine Einnahme verschaffen. Die Urbanisationssteuer darf sich also weder auf ein anliegendes Eigentum in nicht eingerichteten Straßen noch auf ein anliegendes Eigentum, das während der Einrichtung der Straße einer Urbanisationssteuer unterlag, beziehen.

In Bezug auf die Art dieser Steuer und ihre zeitliche Unbegrenztheit müssen die Gemeinden maßvolle Sätze anwenden und darauf achten, dass der pro laufenden Meter empfohlene Höchstsatz nicht überschritten wird.

040/362-08: Absenkung von Bürgersteigen

040/362-09: Besondere Anlagen in den Fußgängerzonen der Handelsstraßen

Wie für 040/362-01

Steuern oder Gebühren auf Leistungen im Bereich der öffentlichen Hygiene

040/363-02: Anschluss von Gebäuden an das Wasserleitungsnetz

Gebühr

040/363-03: Müllabfuhr - Müllverwertung

Der Steuersatz muss so berechnet werden, dass er die Dienstleistungskosten zu decken versucht.

Um für die Steuerpflichtigen, die eine Gemeinde im Laufe des Steuerjahres verlassen, negative finanzielle Auswirkungen zu vermeiden, wäre es wünschenswert, dass nur das Datum vom 1. Januar des Steuerjahres für die Erfassung der steuerbaren Situationen berücksichtigt wird.

Diese Steuer wird nicht mehr als Entlohnung für eine besondere Dienstleistung angesehen, da die Müllabfuhr in den Rahmen des den Gemeinderäten anvertrauten Auftrags fällt, auf die öffentliche Gesundheit zu achten, und weil die damit verbundenen Ausgaben durch Artikel 255, 11° des neuen Gemeindegesetzes als verbindlich gelten.

Aus sozialen Erwägungen können Steuerbefreiungen oder differenzierte Sätze vorgesehen werden. Im Rahmen ihrer Autonomie legen die Gemeinderäte, wenn sie es für wünschenswert halten, nach ihrem Ermessen und in Anbetracht der lokalen Besonderheiten die Kriterien für eine Steuerbefreiung oder -ermäßigung fest, ausgehend von Normen, die entweder auf sozialen oder steuerrechtlichen Vorschriften beruhen.

Durch diese sozialen Vorteile darf die Deckung der Dienstleistungskosten jedoch nicht verhindert werden.

Gemeinden, die Müllsäcke zum Verkauf anbieten, müssen die Einnahmen aus dem Verkauf der Säcke unter Artikel 040/363-16 des Haushaltsplans und die Ausgaben für den Ankauf der Säcke unter dem Ausgabenartikel 876/124-04 eintragen. Gemeinden, die einer mit der Müllabfuhr beauftragten Interkommunale den Verkauf anvertraut haben, buchen diesen Ertrag ebenfalls unter Artikel 040/363-16. Es ist nicht erlaubt, diese Einnahmen mit den von der Interkommunale in Rechnung gestellten Ausgaben, die unter Artikel 876/435-01 eingetragen werden, zu verrechnen.

040/363-04: Entleerung der Abortgruben

Gebühr

040/363-05: Abfuhr von Sperrmüll

Gebühr

040/363-07: Abfuhr von wild abgeladenem Müll

Die Lagerung von Müll an unerlaubten Plätzen ist ein Verstoß gegen Artikel 7 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und wird durch die Anwendung der in demselben Dekret vorgesehenen Strafmaßnahmen geahndet.

Müssen die Gemeindedienste eingreifen, um eine unkontrollierte Haushaltsmülldeponie zu entfernen, kann eine Gebühr verlangt werden, die die für die Gemeinde tatsächlich anfallenden Kosten deckt.

Wenn die Gemeinde statt der Rückforderung der tatsächlich eingegangenen Kosten einen Pauschalbetrag einführen möchte, sollte sie nicht außer Acht lassen, dass die Abfuhr einer kleinen Menge (eines Aschenbechers, eines einzelnen Sacks,...) sich sehr von der Abfuhr einer großen Menge unterscheidet. Daher darf bei einem einzigen Gebührensatz dieser Satz 80 Euro nicht übersteigen, was für kleine Abfälle angemessen scheint. Sieht die Verordnung verschiedene Pauschalsätze je nach Art des Mülls vor, liegen die Sätze zwischen 80 Euro für kleine Müllmengen und 400 Euro für große Müllmengen. Außerdem muss in der Verordnung sowieso vorgesehen werden, dass eine

Müllabfuhr, die Kosten verursacht, die über dem für die betreffende Müllkategorie vorgesehen Pauschalsatz liegen, auf der Grundlage der Berechnung der tatsächlich entstandenen Kosten in Rechnung gestellt wird. In Ermangelung einer solchen Bestimmung wäre die Gemeinde außer Stande, im Falle einer Abfuhr von mehreren Tonnen Müll ihre eigenen Kosten zu decken.

040/363-08: An das Abwasserkanalisationsnetz angeschlossene oder anschließbare Gebäude

1. Steuer auf die an das Abwasserkanalisationsnetz angeschlossene Wohnungen oder nicht zu Wohnzwecken benutzten Gebäude: Steuer, die vom Eigentümer oder Benutzer der Wohnung zu entrichten ist.

2. Steuer auf die an das Abwasserkanalisationsnetz anschließbare Wohnungen oder nicht zu Wohnzwecken benutzten Gebäude: Steuer, die vom Eigentümer der Wohnung zu entrichten ist.

3. Verordnung, die gleichzeitig die unter Punkt 1 und Punkt 2 erwähnten Steuern betrifft:

Höchstsatz: 50 Euro pro Wohnung oder Gebäude.

Diese Steuer darf nicht gleichzeitig mit der unter 040/369-09 erwähnten Steuer erhoben werden.

040/363-09: Unterhalt der Abwasserkanalisation

Empfohlener Höchstsatz: 50 Euro pro Wohnung.

Steuer, die vom Benutzer der Räumlichkeiten zu entrichten ist. Darf nicht gleichzeitig mit der unter 040/363-08 erwähnten Steuer erhoben werden.

040/363-10: Bestattung, Verstreuung der Asche und Kolumbarium

Empfohlener Höchstsatz: 300 Euro.

Anmerkungen:

1) Da die Steuer auf Bestattungen und auf die Verstreuung oder Aufbewahrung der Asche nach Einäscherung die vom Gemeindepersonal geleisteten Dienste bereits umfasst, darf keine zusätzliche Gebühr zur Deckung dieser Kosten erhoben werden.

2) Das Gesetz vom 20. Juli 1971 über die Bestattungen und Grabstätten, wie abgeändert durch das Gesetz vom 20. September 1998 (*Belgisches Staatsblatt* vom 28. Oktober 1998), sieht zwei Bestattungsarten vor, und zwar die Beerdigung und die Verstreuung oder Aufbewahrung der Asche nach Einäscherung. Diese beiden Bestattungsarten müssen in gleicher Weise besteuert werden.

3) Das Rundschreiben vom 27. Januar 2000 bezüglich der Anwendung des vorerwähnten

Gesetzes vom 20. Juli 1971 ist in dem *Belgisches Staatsblatt* vom 10. Februar veröffentlicht worden. Dieses Rundschreiben setzt die vorherigen Rundschreiben in diesem Bereich außer Kraft.

4) Selbst wenn der Preis einer Überlassung der Ausgleich für einen Vorteil darstellt, nämlich dass man über eine eigene Parzelle auf einem Friedhof verfügt, was von der Frage der Beerdigung getrennt ist, die gemäß denselben Modalitäten stattfinden muss, und dies unabhängig davon, ob sie in einer überlassenen Parzelle oder in der in Artikel 19 des vorerwähnten Gesetzes vom 20. Juli 1971 stattfindet, werde ich mich nicht dagegen widersetzen, dass die Gemeinden, falls sie es wünschen, eine Befreiung der Steuer für die Beerdigungen in überlassenen Parzellen beschließen.

Außerdem ist der Tarif für die Überlassung von Grabstätten laut Artikel 8 des oben erwähnten Gesetzes vom 20. Juli 1971 eine Gebühr. Der Preis für die Überlassung einer Nische im Kolombarium kann höher liegen als der Preis für die Überlassung einer Grabstätte, wenn dies durch die Kosten für den Bau eines Kolumbariums gerechtfertigt ist.

Schließlich ist zu bemerken, dass keine Steuer oder Gebühr auf nicht überlassene Grabstätten, die vorläufig nach Ablauf der in Artikel 1 des Gesetzes vom 20. Juli 1971 vorgesehenen Zeitspanne von fünf Jahren beibehalten werde, erhoben werden darf.

040/363-11: Exhumierung

Gebühr

Sieht die Gemeinde nicht - wie im Idealfall - die Fakturierung der tatsächlichen Kosten vor, kann sie einen Pauschalsatz wählen, dessen höchster empfohlener Satz 250 Euro für einfache Exhumierungen (Familiengruft) und 1250 Euro für komplexere Exhumierungen (Umbettungen) beträgt.

Falls die Gemeinde sich für einen einzigen Pauschalsatz entscheidet, bitte ich sie 250 Euro je (einfache oder komplexe) Exhumierung nicht zu übersteigen.

040/363-12: Leichentransporte

Die Steuer für Leichenwagen der preiswertesten oder einzigen Klasse darf 300 Euro nicht überschreiten. Für Leichentransporte an Samstagen dürfen keine Zuschläge verlangt werden. Allerdings dürfen die Gemeinden eine Sondersteuer von höchstens 175 Euro erheben, wenn ihr Personal Leistungen erbringt bei Bestattungen, die mit dem Leichenwagen eines Privatunternehmens stattfinden.

040/363-136: Anmieten von Wartegrüften

Gebühr

040/363-14: Aufenthalt in der Leichenhalle

Gebühr

Steuern auf Industrie-, Handels- und Landwirtschaftsunternehmen

040/364-02: Barpersonal

Empfohlener Höchstsatz: 15.000 Euro pro Lokal. Bei dem hier gemeinten Barpersonal handelt es sich um jede Person, einschließlich des Inhabers oder der Inhaberin, die in einer Bar beschäftigt ist und das Gewerbe des Betreibers direkt oder indirekt fördert, indem sie entweder gewöhnlich mit den Kunden verzehrt oder diese anders als durch den normalen Kundendienst oder durch den alleinigen Gesang oder Tanz zum Verzehr anregt.

Anlässlich der Untersuchung der Berichte über den Menschenhandel hat die Sonderkommission der Abgeordneten-kammer die Abschaffung dieser Gemeindesteuer empfohlen. Es liegt also an den Gemeinderäten, unter Berücksichtigung der ethischen, finanziellen und sicherheitspolitischen Aspekte über die Zweckmäßigkeit einer solchen Abschaffung zu befinden.

040/364-03: Motoren

Die Gemeinden werden aufgefordert, den Satz ihrer Steuer zu senken; dieser Satz darf im Vergleich zum vorhergehenden Rechnungsjahr auf keinen Fall erhöht werden.

In den Unternehmen, die mehrere Motoren in Betrieb haben, wird ein Ermäßigungskoeffizient angewandt; dieser Koeffizient geht von 0,99 ab dem zweiten Motor bis zu 0,71 für 30 Motoren im Gebrauch. Ab dem 31. Motor bleibt der Ermäßigungskoeffizient für die Gesamtheit der Motoren auf 0,70 begrenzt.

Zur Anwendung dieses Koeffizienten müssen die erfassten Leistungen zusammengezählt und muss die erhaltene Summe mit dem entsprechenden Koeffizienten multipliziert werden.

Die Gemeindebehörden achten darauf, entweder selbst oder durch ein von ihnen damit beauftragtes außenstehendes Organ eine strikte und gründliche Kontrolle der von der Anwendung dieser Steuer betroffenen Motoren und ihrer Leistungen vorzunehmen.

Eine gerechte Steuererhebung ermöglicht es, den Satz der Steuer zu begrenzen und dennoch das gleiche Steueraufkommen zu erzielen.

Ich rate ebenfalls den Gemeinden, in ihren Steuerverordnungen mit Bezug auf Motoren keine Befreiung mehr für Motoren vorzusehen, die in den Naturgasverdichtungsstationen benutzt werden, um die Kompressoren anzutreiben, die den Druck in den Versorgungsleitungen erzeugen.

Ich mache die Gemeinden besonders darauf aufmerksam, dass die Steuer auf Motoren nicht auf die Fahrzeuge angewandt werden darf, die der Kfz-Verkehrssteuer unterliegen, die im Königlichen Erlass vom 23. November 1965 zur Kodifizierung der gesetzlichen Bestimmungen bezüglich der den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vorgesehen wird (Artikel 3 und 42 § 1 des Königlichen Erlasses).

040/364-09: Bergwerke, Gruben, Steinbrüche unter Tage und Halden

Der Staatsrat hat in seinem Urteil Nr. 85.563 vom 23. Februar 2000 beschlossen, dass eine indirekte Steuer auf Bergwerke, Gruben, Steinbrüche unter Tage und Halden, die vom Betreiber und Eigentümer gemeinsam zu zahlen ist und pro Tonne abgebauten Produkts berechnet wird, wobei es sich um Produkte handelt, die direkt oder indirekt zur Vermarktung bestimmt sind - darin einbegriffen die vermarkteten Abfälle, das heißt Mineralien zur Herstellung von Kalk, Zement, Dolomit und Straßenfundamenten, nur als ein durch das Gesetz vom 18. Juli 1860 über die Aufhebung der Gemeindeoktrois verbotener Oktroi angesehen werden kann, eine Steuer, die auf der Grundlage einer zusammenfassenden Aufstellung der abgebauten Tonnen erhoben wird, wobei der Bestimmungsort der Produkte unbedeutend ist. Aus dieser Rechtsprechung geht also hervor, dass jede indirekte Steuer auf Bergwerke, Gruben, Steinbrüche unter Tage und Halden illegal ist. Ich fordere Sie also auf, diese indirekte Steuer abzuschaffen.

Nun fordere ich die Gemeinden auf, nicht von dem Übergang zu einer direkten Steuer zu profitieren, um die den Unternehmen dieses Sektors auferlegte Last unverhältnismäßig zu erhöhen.

040/364-12: Schankstätten

Empfohlener Höchstsatz: 175 Euro pro Schankstätte.

Der Satz dieser Steuer ist nach Gutdünken der Gemeinde je nach Umsatz der Schankstätte und unter Berücksichtigung des haupt- oder neberwerblichen Charakters der ausgeübten Tätigkeit oder der Fläche der benutzten Räumlichkeiten festzulegen; im letzteren Fall muss der Anzahl Terrassen, die auf dem privaten Eigentum aufgestellt werden, Rechnung getragen werden.

Ich fordere die Gemeinden auf, diese Steuer nicht auf die Großkaufhäuser anzuwenden. Diese müssen nicht als Schankstätte im Sinne des Artikels 17 des Königlichen Erlasses vom 3. April 1953 zur Koordinierung der gesetzlichen Bestimmungen bezüglich der Schankstätten für gegorene Getränke betrachtet werden, da dort keine Getränke zum dortigen Verzehr verkauft werden.

040/364-13: Tabakläden

Empfohlener Höchstsatz: 175 Euro pro Laden.

Der Satz dieser Steuer ist nach Gutdünken der Gemeinde je nach Umsatz oder unter Berücksichtigung des haupt- oder neberwerblichen Charakters der ausgeübten Tätigkeit festzulegen.

Automaten zur Abgabe von Tabakwaren dürfen nicht mehr in die Besteuerungsgrundlage einbezogen werden.

040/364-16: Wettbüros für Pferderennen

Der Höchstsatz ist durch Artikel 74 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern festgelegt.

Zurzeit ist dieser Satz auf 62 Euro pro Monat der Betriebsdauer oder Bruchteil eines Monats der Betriebsdauer festgelegt.

Diese Steuer darf nur auf die Wettbüros für Pferderennen im Rahmen von Artikel 66 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern festgelegt werden.

040/364-18: Privatclubs

Empfohlener Höchstsatz: 7.500 Euro.

Betroffen sind Betriebe, in denen die Möglichkeit geboten wird, Getränke zu sich zu nehmen, und zu denen nur bestimmte Personen Zutritt haben oder deren Zutritt an die Erfüllung bestimmter Formalitäten gebunden ist.

Die Gemeinde sorgt jedoch dafür, Vereine, die ein philosophisches, kulturelles, soziales oder sportliches Ziel verfolgen, von der Steuer zu befreien.

Beschäftigt der Privatclub unter 040/364-02 erwähntes Personal, sollte dem Inhaber die Besteuerung auf Barpersonal und nicht die hier erwähnte Steuer auferlegt werden.

040/364-22: Schilder und gleichgesetzte Reklamen

Eine Reklame wird einem Schild gleichgesetzt, wenn sie in unmittelbarer Nähe eines Unternehmens angebracht ist und für dieses Unternehmen oder für die dort stattfindenden Aktivitäten, die dort erhältlichen Produkte und Dienstleistungen wirbt.

Die Empfohlenen Höchstsätze betragen:

— 0,2 Euro pro dm² für Schilder und/oder gleichgesetzte Reklamen;

— 0,4 Euro pro dm² für Leuchtschilder und/oder gleichgesetzte Leuchtreklamen.

Lediglich die von der öffentlichen Straße sichtbaren Schilder und gleichgesetzten Reklamen können besteuert werden, mit Ausnahme der durch Ordnungsbestimmungen vorgeschriebenen Schilder (Apotheken,...)

Diese Steuer schließt die Anwendung der Steuer auf feste Werbetafeln nicht aus, wobei eine Werbetafel nicht gleichzeitig als gleichgesetzte Reklame und als Werbetafel besteuert werden kann.

040/364-23: Feste Werbetafeln

Empfohlener Höchstsatz: 0,6 Euro pro dm².

Dieser Satz kann bis auf das Doppelte erhöht werden, wenn die Tafel mit einem elektronischen oder mechanischen System ausgestattet ist, das die Werbemitteilungen ablaufen lässt, oder wenn es sich um eine Leuchttafel oder beleuchtete Tafel handelt.

Es ist nichts dagegen einzuwenden, dass die Gemeinden die Steuergrundlage dieser Verordnung auf Plakate aus Leichtmetall oder PVC, die keinen Träger benötigen, ausweiten. Diese Anpassung der Verordnung, die durch die Verwendung neuer Materialien notwendig geworden ist, ist vom Prinzip her weder eine neue Steuer noch eine Verletzung des zwischen den regionalen und den lokalen Behörden abgeschlossenen Steuerfriedens. Sie bezweckt in der Tat lediglich, den erwarteten Ertrag aus dieser Besteuerung auch weiterhin zu sichern.

04001/364-24: Kostenlose Verteilung von Reklamewurfsendungen

Empfohlener Höchstsatz: 0,0744 Euro pro Exemplar.

Ich rate jedoch den Gemeinden, die Sätze nach Seitenzahl, Fläche und Gewicht der Werbeschriften anzupassen. Man sollte außerdem unterscheiden zwischen den Werbeprospekten (die von Geschäftsleuten und Handelsgesellschaften herausgegeben werden) einerseits und der kostenlosen regionalen Presse andererseits.

Mit der Erhöhung des zugelassenen Höchstsatzes von 0,5 BEF auf 3 BEF pro verteiltes Exemplar wollte man den Satz von 3 BEF nur auf umfangreiche Werbeschriften anwenden (dicke Kataloge,...). In den letzten zwei Haushaltsjahren hat sich jedoch in der Praxis erwiesen, dass viele Gemeinden diese Absicht nicht eingehalten haben und ihre Sätze ohne jegliches Maß erhöht (vervierfacht,...) haben. Dadurch ist das im Haushaltsplan veranschlagte Aufkommen deutlich gestiegen (1,73 Milliarden im Jahr 2001 gegen 627 Millionen im Jahr 1997).

Dieser übermäßige Anstieg der Steuerlast führt zu einer Vermehrung der Streitsachen und zu einer Reaktion der Steuerpflichtigen, die verständlicherweise versuchen, weniger besteuert zu werden (z.B. durch Inserieren in steuerfreien Wurfsendungen oder durch Einfügung von redaktionellen Texten in ihre Werbeschriften).

Wie es vor kurzem durch das Gutachten des zentralen Wirtschaftsrats erneut erwähnt wurde, veranschaulicht dieses Phänomen die Notwendigkeit für die Gemeinden, die Auswirkungen eines Beschlusses zur Erhöhung der Steuersätze sorgfältig zu ermesen. Im vorliegenden Fall sollte man meinen, dass eine Verminderung der derzeitigen Sätze mit der Zeit die Aufrechterhaltung eines beachtlichen Ertrags ermöglichen könnte und gleichzeitig die Schaffung eines für die Kaufleute weniger lähmenden wirtschaftlichen Umfeldes begünstigen würde.

Wenn die Gemeinden nicht Acht geben, könnten Reklamewurfsendungen wegen der maßlosen Besteuerung verschwinden und die Gemeinden somit beachtliche Einnahmen verlieren.

Im Übrigen hat der Staatsrat durch sein Urteil Nr. 50241 vom 16. November 1994 zugelassen, dass Werbeschriften, die einen bestimmten Anteil an nicht zu Werbezwecken dienenden redaktionellen Texten enthalten, von der Steuer befreit werden. In dem dem Staatsrat zur Zensur vorgelegten Fall betrug der Prozentsatz an redaktionellen Texten 30%. Es scheint daher angebracht, sich an diesen Prozentsatz zu halten und die Zeitungen und Werbeschriften von der Steuer zu befreien, deren Anteil an nicht zu Werbezwecken dienenden redaktionellen Texten mindestens 30% beträgt.

Unter redaktionellen Texten sind zu verstehen:

— entweder Texte, die vor allem auf Ebene der «lokalen» Bevölkerung, das heißt der Bevölkerung der in der Verteilungszone liegenden Gemeinde(n), Informationen über die in der Gemeinde beziehungsweise in den Gemeinden niedergelassenen Hilfsdienste, öffentlichen Dienste, Krankenkassen, Krankenhäuser und Bereitschaftsdienste (Ärzte - Krankenpfleger - Apotheker - Tierärzte) enthalten;

— oder Nachrichten aus den Bereichen Politik, Sport, Kultur, Literatur und Wissenschaft;

— oder Informationen über die Kulturausbung und den Laizismus, Ankündigungen von «lokalen» - das heißt die oben definierte lokale Bevölkerung interessierenden - Aktivitäten wie Festen und Kirmessen, Schulfesten, Aktivitäten von Jugendheimen und Kulturzentren, Sportveranstaltungen, Konzerten, Ausstellungen und politischen Sprechstunden;

— oder Wahlanzeigen.

Als Werbetexte gelten folgende Texte:

— Reklamen oder kommerzielle Anzeigen, die darauf abzielen, Firmen, Produkte oder Dienstleistungen zu kennzeichnen, bekannt zu machen oder zu empfehlen, um diese Natur- und Industrieprodukte zu verkaufen beziehungsweise die Dienstleistungen entgeltlich anzubieten;

— Werbungen für Veranstaltungen, die von natürlichen oder juristischen Personen oder von Vereinigungen mit gewinnerzielender Absicht organisiert werden.

Als kommerzielle Drucksachen werden unter anderem Kataloge, Muster, Prospekte und Preislisten betrachtet.

Ich fordere die Gemeinden auf, nicht mehr zu fordern, dass der redaktionelle Text mit dem Werbetext verbunden wird. Die Eigenschaft als redaktioneller Text muss nämlich weiterhin auf der Grundlage des Inhalts zu bewerten sein.

04002/364-24: Verteilung von Werbung auf öffentlicher Straße (Lautsprecher oder bewegliche Werbetafeln)

Lautsprecher

Empfohlener Höchstsatz: 60 Euro pro Tag.

Verteilung durch bewegliche Werbetafeln oder -träger oder Verteilung von Flugblättern oder Gadgets auf öffentlicher Straße

Empfohlener Höchstsatz: 15 Euro pro Tag.

Wandergewerbetreibende (Eisverkäufer,...) sind von vorliegender Steuer nicht betroffen, insofern der Gebrauch von Lautsprechermaterial integraler Bestandteil der ausgeübten Tätigkeit ist und daher nicht ausschließlich zu Werbezwecken dient.

Ferner kann Werbung mit Laserstrahlen besteuert werden.

040/364-26: Aufenthaltssteuer

Der empfohlene Höchstsatz ist auf 0,9 Euro pro Übernachtung oder pauschal auf 100 Euro pro Jahr pro Bett oder Zimmer festgelegt.

Die Anwendung dieser Steuer hat automatisch zur Folge, dass der Betreiber der vermieteten Räume und deren Mieter keine Steuer auf Zweitwohnungen zu zahlen haben (Kode des Haushaltsplans 040/364-13).

040/364-27: Campingplätze

Die Regelung in Bezug auf den Betrieb von Camping- und Wohnwagenplätzen ist festgelegt durch:

— das Dekret des Rates der Französischen Gemeinschaft vom 4. März 1991;

— den Erlass der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 4. September 1991;

— das Rundschreiben des Minister-Präsidenten der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe, vom 16. Februar 1995;

— den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Februar 1995 zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung von Prämien in Sachen Camping- und Wohnwagenplätze.

Nach diesen Regelvorschriften wird je nach den aufstellbaren Unterkünften zwischen vier Arten von Standplätzen unterschieden und für jede Kategorie eine Mindestfläche festgelegt.

Die Steuer wird nach der Anzahl Standplätze pro Kategorie angepasst.

Fläche des Standplatzes	Art der Unterkunft	Empfohlener Höchstsatz
Typ 1 - von 50 bis 79 m ²	Zelte	50 Euro
Typ 2 - von 80 bis 99 m ²	Wohnwagen, Wohnmobile (2,5 m/8 m)	70 Euro
Typ 3 - von 100 bis 119 m ²	Ortsfeste Wohnwagen und Landhäuser, ... (Art. 1 Punkt 20 Abs. 2 des Dekrets) (Bodenfläche bis zu 30 m ²)	85 Euro
Typ 4 - 120 m ² und mehr	Id. Typ 3 (Bodenfläche von mehr als 30 m ²)	100 Euro

Für Touristen auf der Durchreise wird die Steuer für Standplätze des Typs 1 und 2 (Zelte, Wohnwagen und Wohnmobile) um die Hälfte verringert. Außer in den Ausnahmefällen, die in Artikel 2 Absatz 3 des Dekrets und in Artikel 43 Absatz 3 des Erlasses erwähnt und in Punkt I der technischen Einrichtungsmaßnahme des ministeriellen Rundschreibens erläutert werden, können die Gemeinden die Personen besteuern, die ohne gesetzliche Erlaubnis einen Camping- und Wohnwagenplatz betreiben.

In diesem Fall ist es erlaubt, dass in Ermangelung normativer Regeln die Besteuerung nach Zählung der Standplätze durch die Bediensteten, die befugt sind, die Verstöße gegen die Gemeindesteuerverordnung festzustellen, zum Höchstsatz erfolgt.

Die Erhebung der Gemeindesteuer befreit den Zuwiderhandelnden nicht von der Anwendung der durch Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen vorgesehenen Strafmaßnahmen oder anderen Sanktionen.

Ein Campingplatz auf dem Bauernhof (geregelt durch das Dekret des Kulturrates der Französischen Gemeinschaft vom 20. Juli 1976, den Königlichen Erlass und den Ministeriellen Erlass vom 22. April 1977) darf nicht als ein ohne gesetzliche Erlaubnis betriebener Campingplatz im Sinne des Dekrets vom 4. Mai 1991 angesehen werden und bedarf einer durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausgestellten Erlaubnis.

Die als Campingwohnstätte reservierten Standplätze können als Zweitwohnung besteuert werden.

040/364-29: Depots von Alteisen und ausgedienten Fahrzeugen

Empfohlene Höchstsätze:

7,5 Euro pro m² und 3.800 Euro pro Jahr pro Anlage.

Zurückgelassene Einzelfahrzeuge: 600 Euro

040/364-32: Steuer auf Bankzweigstellen (Unternehmen, deren Aktivität darin besteht, von der Allgemeinheit Einlagen oder andere rückzahlbare Mittel entgegenzunehmen und Kredite für ihre eigene Rechnung oder für Rechnung einer Einrichtung, mit der sie einen Zweigstellen- oder einen Vertretungsvertrag abgeschlossen haben, zu gewähren).

Empfohlener Höchstsatz: 200 Euro pro Annahmestelle. Unter einer Annahmestelle ist jede Stelle (Raum, Büro, Schalter,...) zu verstehen, wo ein Angestellter der Zweigstelle jegliches Bankgeschäft für einen Kunden verrichten kann.

Die Bankzweigstelle darf nicht nach Anzahl der Geldscheinautomaten und anderen automatisierten Schaltergeräten, von denen ihre Kunden Gebrauch machen können, besteuert werden.

040/364.33: Technische Vergrabungszentren

Die Lagerung von Abfällen in technischen Vergrabungszentren, mit Ausnahme von Stoffen aus Baggerungs- und Ausschlämmungsarbeiten des Bettes und der Ufer von Wasserstraßen, kann nach folgenden Höchstsätzen besteuert werden:

Technische Vergrabungszentren der Klasse 1: von 2,4789 Euro bis 3,7184 Euro pro Tonne;

Technische Vergrabungszentren der Klasse 2: von 1,2394 Euro bis 2,4789 Euro pro Tonne;

Technische Vergrabungszentren der Klasse 3: von 0,4957 Euro bis 1,2394 Euro pro Tonne.

Die technischen Vergrabungszentren der Klasse 5 dürfen nicht besteuert werden, da sie ausschließlich dem Gebrauch durch einen Abfallerzeuger vorbehalten sind.

040/364-34: Steuer auf möbliert vermietete Wohnungen oder Zimmer

Empfohlener Höchstsatz: 150 Euro.

Betrifft die Besteuerung Studentenwohnungen, wird die Steuer auf die Hälfte verringert.

0400/364 48: Industrielle Ausgleichsteuer

Nur die Gemeinden, die diese Steuer für das Rechnungsjahr 1992 eingeführt haben, dürfen sie aufrechterhalten mit einer eventuellen Erhöhung, deren Maximum sich aus folgender Formel ergibt:

$(X/Y) \cdot x \cdot Z$, wobei X für die Anzahl Zuschlagshundertstel auf den für das Rechnungsjahr verabschiedeten Immobiliensteuervorabzug steht, Y für die Anzahl Zuschlagshundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug für 1992 und Z für die industrielle Ausgleichsteuer für 1992.

Die Anwendung dieser Steuer setzt die strikte Einhaltung der in dem Rundschreiben vom 23. April 1980 erwähnten Anweisungen und Modalitäten voraus.

Die industrielle Ausgleichsteuer sollte es ermöglichen, ganz oder teilweise den Betrag beizutreiben, der den bei der letzten allgemeinen Anpassung der Katastereinkünfte von der Steuer befreiten industriellen Einkünfte entspricht.

0400/364 48: Fritiergeschäft (Hot Dogs, Beignets, usw. zum Mitnehmen)

Empfohlener Höchstsatz: 800 Euro pro Jahr.

Es entspricht nicht dem Prinzip der Gleichheit vor der Steuer, Geschäfte, die sich auf öffentlichem Eigentum befinden, zu einem anderen Satz zu besteuern als Geschäfte, die sich auf Privateigentum befinden.

Es kann jedoch eine Benutzungsgebühr eingenommen werden, wenn das Geschäft sich auf öffentlichem Gemeindeeigentum befindet.

Steuer auf Schauspiele und Vergnügungen

040/365-01: Schauspiele und Vergnügungen

Die Art der Vergnügungen beeinflusst in hohem Maße die anzuwendenden maximalen Steuersätze: Diese belaufen sich auf 10% bis 31% der verschiedenen Einnahmen und auf 8,5% bis 33,75% des Ertrags der Eintrittskarten.

Andererseits bleiben die Bestimmungen des ministeriellen Rundschreibens über die Gemeindesteuern auf Filmvorführungen (Rundschreiben vom 5. Mai 1980) anwendbar.

040/365-02: Tanzlokale

Empfohlener Höchstsatz: 750 Euro pro Monat, anzupassen je nach Umsatz und unter Berücksichtigung des haupt- oder nebenerwerblichen Charakters der ausgeübten Tätigkeit.

040/365-08: Steuer auf das Zu-Wasser-Lassen von Wasserfahrzeugen zu kommerziellen Zwecken

Empfohlene Höchstsätze:

— 90 Euro pro Jahr pro Boot

— 3 Euro pro Tag pro Boot

Dieser Betrag muss jedoch der Lage und der Bedeutung des Betriebs angepasst werden.

Steuern oder Gebühren auf die Benutzung öffentlichen Eigentums

040/366-01: Standplätze auf Märkten

Aufgrund des Gesetzes vom 25. Juni 1993 über die Ausübung des Wandergewerbes und die Organisation öffentlicher Märkte und seines Ausführungserlasses vom 3. April 1995, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 29. April 1996 und vom 10. Januar 1999 (*Belgisches Staatsblatt* vom 6. März 1999) sind die von der Gemeinde erhobenen Abgaben für die Benutzung eines Standplatzes auf einem öffentlichen Markt Gebühren.

Die Gemeinden müssen also darauf achten, diese Abgaben nicht mehr als Steuer zu verabschieden.

Außerdem geht aus dem Königlichen Erlass vom 3. April hervor, dass die Anzahl Standplätze, die in einem Abonnement zugewiesen werden, nicht über 95% der Gesamtzahl der Standplätze liegen darf.

Damit die finanzielle Situation der Betroffenen sich nicht verschlimmert, muss der Steuerpflichtige die Wahl haben, sich für ein Abonnement zu entscheiden; es darf ihm aber nicht aufgezwungen werden.

Bei Erbringung von Dienstleistungen wie der Zurverfügungstellung von Wasser oder Strom kann die verlangte Gebühr, gemessen an der Gebühr für die einfache Benutzung eines Standplatzes, erhöht werden.

040/366-03: Kirmesbuden und -wagen

Eine Steuer zu einem empfohlenen Höchstsatz von 3 Euro pro m² kann auf Schaustellerbuden erhoben werden; zusätzlich kann noch eine Benutzungsgebühr für Kirmesbuden und -wagen, die sich auf öffentlichem Gemeindeeigentum befinden, eingenommen werden.

040/366-05: Anlegerecht

Gebühr

040/366-06: Aufstellen von Terrassen, Tischen und Stühlen

Gebühr

040/366-07: Parkplätze

Die Gebühren auf die Benutzung von Parkplätzen sind zugelassen aufgrund des einzigen Artikels des Gesetzes vom 22. Februar 1965 zur Ermächtigung der Gemeinden, Parkgebühren für Kraftfahrzeuge festzulegen.

Es gibt keine Gesetzesbestimmung, aufgrund deren es den Gemeinden verboten ist, einen doppelten Tarif anzuwenden und dem Benutzer die Wahl zu lassen zwischen Parken mit beschränkter Dauer und Langzeitparken (im Allgemeinen einen halben Tag), für das sich Benutzer entscheiden, die sich der Parkuhr nicht bedienen.

Aufgrund des Streitverfahrens, das die Anwendung dieser Art von Regelung hervorruft, müssen die Gemeindebehörden folgendem Rechnung tragen:

1) Eine das Parken betreffende Gebührenregelung entspricht einem Paket von Bestimmungen, die vor allem die finanziellen Bedingungen erklären, zu denen die von der Stadt bereitgestellten gebührenpflichtigen Parkplätze auf dem betreffenden Gebiet organisiert werden. Die Beziehungen zwischen der die Dienstleistung erbringenden Behörde und den Privatpersonen, die diese Dienstleistung in Anspruch nehmen, werden durch das Zivilrecht geregelt. Die Gebührenregelung stellt für jeden Einzelfall, in dem sie einem Steuerpflichtigen gegenüber zur Anwendung kommt, eine Gesamtheit von vertraglichen Bestimmungen dar, mit denen sich die Privatperson durch die einfache Inanspruchnahme des Dienstes einverstanden erklärt hat. Das mit der Anwendung der Gebührenregelung verbundene Streitverfahren untersteht also den ordentlichen Gerichten.

2) Da es sich um eine Regelung zivilrechtlicher Art handelt, kann die Nichteinhaltung einer Verpflichtung durch einen Steuerpflichtigen, auf Zahlungsaufforderung die Summe zu zahlen, die er wegen Nichtbenutzung der Parkuhr schuldet, zu einer strafrechtlichen Maßnahme führen (in dem diesem Begriff in Artikel 1226 des Zivilgesetzbuches gegebenen Sinn); es ist jedoch nicht zulässig, dass der infolge einer solchen Maßnahme zu zahlende Betrag von einer korrekten Schätzung des Schadens abweicht, den die Gemeinde aufgrund der Nichtzahlung durch die Privatperson erlitten hat. Bestimmungen, die bei Nichtzahlung der geschuldeten Summe nach erfolgter Zahlungsaufforderung eine Pauschalentschädigung von mehreren Hunderten Euro vorsehen, sind also illegal, da es sich dabei um wahre Privatstrafen handelt, die aufgrund von Artikel 6 des Zivilgesetzbuches verboten sind.

3) Es ist nicht zulässig, dass auf jede von der Gemeindepolizei festgestellten Übertretung eine Gebühr erhoben wird, um die mit der Aufstellung des Protokolls verbundenen Verwaltungskosten zu decken, da die von den Bediensteten der Gemeindepolizei erbrachte Dienstleistung nicht im direkten und sofortigen Interesse des Steuerpflichtigen erfolgt, sondern im Interesse der Allgemeinheit, der allein die korrekte Gesetzesanwendung zugute kommt. Da eine solche Erhebung nicht als Erhebung einer Gebühr ausgelegt werden kann, ist sie strafrechtlicher Art und entzieht sich der Befugnis der Gemeinde.

4) Die das Parken betreffende Gemeindeverordnung darf nicht dazu führen, dass das Recht auf Erlangung einer Anliegerkarte beschränkt wird im Sinne des Ministeriellen Erlasses vom 18. Dezember 1991 zur Bestimmung der Personen, die eine Anliegerkarte erhalten können, und der Behörde, die befugt ist, eine solche auszustellen, und zur Festlegung des Musters dieser Karte und der Modalitäten in Bezug auf ihre Ausstellung und Benutzung.

040/366-08: Parken von Taxis und Mietwagen

Die Höchststeuer zur Erlangung einer Betriebslizenz beträgt 136,34 Euro in Gemeinden mit weniger als 10.000 Einwohnern und 272,68 Euro in den anderen Gemeinden. Für Taxis die einen festen Standplatz auf öffentlicher Straße haben, kann eine Zusatzsteuer von maximal 409,02 Euro erhoben werden. Der Preis einer Lizenz kann für Werbung betreibende Taxis um 25 oder 50 Euro erhöht werden (Da diese Beträge nicht im Gesetz vom 27. Dezember 1974 über die Taxidienste vorgeschrieben sind, können sie gerundet werden). Eine Zusatzsteuer, die pro Jahr und Fahrzeug 68,17 Euro nicht überschreitet, kann erhoben werden zu Lasten der Betreiber von Taxis, die keinen festen Standplatz auf öffentlicher Straße haben, deren Fahrzeug jedoch mit Funkfernsprechanlagen ausgerüstet sind. Für nähere Angaben sei auf das Gesetz vom 27. Dezember 1974 über die Taxidienste und den Königlichen Erlass vom 6. Mai 1975 über die Erhebung von Steuern und Zusatzsteuern im Zusammenhang mit dem Betrieb von Taxidiensten verwiesen.

040/366-09: Fritiergeschäfte (Hot Dogs, Beignets, usw.), Zeitungskioske auf öffentlicher Straße

Gebühr

Steuern auf das Vermögen

040/367-09: Unbebaute Grundstücke

Diese Steuer findet Anwendung auf unbebaute Parzellen, für die es eine nicht verjährte Erschließungsgenehmigung gibt, und auf unbebaute Grundstücke, die sich in einem Wohnungsgebiet befinden, das in einem von der Regierung verabschiedeten oder erlassenen Raumordnungsplan vorgesehen ist und entlang einer öffentlichen Straße liegt, die unter Berücksichtigung der Lage ausreichend ausgerüstet ist.

Ich empfehle einen Höchstsatz von 20 Euro pro laufenden Meter Parzelle an der Straßenseite und auf 350 Euro begrenzt pro unbebaute Parzelle.

Wenn die Parzelle aufgrund der Artikel 393 bis 405 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe in den Grenzen eines Schutzgebietes liegt, werden die oben erwähnten Höchstbeträge auf 60 Euro und 1500 Euro erhöht.

Wenn eine Parzelle mit zwei Seiten an der Straße liegt, wird für die Berechnung der Steuer nur die größte Seite in Betracht gezogen.

Die Steuer ist vom erschließenden Eigentümer vor dem 1. Januar des zweiten Jahres nach Ausstellung der Erschließungsgenehmigung zu entrichten und betrifft die nicht bebauten Parzellen, für die zu diesem Datum noch kein Käufer gefunden worden ist. Die Steuer ist vom Käufer der Parzellen vor dem 1. Januar des zweiten Jahres nach dem Ankauf zu entrichten, wenn die erworbenen Parzellen zu diesem Datum immer noch unbebaut sind.

Ich bitte die Gemeinden, sich für nähere Auskünfte über die gesetzlichen Bedingungen, unter denen diese Besteuerung erhoben werden kann, auf Artikel 160 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe zu beziehen.

Das Urteil des Kassationshofes vom 29. März 2001, durch welches eine zu einem einzigen Pauschalsatz festgesetzte kommunale Steuer als illegal erklärt wurde, regt mich dazu an, die Möglichkeit einer Anpassung des Steuersatzes je nach der Anzahl der laufenden Meter entlang einer öffentlicher Straße vorzusehen.

0400/367-10: Steuer auf Sendemaste für GSM

Empfohlener Höchstsatz: 2.500 Euro pro Mast

Eine Besteuerung der Sendeantennen oder -einheiten des GSM-Netzes seitens der Gemeinde steht im Widerspruch zum Prinzip der Handels- und Gewerbefreiheit, da die große Anzahl der Antennen oder Einheiten die Rentabilität der Betreuung dieser Netze beeinträchtigen würde. Außerdem besteht die Gefahr, dass eine Besteuerung pro Sendeantenne oder -einheit die Installierung solcher Antennen auf bestehenden Trägern - so wie es die diesbezüglichen Vorschriften bezwecken - verhindern würde.

Es gibt hingegen keine Einwände in Bezug auf die Besteuerung von Sendemasten oder größeren Masten, die eine eigene Struktur bilden und dazu bestimmt sind, die für den Betrieb von GSM-Mobilfunknetzen notwendigen Antennenarten zu beherbergen, die nicht auf einer bestehenden Struktur (Dach, Kirche,...) angebracht werden konnten.

Ich empfehle jedoch, einen Höchstbetrag von 2.500 Euro pro Sendemast nicht zu überschreiten, um zu verhindern, dass es zu einer merklichen Erhöhung des dem Verbraucher in Rechnung gestellten Benutzungspreises kommt. Außerdem verhindert die strikte Einhaltung dieses Höchstbetrags, dass diese Steuer als eine Behinderung der durch den EG-Vertrag garantierten Freiheiten angesehen wird.

040/367-11: Fehlen von Parkplätzen

Diese Steuer ist illegal, weil keine zulässige Steuergrundlage besteht. Da jede Steuer auf einer Ressource des Steuerpflichtigen beruhen muss, ist es also nicht zulässig, eine Steuer auf eine negative Tatsache festzusetzen.

040/367-13: Zweitwohnungen

Als Zweitwohnungen besteuerte Güter dürfen nicht zur Anwendung einer Aufenthaltssteuer für die Personen führen, die sie bewohnen.

Die Steuer kann sich nach der Größe der Zweitwohnungen richten.

Ich empfehle eine Höchstsatz von 450 Euro.

Die empfohlenen Höchstsätze betragen aber 175 Euro, wenn die Steuer sich auf Zweitwohnungen auf einem anerkannten Campingplatz bezieht, und 87,5 Euro, wenn sie sich auf in Studentenwohnungen errichtete Zweitwohnungen bezieht.

Die Steuer auf Zweitwohnungen darf nicht auf Ferienwohnungen auf dem Lande und dem Bauernhof, möblierte Zimmer und Wohnungen für Touristen und Zimmer mit Frühstück, erwähnt im Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 16. Juni 1981, angewandt werden; für sie kann jedoch eine Aufenthaltssteuer erhoben werden (Kode 040/364-26).

Im Übrigen ist der Staatsrat in seinem Urteil Nr. 66545 vom 4. Juni 1997 der Meinung, dass es keine vernünftige und adäquate Begründung gibt für die unterschiedliche Behandlung von Personen, die ihren Wohnort in einer Gemeinde haben und keine Gemeindesteuern auf Zweitwohnungen zahlen müssen, und Personen, die nicht im Bevölkerungsregister dieser Gemeinde eingetragen sind und im Gegensatz zu den erstgenannten Personen diese Steuern zahlen müssen. Demzufolge dürfen Gemeinden keine Steuerbefreiungen auf Zweitwohnungen aus dem Grund vorsehen, dass über eine Zweitwohnung verfügende Personen schon einen Wohnsitz in der Gemeinde haben.

Ich fordere die Gemeinden auf, die Steuer nicht auf ein Gut anzuwenden, das den Bedingungen genügt, um der regionalen Steuer auf verwaahlte Wohnungen (Dekret vom 19. November 1998) zu unterliegen.

Da der Zweck der Steuer auf Zweitwohnungen darin besteht, einen Luxusgegenstand zu besteuern, muss diese Steuer auf ein Gut angewandt werden, das in dem Zustand, in dem es sich zur Zeit der Erfassung befindet, dem Bewohner eine friedliche und vernünftige Nutzung sichern kann. Im Übrigen wäre es für den Bürger unbegreiflich, dass dasselbe Gut von der Gemeinde als Luxusgegenstand und von der Region als verwaahlter Gegenstand betrachtet wird.

Die gemäß dem vorerwähnten Dekret vom 19. November 1998 vorgesehenen Kriterien, die mit dem Wasser- und Stromverbrauch während der Bezugsperiode und der Eintragung im Bevölkerungsregister während des Zeitraums von 12 aufeinander folgenden Monaten verbunden sind, genügen aber nicht, um ein Gut aus dem Anwendungsbereich der Steuer auf Zweitwohnungen auszuschließen.

040/367-18: Steuer auf Privatschwimmbecken

Empfohlene Höchstsätze

— 250 Euro pro Jahr für Schwimmbecken unter 100 m²

— 500 Euro pro Jahr für Schwimmbecken von 100 m² und mehr.

Verordnungen, die Bausatzschwimmbecken oder nicht permanente Schwimmbecken nicht von der Steuer befreien, werden in Zukunft nicht mehr gebilligt.

040/367-19 und 040/367-20: Steuer auf Geschäftsräume, auf Räumlichkeiten zur Ausübung eines freien Berufes oder Steuer auf Büroflächen

Empfohlener Höchstsatz: 6 Euro pro m² pro Jahr.

Die Gemeinden sollen ihre Aufmerksamkeit auf zwei steuerrechtliche Prinzipien richten, die hier eine besondere Anwendung finden können:

— das Prinzip der Gleichheit der Bürger vor der Steuer;

— das Prinzip, nach dem jegliche Doppelbesteuerung verboten ist («non bis in idem»); in der Praxis bräuchte Doppelbesteuerung die Erhebung zweier oder mehrerer verschiedener Steuern auf denselben juristischen oder faktischen Tatbestand mit sich.

Von der Steuer befreit sind:

a) Flächen, die von öffentlich-rechtlichen Personen genutzt werden, jedoch mit Ausnahme der Flächen, die im Rahmen der Ausübung lukrativer oder geschäftlicher Verrichtungen gebraucht werden;

b) Flächen, die der Kulturausübung oder dem Laizismus, Lehranstalten, Krankenhäusern, Kliniken, Ambulatorien oder Wohltätigkeitseinrichtungen ohne Erwerbzweck und anderen Gruppierungen oder Vereinigungen, die keinen Erwerbzweck verfolgen, dienen und in Artikel 181 des Einkommensteuergesetzbuches erwähnt sind.

Von der besteuerten Basis können die Flächen abgezogen werden, die strikt und tatsächlich Wohnzwecken im selben Gebäude vorbehalten sind.

Sonstige Steuern

040/368-02: Steuer auf Luxusperde und Ponys

Die jeweiligen empfohlenen Höchstsätze von 75 Euro und 20 Euro können durch einen für Pferde und Ponys identischen Satz vereinheitlicht werden.

In diesem Fall beläuft sich der einheitliche Satz auf 55 Euro.

Für Betreiber von Reithallen und Schausteller werden vorerwähnte Höchstsätze um die Hälfte verringert.

040/368-05: Steuer auf Waffen

Der Königliche Erlass vom 16. September 1997 (*Belgisches Staatsblatt* vom 8. Oktober 1997) legt den Betrag der Steuern und Gebühren fest, die in Anwendung des Gesetzes vom 3. Januar 1993 über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition erhoben werden. Bei der Ausstellung eines Waffenscheins für eine Verteidigungswaffe ist bei der Gemeindeverwaltung des Antragstellers ein Betrag von 25 Euro zu zahlen (im BS vom 30. August 2000 veröffentlichter Königlicher Erlass vom 20 Juli 2000).

Ich lenke die Aufmerksamkeit der Gemeinden auf das Rundschreiben des Ministers der Justiz vom 16. September 1997 (*Belgisches Staatsblatt* vom 8. Oktober 1997), aufgrund dessen weder die Erhebung von Zuschlaghundertstel auf die in dem vorerwähnten Königlichen Erlass vorgesehenen Steuern und Gebühren noch die Erhebung andere Steuern oder Gebühren auf den Erwerb oder den Besitz von Waffen möglich ist.

040/368-06: Steuer auf Vogelfanggeräte

Empfohlener Höchstsatz: 15 Euro pro Fanggerät.

040/368-12: Steuer auf private Tennisplätze

Empfohlener Höchstsatz: 500 Euro pro Jahr.

040/368-15: Golfplätze

Empfohlener Höchstsatz: 7.500 Euro pro Jahr und pro Golfplatz. Dieser Satz kann je nach Anzahl der Löcher, je nach Fläche, die der Ausübung dieses Sports gewidmet wird, und je nach Eintrittsgeld angepasst werden.

Zuschlaghundertstel, Zuschlagzehntel und Zusatzsteuern

040/371-01: Immobiliensteuervorabzug - Zuschlaghundertstel

Empfohlener Höchstsatz: 2600

Die Gemeinden wollen verständlicherweise die Integrierung von Privatwohnungen im Sozialwohnungssektor fördern.

Ich lenke die Aufmerksamkeit der Gemeinden auf die Tatsache, dass im Hinblick auf die Verwirklichung dieses Ziels ein System zur Bezuschussung von Eigentümern, die die Zahlung von kommunalen Zuschlaghundertstel auf diese Wohnungen nachweisen, zu verabschieden ist.

Die Gemeinden dürfen hingegen auf lokaler Ebene Wohnungen, die Eigentum von im Sozialwohnungssektor integrierten privatrechtlichen Personen sind, nicht von Zuschlaghundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug befreien, da es sich dabei um eine regionale Befugnis handelt.

Das für die Zuschlaghundertstel zum Immobiliensteuervorabzug zu gebrauchende Berechnungsmodell ist das folgende:

Besteuerter Katasterertrag für das Steuerjahr 2001 (nicht indexiert)	(A)
(von der Katasterverwaltung mitzuteilen):	.....
Satz des Steuerzusatzes für 2001:	(B)

Betrag der Eintragungen in die Heberolle für das Steuerjahr 2001	(C)
(von der Verwaltung der direkten Steuern mitzuteilen):	.....
Besteuerter Katasterertrag für das Steuerjahr 2000 (nicht indexiert):	(D)

Veranschlagung der Eintragungen in die Heberolle für 2003 für ein Zuschlaghundertstel	(E)
$\frac{A \times C}{B \times D}$	.....
Satz des Steuerzusatzes für 2003:	(F)

Veranschlagung der Einnahme Immobiliensteuervorabzug (Satz 2003-Basis 2001)	(G)
E x F:	.....

Artikel 518 des EstGb sieht die Indexierung der Katastererträge vor der Anwendung des Immobiliensteuervorabzugs vor. Für das Steuerjahr 2003 kann die Erhöhung der Einnahme auf 4,4% im Vergleich zum Steuerjahr 2001 (auf der Grundlage der Bezugsbeträge zum Index 2001) geschätzt werden.

Die in den Haushaltsplan 2003 einzutragende Veranschlagung entspricht also $G \times 1,044$ (Veranschlagung).

Verfügt eine Gemeinde bei der Anfertigung ihres Haushaltsplans 2003 bereits über Angaben, die es ihr ermöglichen, die Haushaltsveranschlagung 2003 auf der Grundlage des besteuerten Katasterertrags für das Steuerjahr 2002 und auf der Grundlage des Betrags der Eintragungen in die Heberolle des Steuerjahres 2002 zu berechnen, so muss sie die Berechnungsformel mit den neuesten Angaben ausfüllen (Steuerjahr 2002 bei den Linien A, B und C und Steuerjahr 2001 bei Linie D) und einen Indexierungsprozentsatz von 1,9% für das Steuerjahr 2003 im Vergleich zu dem Steuerjahr 2002 (Beträge zum Index 2002) berücksichtigen.

Die in Artikel 25 des Gesetzes vom 29. Juli 1930 zur Gründung der R.T.T. vorgesehene Befreiung von jeglicher Steuer bzw. Abgabe zugunsten der Provinzen und Gemeinden, die Belgacom gewährt wurde, ist durch das Programmgesetz vom 30. Dezember 2001 gestrichen worden. Daher werden die Katastererträge der der AG Belgacom gehörenden Immobilien dem Immobiliensteuervorabzug unterliegen und werden die Gemeinden die damit verbundene Einnahme ab 2003 einziehen.

Aufgrund der Bedeutung der Einnahmen des Immobiliensteuervorabzugs möchte ich sehr, dass die Gemeinden bestens mit der Katasterverwaltung zusammenarbeiten, um es dieser Verwaltung zu ermöglichen, die Katasterunterlagen einwandfrei auf dem neuesten Stand zu halten.

Im Hinblick darauf möchte ich daran erinnern, dass gemäß den Artikeln 2 § 1 und 5 des Königlichen Erlasses vom 10. Oktober 1979 der Bürgermeister jeder Gemeinde einen Indikator-Sachverständigen bezeichnet, der zusammen mit dem Vertreter der Katasterverwaltung an den Begutachtungen von Immobilien teilnehmen und das von besagtem Vertreter der Katasterverwaltung erstellte Protokoll genehmigen und mitunterzeichnen muss.

In der Praxis stellt es sich angesichts der Ergebnisse einer vor kurzem bei den Regionaldirektoren der Katasterverwaltung geführten Untersuchung heraus, dass die Ausführungsmodalitäten dieser Zusammenarbeit des Indikator-Sachverständigen im Allgemeinen nicht eingehalten werden.

Im Übrigen stellen die Gemeindeverwaltungen quartalsweise gemäß dem dem Königlichen Erlass vom 26. Juli 1877 beigefügten Artikel 18 der Regelung für die Bewahrung des Katasters die Listen 220 der gewährten Baugenehmigungen und Erschließungsgenehmigungen und der in den Eigentümern erfolgten Änderungen aus.

Zur jährlichen Aktualisierung der Katasterunterlagen besichtigen die Bediensteten der Katasterverwaltung die in den Listen 220 aufgenommenen Immobilien, um zu prüfen, ob die neuen vorgesehenen Bauten schon bewohnt sind oder ob die Umbau-, Vergrößerungs- und Abbrucharbeiten beendet sind. Viele dieser Ortsbesichtigungen findet aber zu früh statt, weil die neuen oder umgebauten Gebäude nicht fertig und/oder nicht bewohnt sind.

Deswegen scheint eine effizientere Zusammenarbeit seitens der Gemeinden, unter Mitwirkung von deren Indikator-Sachverständigen, im eigenen Interesse der Gemeinden notwendig zu sein, die die hauptsächlichen Nutznießer der Einnahmen aus dem Immobiliensteuervorabzug sind.

Ich rate also den Gemeinden, der Katasterverwaltung eine Liste der neuen bewohnten Gebäude und eine Liste der fertiggestellten Umbauarbeiten regelmäßig zu übermitteln, um eine korrekte Aktualisierung der Katasterunterlagen zu gewährleisten.

040/372-01: Natürliche Personen

Empfohlener Höchstsatz: 8,5%

Artikel 468 des Einkommensteuergesetzbuches ermöglicht es den Gemeinden, einen dem Staat gegenüber zu entrichtenden Steuerprozentsatz festzulegen, dessen Bruch auf eine Dezimalstelle beschränkt bleibt.

Wenn eine Gemeinde ihren Steuersatz abändert zum Zeitpunkt, wo der Entwurf des Haushaltsplans untersucht wird, auf dem ein voraussichtlicher Betrag aufgrund einer ersten vom Ministerium der Finanzen auf der Grundlage eines ursprünglich niedrigeren Steuersatzes gemachten Schätzung angegeben steht, muss eine neue Schätzung beantragt werden, die dem neu angestrebten Steuersatz Rechnung trägt. Der in den Haushaltsplan einzutragende voraussichtliche Betrag der Einnahmen darf nicht durch Anwendung einer Dreisatzrechnung, die von der ersten Schätzung des Ministeriums der Finanzen ausgeht, aufgestellt werden. Um nachteilige Schwankungen zu vermeiden, kann ebenfalls die durch das Rundschreiben vom 4. Dezember 1996 erlaubte Anpassungsformel des Haushaltsvoranschlags angewandt werden. In diesem Fall wird der Berechnungszettel der Akte zum Haushaltsplan beigefügt.

Aufgrund der Problematik in Bezug auf die Zuschlagsteuer zur Steuer auf die natürlichen Personen, die durch die Presse regelmäßig erwähnt wurde, erlaube ich mir, an bestimmte auf das Steuerwesen der lokalen Behörden anwendbare Grundregeln zu erinnern.

Die Gemeinden dürfen nicht vergessen, dass die Regeln, die für die Festsetzung einer eigenen kommunalen Steuer gelten, nicht dieselben sind wie diejenigen, die für die Festsetzung einer kommunalen Zuschlagsteuer gelten.

Im Bereich der Zuschlagsteuern wird der Gemeinde auf einer bestimmten Weise ihre Befugnis entnommen, die wesentlichen Merkmale der durch sie eingeführten Abgabe festzusetzen; sie verfügt nur noch über Befugnisse, die ihr ausdrücklich durch die Gesetzgebung zugeteilt werden, die die Basissteuer, worauf die Gemeinde einen Steuerzusatz erheben darf, regelt.

Was die Steuer auf die natürlichen Personen betrifft, besteht kein Zweifel daran, dass gemäß Artikel 360 des EstGb und Artikel 200 seines Königlichen Ausführungserlasses vom 27. August 1993 eine durch eine Gemeinde für das Steuerjahr 2002 verabschiedete Zuschlagsteuer die im Jahre 2001 erhaltenen Einkünfte des Steuerzahlers von Amts wegen belastet, ohne dass die Gemeinde zum Zeitpunkt der Verabschiedung ihrer Zuschlagsteuer für das Steuerjahr 2002 beschließen kann, die Einkünfte 2002 damit zu belasten.

So findet eine durch eine Gemeinde für das Steuerjahr 2002 verabschiedete Erhöhung des Satzes der Zuschlagsteuer zur Steuer auf die natürlichen Personen auf die von dem Steuerzahler im Jahre 2001 erhaltenen Einkünfte Anwendung.

040/373-01: Kraftfahrzeuge

Die Gemeinden erhalten von Amtswegen ein Zuschlaghundertstel der vom Staat auf Kraftfahrzeuge erhobenen Steuer.

Im Rahmen der zurzeit geltenden Rechtsvorschriften ist eine Besteuerung im Ausland registrierter Fahrzeuge nicht denkbar.